

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 825

25 avril 2006

SOMMAIRE

Acqua Marcia International S.A., Luxembourg	39597
Acqua Marcia International S.A., Luxembourg	39598
Amaralis Holdings, S.à r.l., Luxembourg	39600
Artbau S.A., Luxembourg	39600
Capitalpost Luxembourg, S.à r.l., Luxembourg	39598
Firouzeh S.A., Luxembourg	39553
HMS Lux S.A., Luxembourg	39596
HMS Lux S.A., Luxembourg	39597
Mont Blanc Investment S.A., Luxembourg	39600
Parvest, Sicav, Hesperange	39554
Parvest, Sicav, Hesperange	39589
Phase One S.A., Dippach	39595
Phase One S.A., Dippach	39596
PWM Institutional Mandat - DWS	39554
PWM Institutional Mandat - DWS	39554
Senses S.A., Luxembourg	39599
Tariel Holding, S.à r.l., Luxembourg	39589
Watt Lux, S.à r.l., Strassen	39594
Watt Lux, S.à r.l., Strassen	39595
Westcorp, S.à r.l., Dippach	39599
Westcorp, S.à r.l., Dippach	39599

FIROUZEH S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 71.773.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 12 janvier 2006

Est nommé administrateur, en remplacement de Monsieur Renaud Florent, administrateur démissionnaire:
- Mademoiselle Liette Di Blasi, employée privée, demeurant professionnellement au 11, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2008.

Luxembourg, le 16 janvier 2006.

Pour extrait conforme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 18 janvier 2006, réf. LSO-BM04451. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(011370/534/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 2006.

PWM INSTITUTIONAL MANDAT - DWS, Fonds Commun de Placement.

Das mit Wirkung zum 10. April 2006 in Kraft tretende Verwaltungsreglement - Besonderer Teil wurde am 13. April 2006 unter der Referenznummer: LSO-BP02872 beim Registre de Commerce et des Sociétés (Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister) hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DWS INVESTMENT S.A.

Unterschrift

(035233//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2006.

PWM INSTITUTIONAL MANDAT - DWS, Fonds Commun de Placement.

Das mit Wirkung zum 10. April 2006 in Kraft tretende Verwaltungsreglement - Allgemeiner Teil wurde am 13. April 2006 unter der Referenznummer: LSO-BP02874 beim Registre de Commerce et des Sociétés (Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister) hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DWS INVESTMENT S.A.

Unterschrift

(035234//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2006.

PARVEST, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R. C. Luxembourg B 33.363.

L'an deux mille six, le huit février.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Mersch (Luxembourg).

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société d'investissement à capital variable PARVEST, (ci-après la «Société»), ayant son siège social à L-2952 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet, constituée suivant acte reçu par Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 17 mars 1990, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 349 du 26 septembre 1990.

Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 16 février 2004, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 440 du 27 avril 2004.

L'assemblée est présidée par Madame Marie-Hélène Poncelet, employée de banque, demeurant à Arlon (Belgique).

La Présidente désigne comme Secrétaire Madame Valérie Glane, employée de banque, demeurant à Virton (Belgique).

L'assemblée élit aux fonctions de Scrutateur Madame Carine Steimes, employée de banque, demeurant à Wolkrange (Belgique).

Le bureau ainsi constitué, la Présidente expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente Assemblée Générale Extraordinaire a été convoquée par des avis de convocation envoyés à tous les actionnaires nominatifs en date du 12 janvier 2006 et publiés au Mémorial C, dans le «d'Wort» et dans «la Voix» en date des 2 janvier 2006 et 20 janvier 2006, ainsi que dans des journaux dans certains des pays dans lesquels la Société est enregistrée.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le Président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentant.

Ladite liste de présence restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

III.- Qu'il appert de cette liste de présence que sur ... actions en circulation, 366.763,972 actions sont présentes ou représentées à l'assemblée générale extraordinaire.

Une première assemblée générale extraordinaire convoquée suivant les modalités indiquées dans le procès-verbal de cette assemblée, et ayant le même ordre du jour que la présent assemblée, s'est tenue en date du 17 novembre 2005 et n'a pu délibérer sur l'ordre du jour pour défaut du quorum légal requis.

En vertu de l'article 67 et 67-1 de la loi concernant les sociétés commerciales, la présente assemblée est autorisée à prendre des résolutions indépendamment de la proportion du capital représenté.

IV.- Que la présente Assemblée Générale Extraordinaire a pour ordre du jour:

1. Transfert du siège social dans la commune de Hesperange, Grand-Duché de Luxembourg - Modification de l'Article 4.

2. Valeur nette d'inventaire - Ajout de la méthode d'évaluation des actions ou parts d'organismes de placement collectif. - Modification de l'Article 13.

3. Valeur nette d'inventaire - Possibilité d'arrondir la valeur nette d'inventaire à un nombre de décimales pouvant aller jusque quatre, et qui sera précisé dans le prospectus. - Modification de l'Article 13.

4. Divers.

5. Refonte complète des Statuts et adoption de la version coordonnée des statuts suite aux modifications mentionnées ci-dessus.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée, avec 325.969,823 voix pour et 40.794,149 abstentions, décide de transférer le siège social dans la commune de Hesperange, Grand-Duché de Luxembourg plus précisément au 33, rue de Gasperich, L-5826 Howald-Hesperange avec effet au 18 février 2006 et de modifier la première phrase de l'article 4 des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

«Le siège social de la Société est établi dans la commune d'Hesperange, Grand-Duché de Luxembourg.»

Deuxième résolution

L'assemblée, avec 325.928,046 voix pour et 40.835,926 abstentions, décide de modifier l'article 13 des statuts en y ajoutant la méthode d'évaluation des actions ou parts d'organismes de placement collectif concernant la valeur nette d'inventaire. Cet article 13 aura la teneur telle que spécifiée dans la quatrième résolution ci-après.

Troisième résolution

L'assemblée, avec 325.969,823 voix pour et 40.794,149 abstentions, décide de modifier l'article 13 des statuts en y prévoyant la possibilité d'arrondir la valeur nette d'inventaire à un nombre de décimales pouvant aller jusqu'à quatre, et qui sera précisé dans le prospectus. Cet article 13 aura la teneur telle que spécifiée dans la quatrième résolution ci-après.

Quatrième résolution

L'assemblée, avec 325.939,328 voix pour et 40.824,644 abstentions, décide d'adopter la version coordonnée des statuts suite aux modifications mentionnées ci-dessus, et de procéder à la refonte complète des statuts qui auront désormais la teneur suivante:

Art. 1^{er}. Forme et Dénomination. Il existe en vertu des présents Statuts (ci-après «les Statuts») une société anonyme sous la forme d'une Société d'Investissement à Capital Variable (SICAV) régie par la partie I de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif (ci-après dénommée «la Loi»), sous la dénomination de PARVEST.

Art. 2. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 3. Objet. L'objet exclusif de la Société est de placer les fonds dont elle dispose en valeurs mobilières et/ou autres actifs financiers liquides autorisés par la Loi, dans le but de répartir les risques d'investissement et de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion de ses actifs.

D'une façon générale, la Société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement de son objet, au sens le plus large autorisé par la Loi.

Art. 4. Siège social. Le siège social de la Société est établi dans la commune d'Hesperange, Grand-Duché de Luxembourg.

Il peut être créé, par simple décision du conseil d'administration (ci-après le «Conseil d'Administration»), des succursales ou bureaux tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

A l'intérieur de la commune, le siège social pourra être transféré par simple décision du Conseil d'Administration.

Au cas où le Conseil d'Administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Art. 5. Capital social, Compartiments d'actifs, Catégories/Classes d'actions. Le montant du capital est, à tout moment, égal à la somme de la valeur des actifs nets des différents compartiments de la Société. Le capital minimum s'élève à EUR 1.250.000,- (un million deux cent cinquante mille euros). Il est représenté par des actions sans désignation de valeur nominale.

Toutes les actions doivent être entièrement libérées.

Les comptes consolidés de la Société, tous compartiments réunis, seront établis dans la monnaie d'expression du capital social, à savoir l'EUR.

Le Conseil d'Administration peut établir à tout moment une masse d'avoirs constituant un compartiment au sens de l'Article 133(1) de la Loi, correspondant à une ou plusieurs catégories et/ou classes d'actions, de la manière décrite à l'Article 13 ci-dessous.

Au sein d'un compartiment, le Conseil d'Administration peut établir à tout moment des catégories et/ou classes d'actions correspondant à (i) une politique de distribution spécifique, telle que donnant droit à des distributions («actions de distribution»), ou ne donnant pas droit à des distributions («actions de capitalisation»), et/ou (ii) une structure spécifique de frais d'émission ou de rachat, et/ou (iii) une structure spécifique de frais de gestion ou de conseil en investissement, et/ou (iv) une structure spécifique de frais acquis aux distributeurs ou à la SICAV; et/ou (v) la devise dans laquelle la catégorie ou la classe peut être offerte; et/ou (vi) l'utilisation de techniques de couverture du risque de change ou de tout autre risque; et/ou (vii) toute autre spécificité applicable à une catégorie/classe d'actions.

Le produit de toute émission d'actions d'une catégorie et/ou classe déterminée sera investi dans le compartiment d'actifs correspondant à cette catégorie et/ou classe d'actions, en valeurs mobilières et/ou autres actifs financiers liquides autorisés par la Loi suivant la politique d'investissement déterminée par le Conseil d'Administration pour le compartiment donné, compte tenu des restrictions d'investissement prévues par la Loi et la réglementation.

La société constitue une seule et même entité juridique. Conformément à l'article 133 de la Loi, les actifs d'un compartiment répondent exclusivement des dettes, engagements et obligations qui concernent ce compartiment. Dans les relations entre investisseurs, chaque compartiment est traité comme une entité à part.

Art. 6. Forme des actions. Le Conseil d'Administration décidera pour chaque compartiment d'émettre des actions au porteur et/ou des actions nominatives, sous forme dématérialisée ou non.

Les certificats au porteur et les certificats d'actions nominatives portent les signatures de deux administrateurs de la Société. Ces signatures pourront être soit manuscrites, soit imprimées, soit apposées au moyen de griffes. Elles resteront valables même dans le cas où les signataires perdraient leur pouvoir de signer après l'impression des titres. Toutefois, l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le Conseil d'Administration. Dans ce cas elle doit être manuscrite.

Sur décision du Conseil d'Administration, des fractions d'actions pourront être émises et le Conseil d'Administration pourra en limiter le nombre de décimales qui sera précisé dans le prospectus. Les fractions d'actions seront sans droit de vote mais donneront droit aux actifs nets du compartiment concerné pour la quote-part représentée par ces fractions.

Le Conseil d'Administration pourra émettre des actions au porteur sous la forme de certificats au porteur représentatifs d'une ou de plusieurs actions. La remise et la livraison matérielle des titres au porteur pourront être mises à la charge de l'actionnaire demandant l'émission matérielle de ses certificats. Le tarif éventuellement appliqué pour la livraison matérielle des titres sera précisé dans le prospectus.

Les certificats d'actions au porteur peuvent, si le Conseil d'Administration en décide ainsi, contenir une série de coupons.

Toutes les actions nominatives émises par la Société seront inscrites au registre des actionnaires qui sera tenu par la Société ou par une ou plusieurs personnes désignées à cet effet par la Société; l'inscription doit indiquer le nom de chaque propriétaire d'actions, sa résidence ou son domicile élu, et le nombre d'actions nominatives qu'il détient. Tout transfert d'actions nominatives entre vifs ou à cause de mort sera inscrit au registre des actionnaires. La Société pourra décider de l'émission soit d'un certificat attestant des inscriptions, soit d'une confirmation de la propriété des actions.

Tout actionnaire qui désire avoir des actions nominatives devra fournir à la Société une adresse à laquelle toutes les communications et toutes les informations pourront être envoyées. Cette adresse sera inscrite sur le registre des actionnaires comme domicile élu. Au cas où pareil actionnaire ne fournirait pas d'adresse à la Société, mention pourra en être faite au registre des actionnaires et l'adresse de l'actionnaire sera censée être au siège social de la Société, ceci jusqu'à ce qu'une autre adresse soit fournie à la Société par l'actionnaire. L'actionnaire pourra à tout moment faire changer l'adresse portée au registre par une déclaration écrite envoyée au siège social de la Société ou à toute autre adresse qui pourra être fixée par la Société.

Dans les limites et conditions fixées par le Conseil d'Administration, les actions au porteur peuvent être converties en actions nominatives et inversement sur demande du propriétaire des actions concernées.

Cette conversion peut donner lieu au paiement par l'actionnaire des frais entraînés par cet échange.

La conversion d'actions nominatives en actions au porteur sera effectuée par annulation des certificats d'actions nominatives, si de tels certificats ont été émis, et par l'émission s'il y a lieu d'un ou de plusieurs certificats d'actions au porteur en leur lieu et place, et une mention devra être faite au registre des actions nominatives constatant cette annulation. La conversion d'actions au porteur en actions nominatives sera effectuée par annulation des certificats d'actions au porteur, si de tels certificats ont été émis, et, par émission s'il y a lieu de certificats d'actions nominatives en leur lieu et place, et une mention sera faite au registre des actions nominatives constatant cette émission.

Avant que les actions ne soient émises sous forme d'actions au porteur et avant que des actions nominatives ne soient converties en actions au porteur, la Société peut demander, d'une manière que le Conseil d'Administration considère comme satisfaisante, l'assurance qu'une telle émission ou échange n'aboutira pas à ce que de telles actions soient détenues par des Personnes Non Autorisées.

La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. Si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour représenter l'action à l'égard de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à l'action jusqu'à ce que le mandataire ait été désigné.

En cas d'actionnaires indivis (les «co-actionnaires»), les avis et autres informations aux actionnaires seront envoyés à un quelconque des co-actionnaires, à moins qu'un mandataire n'ait été désigné. En outre, un seul des co-actionnaires peut valablement engager tous les co-actionnaires vis-à-vis de la Société. Dans ce cas, l'opposabilité des actes entre co-actionnaires ne peut être remise en question vis-à-vis de la Société.

Le transfert d'actions au porteur s'effectuera par la tradition du titre, si un tel titre a été émis, avec tous les coupons non échus attachés.

Art. 7. Emission des actions. Le Conseil d'Administration est autorisé à émettre à tout moment et sans limitation des actions nouvelles entièrement libérées, sans réserver aux actionnaires anciens un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le Conseil d'Administration peut restreindre la fréquence à laquelle les actions seront émises dans un compartiment; le Conseil d'Administration peut notamment décider que les actions d'un compartiment seront uniquement émises pendant une ou plusieurs périodes déterminées ou à toute autre périodicité telle que prévue dans le Prospectus.

Lorsque la Société offre des actions en souscription, le prix par action offerte sera égal à la valeur nette d'inventaire par action de la catégorie/classe concernée, déterminée conformément à l'Article 13 ci-dessous. Ce prix pourra être majoré en fonction d'un pourcentage estimé de frais et dépenses incombant à la Société quand elle investit les résultats de l'émission et/ou en fonction des commissions de vente applicables renseignées dans le prospectus, tel qu'approuvé par le Conseil d'Administration. Le prix ainsi déterminé sera payable endéans un délai à fixer par le Conseil d'Administration et stipulé dans le prospectus, mais qui ne pourra excéder 6 jours ouvrés bancaires suivant le Jour d'Evaluation.

Les demandes de souscriptions peuvent être suspendues dans les conditions et selon les modalités prévues à l'Article 14.

Le Conseil d'Administration peut, à sa discrétion et sans devoir se justifier, refuser toute souscription d'actions.

Le Conseil d'Administration peut déléguer à tout administrateur, directeur ou autre mandataire dûment autorisé à cette fin, la charge d'accepter les souscriptions, de recevoir en paiement le prix des actions nouvelles à émettre et de les délivrer.

Dans le cas où le prix de souscription des actions à émettre n'est pas payé, la Société peut procéder au rachat forcé des actions de l'actionnaire tout en se réservant le droit de réclamer ses frais d'émission et commissions.

La Société pourra accepter d'émettre des actions en contrepartie d'un apport en nature de valeurs, en observant les prescriptions édictées par la loi luxembourgeoise et notamment l'obligation de produire un rapport d'évaluation du réviseur de la Société et pour autant que de telles valeurs mobilières soient conformes aux objectifs et à la politique d'investissement du compartiment concerné tel que décrits dans le Prospectus.

Art. 8. Rachat des actions. Tout actionnaire a le droit de demander à la Société qu'elle lui rachète tout ou partie des actions qu'il détient, selon les modalités fixées par le Conseil d'Administration dans le Prospectus et dans les limites imposées par la Loi et par les présents Statuts.

Le prix de rachat par action sera payable endéans un délai à fixer par le Conseil d'Administration et stipulé dans le prospectus, mais qui ne pourra excéder 6 jours ouvrés bancaires suivant le Jour d'Evaluation, pourvu que les certificats d'actions, s'il y en a, et les documents de transfert aient été reçus par la Société, sous réserve des dispositions ci-après.

Le prix de rachat sera égal à la valeur nette d'inventaire par action de la catégorie/classe concernée, déterminée conformément aux dispositions de l'Article 13, diminuée des frais et/ou commissions au taux fixé par le Prospectus. Ce prix de rachat pourra être arrondi à l'unité ou à la fraction supérieure ou inférieure la plus proche de la devise concernée, ainsi que le Conseil d'Administration le déterminera.

Si, à la suite d'une demande de rachat d'une partie de ses actions de la part d'un actionnaire, le nombre ou la valeur totale résiduel(le) de ses actions devient inférieur au nombre ou à la valeur minimal(e) de détention fixé(e) par le Conseil d'Administration pour cette catégorie d'actions, la Société pourra convertir les actions restantes vers une autre catégorie de ce même compartiment où le nombre d'actions ou la valeur restant(e) respectera le seuil minimum de détention fixé par le Conseil d'Administration. Dans le cas où la conversion ne serait pas possible, la Société pourra traiter cette demande comme un rachat de toutes les actions détenues dans la catégorie d'actions en question.

La Société pourra accepter de délivrer, à la condition de recevoir l'accord exprès de l'investisseur concerné, des valeurs mobilières en contrepartie d'une demande de rachat en nature, en observant les prescriptions édictées par la loi luxembourgeoise et notamment l'obligation de produire un rapport d'évaluation du réviseur de la Société. La valeur de ces valeurs mobilières sera déterminée conformément aux principes déterminés pour le calcul de la valeur nette d'inventaire. Le Conseil d'Administration devra s'assurer que le retrait de valeurs mobilières ne porte pas préjudice aux actionnaires restants.

De plus, un rachat d'actions peut être réalisé dans les conditions et les termes prévus à l'Article 12 ci-après.

Les demandes de rachats peuvent être suspendues dans les conditions et selon les modalités prévues à l'Article 14.

Au cas où à un Jour d'Evaluation donné le total net des demandes de rachat/conversion d'actions d'un compartiment rapporté au total des avoirs de ce compartiment égale ou excède le pourcentage fixé par le Conseil d'Administration et renseigné au Prospectus, le Conseil d'Administration peut décider de réduire au prorata et/ou de différer les demandes de rachat/conversion présentées de manière à ramener le nombre d'actions remboursées/converties ce Jour d'Evaluation dans la limite du pourcentage fixé. Toute demande de rachat/conversion ainsi différée sera reçue prioritairement par rapport aux demandes de rachat/conversion reçues au prochain Jour d'Evaluation, sous réserve toujours du pourcentage ainsi fixé.

Les actions rachetées seront annulées.

Art. 9. Conversion des actions. Sauf restrictions spécifiques décidées par le Conseil d'Administration et indiquées dans le Prospectus, tout actionnaire est autorisé à demander la conversion au sein d'un même compartiment ou entre compartiments de tout ou partie de ses actions d'une catégorie/classe en actions d'une autre ou même catégorie/classe.

Le prix de conversion des actions sera fixé par référence à la valeur nette d'inventaire respective des deux catégories/classes d'actions concernés, datée du même Jour d'Evaluation.

Le Conseil d'Administration pourra imposer les restrictions qu'il estimera nécessaires notamment quant à la fréquence, les modalités et conditions des conversions et il pourra les soumettre au paiement de frais et charges dont il déterminera le montant.

Si à la suite d'une demande de conversion, le nombre ou la valeur totale des actions qu'un actionnaire détient dans une catégorie d'actions déterminée devient inférieur au nombre ou à la valeur minimale de détention déterminée par le Conseil d'Administration pour cette catégorie, la Société pourra obliger cet actionnaire à convertir toutes ses actions relevant de cette catégorie.

Les actions dont la conversion a été effectuée seront annulées.

Les demandes de conversions peuvent être suspendues dans les conditions et modalités prévues à l'Article 14.

Art. 10. Certificats perdus ou endommagés. Lorsqu'un actionnaire peut justifier à la Société que son certificat d'action a été égaré ou détruit, un duplicata peut être émis à sa demande aux conditions et garanties que la Société déterminera (et notamment la procédure d'opposition préalable ou une assurance, sans préjudice de toutes autres formes de garanties que la Société pourra choisir). Dès l'émission du nouveau certificat sur lequel il sera mentionné qu'il s'agit d'un duplicata, le certificat original n'aura plus aucune valeur.

Les certificats d'actions endommagés peuvent, après leur remise à la Société ou à ses guichets payeurs, être échangés contre de nouveaux certificats sur ordre de la Société. Ces certificats endommagés seront annulés sur-le-champ.

La Société peut mettre en compte à l'actionnaire le coût du duplicata ou du nouveau certificat d'action et de toutes les dépenses justifiées encourues par la Société en relation avec l'émission et l'inscription au registre ou avec la destruction de l'ancien certificat.

Art. 11. Restrictions à la propriété d'actions de la société. La Société pourra restreindre ou mettre obstacle à la propriété d'actions de la Société par toute personne physique ou morale, si, de l'avis du Conseil d'Administration, cette possession peut entraîner une violation des dispositions légales ou réglementaires, luxembourgeoises ou étrangères, ou s'il en résulte que la Société pourrait encourir des charges fiscales ou autres désavantages financiers qu'elle n'aurait pas encourus autrement (les personnes physiques ou morales, à déterminer par le Conseil d'Administration et à préciser dans le Prospectus sont désignées «Personnes Non Autorisées»).

A cet effet la Société pourra:

A) refuser l'émission d'actions et l'inscription du transfert d'actions, lorsqu'il apparaît que cette émission ou ce transfert aurait ou pourrait avoir pour conséquence d'attribuer la propriété de l'action à une Personne Non Autorisée;

B) demander à toute personne figurant au Registre des Actionnaires, ou à toute autre personne qui demande à faire inscrire le transfert d'actions, de lui fournir tous renseignements et certificats qu'elle estime nécessaires, éventuellement appuyés d'une déclaration sous serment, en vue de déterminer si, dans quelle mesure et dans quelles circonstances, ces actions appartiennent ou vont appartenir en propriété effective à des Personnes Non Autorisées; et

C) procéder au rachat forcé de toute ou partie des actions s'il apparaît qu'une Personne Non Autorisée, soit seule, soit ensemble avec d'autres personnes, est la propriétaire d'actions de la Société, ou a fourni de faux certificats et garanties ou a omis de fournir les certificats et garanties à déterminer par le Conseil d'Administration. Dans ce cas, la procédure suivante sera appliquée:

1) la Société enverra un avis (appelé ci-après «l'avis de rachat») à l'actionnaire apparaissant au registre comme étant le propriétaire des actions; l'avis de rachat spécifiera les titres à racheter, le prix de rachat à payer et l'endroit où ce prix sera payable. L'avis de rachat peut être envoyé à l'actionnaire par lettre recommandée adressée à sa dernière adresse connue ou à celle inscrite au Registre des actionnaires. L'actionnaire en question sera obligé de remettre sans délai le ou les certificats représentant les actions (au cas où de tel(s) certificat(s) auraient été émis) spécifiées dans l'avis de rachat. Dès la fermeture des bureaux au jour spécifié dans l'avis de rachat, l'actionnaire en question cessera d'être le propriétaire des actions spécifiées dans l'avis de rachat, son nom sera rayé du registre et les actions correspondantes seront annulées.

2) le prix auquel les actions spécifiées dans l'avis de rachat seront rachetées («le prix de rachat»), sera égal à la valeur nette des actions de la Société déterminée conformément à l'Article 13 des présents Statuts.

3) le paiement sera effectué au propriétaire des actions dans la monnaie du compartiment concerné sauf en période de restriction de change, et le prix sera déposé auprès d'une banque, à Luxembourg ou ailleurs (spécifiée dans l'avis de rachat) qui le transmettra à l'actionnaire en question contre remise du ou des certificats indiqués dans l'avis de rachat.

Dès après dépôt du prix dans ces conditions, aucune personne intéressée dans les actions mentionnées dans l'avis de rachat ne pourra faire valoir de droit à ces actions ni ne pourra exercer aucune action contre la Société et ses avoirs, sauf le droit de l'actionnaire apparaissant comme étant le propriétaire des actions, de recevoir le prix déposé (sans intérêt) à la banque contre remise des certificats. Tout montant destiné dans le cadre de ce paragraphe à un actionnaire et non récupéré dans les 5 ans à partir de la date de l'avis de rachat, ne pourra plus être réclamé. Ce montant reviendra à la/aux catégorie/s et/ou classe/s d'actions du compartiment concerné. Le Conseil d'Administration a le droit de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'exécuter une telle réversion.

4) L'exercice par la Société des pouvoirs conférés au présent Article ne pourra en aucun cas être mis en question ou invalidé pour le motif qu'il n'y ait pas preuve suffisante de la propriété des actions dans le chef d'une personne ou qu'une action appartenait à une autre personne que ne l'avait admis la Société en envoyant l'avis de rachat, à la seule condition que la Société exerce ses pouvoirs de bonne foi; et

D) refuser, lors de toute assemblée d'actionnaires, le droit de vote à toute Personne Non Autorisée.

Les termes «Personnes Non Autorisées» tels qu'utilisés dans les présents Statuts ne visent pas les intermédiaires qui acquièrent des actions pour le compte de souscripteurs autorisés.

Art. 12. Clôture et fusion de compartiments, de catégories ou de classes d'actions

A) Au cas où, pour quelque raison que ce soit, la valeur des avoirs dans un compartiment aurait diminué jusqu'à un montant considéré par le Conseil d'Administration comme étant le seuil minimum en-dessous duquel le compartiment ne peut plus fonctionner d'une manière économiquement efficace, ou dans le cas où un changement significatif de la situation économique ou politique ayant un impact sur le compartiment concerné aurait des conséquences néfastes sur les investissements du compartiment concerné ou dans le cadre de la rationalisation de la gamme des produits offerts à la clientèle, le Conseil d'Administration pourrait décider de procéder au rachat forcé de toutes les actions d'un compartiment, d'une catégorie ou classe d'actions donnés, à la valeur nette d'inventaire par action applicable le Jour d'Evaluation lors duquel la décision prendra effet (compte tenu des prix et dépenses réels de réalisation des investissements, des frais de clôture et des frais de création non encore amortis). La Société enverra un avis aux actionnaires du compartiment, de la catégorie ou de la classe d'actions concernés avant la date effective du rachat forcé. Cet avis indiquera les raisons motivant ce rachat de même que les procédures s'y appliquant et fera l'objet d'une information aux actionnaires telle que prévue dans le prospectus. Sauf décision contraire du Conseil d'Administration, les actionnaires du compartiment, de la catégorie ou classe concernés ne pourront pas continuer à demander le rachat ou la conversion de leurs actions en attendant la mise à exécution de la décision de liquidation. Si le Conseil d'Administration autorise les rachats ou les conversions des actions, ces rachats et conversions seront effectués selon les modalités fixées par le Conseil d'Administration dans le Prospectus, sans frais de rachat ou de conversion (mais compte tenu des prix et dépenses

réels de réalisation des investissements, des frais de clôture et des frais de création non encore amortis) jusqu'à la date d'effet du rachat forcé.

Les avoirs qui n'auront pu être distribués à leurs bénéficiaires lors du rachat seront déposés auprès du Dépositaire pour une période de six mois après ce rachat; passé ce délai, ces avoirs seront versés auprès de la Caisse des Consignations pour compte de leurs ayants droit.

B) Dans les mêmes circonstances que celles décrites au point A) du présent Article, le Conseil d'Administration pourra décider, dans l'intérêt des actionnaires, d'apporter les avoirs d'un compartiment, d'une catégorie ou classe à ceux d'un autre compartiment, d'une autre catégorie ou classe au sein de la Société. Cette décision sera publiée de la même manière que celle décrite ci-dessus au point A) du présent Article (laquelle publication mentionnera, en outre, les caractéristiques du nouveau compartiment, de la nouvelle catégorie ou classe). Chaque actionnaire des compartiments, catégories ou classes concernés aura la possibilité durant une période d'un mois avant la date effective de la fusion de demander le rachat ou la conversion de ses actions sans frais de rachat ou de conversion. A l'expiration de la période d'un mois, la décision engage tous les actionnaires qui n'ont pas fait usage de la possibilité de sortir sans frais de rachat ou de conversion.

Dans les mêmes circonstances que celles décrites au point A) du présent article, l'apport des avoirs et engagements attribuables à un compartiment, à une catégorie et/ou classe à un autre organisme de placement collectif de droit luxembourgeois créé selon les dispositions de la Partie I de la Loi ou à un compartiment, à une catégorie et/ou classe au sein d'un tel autre organisme de placement collectif pourra être décidé par le Conseil d'Administration si cela est requis dans l'intérêt des actionnaires du compartiment, de la catégorie et/ou classe concernés. Une telle décision devra être publiée de manière identique à celle décrite ci-dessus et, par ailleurs, la publication devra contenir les informations relatives à l'autre organisme de placement collectif. Une telle publication sera faite dans le mois avant la date à laquelle la contribution deviendra effective pour permettre aux actionnaires de demander le rachat de leurs actions sans frais de rachat ou de conversion. La contribution fera l'objet d'un rapport d'évaluation du réviseur d'entreprise de la Société, similaire à celui requis par la loi luxembourgeoise en ce qui concerne la fusion de sociétés commerciales.

En cas de contribution dans un autre organisme de placement de type «fonds commun de placement», la contribution n'engagera que les actionnaires du compartiment, de la catégorie ou classe concernés qui auront expressément approuvé la contribution.

C) Si, à l'intérieur d'un compartiment, il a été créé différentes catégories/classes telles que définies à l'Article 5, le Conseil d'Administration peut décider que les actions d'une catégorie/classe peuvent être converties dans des actions d'une autre catégorie/classe au moment où les spécificités applicables à une catégorie/classe d'actions déterminée ne sont plus applicables à ladite catégorie/classe. Une telle conversion sera effectuée sans frais de conversion pour les actionnaires sur base des valeurs nettes applicables. Chaque actionnaire du compartiment concerné aura la possibilité durant une période d'un mois avant la date effective de la conversion de demander le rachat de leurs actions sans frais de rachat.

Art. 13. Valeur nette d'inventaire. La valeur de l'actif net et la valeur nette d'inventaire des actions de chaque compartiment, catégorie et classe d'actions de la Société ainsi que les prix d'émission et de rachat seront déterminés par la Société ou son mandataire désigné à cet effet, suivant une périodicité à fixer par le Conseil d'Administration, mais au moins deux fois par mois. Cette valeur nette sera exprimée dans la monnaie d'expression du compartiment concerné et/ou en toute autre devise que pourra choisir le Conseil d'Administration. Elle est obtenue en divisant les actifs nets du compartiment concerné par le nombre d'actions émises au titre de ce compartiment, compte tenu, s'il y a lieu, de la ventilation des actifs nets de ce compartiment entre les différentes catégories et classes d'actions du compartiment concerné (telles que décrites à l'Article 5 des présents Statuts). La valeur nette d'inventaire par action des catégories/classes de chaque compartiment pourra être arrondie à un nombre de décimales pouvant aller jusqu'à quatre, et qui sera précisé dans le prospectus..

Le jour auquel la valeur nette sera datée est désigné dans les présents Statuts comme «Jour d'Evaluation».

L'évaluation des avoirs de chaque compartiment de la Société s'effectuera selon les principes suivants:

1) Les actions/parts d'organismes de placement collectif seront évaluées sur base de leur dernière valeur nette d'inventaire officielle disponible au Jour d'Evaluation (c'est-à-dire le cours de cotation, si l'organisme de placement collectif est coté, ou la valeur nette d'inventaire communiquée par l'agent administratif de l'organisme de placement collectif), ou non officielle si celle-ci est de date plus récente (sur base dans ce cas d'une valeur nette d'inventaire probable, estimée avec prudence et bonne foi par le Conseil d'Administration, ou sur base d'autres sources telles qu'une information du gérant dudit organisme de placement collectif).

2) La valeur des espèces en caisse ou en dépôts, effets et billets payables à vue et comptes à recevoir, des dépenses payées d'avance, des dividendes et intérêts venus à échéance non encore touchés, sera constituée par la valeur nominale de ces avoirs, sauf toutefois s'il s'avère improbable que cette valeur puisse être touchée. Dans ce dernier cas, la valeur sera déterminée en retranchant un certain montant qui semblera adéquat en vue de refléter la valeur réelle de ces avoirs.

3) L'évaluation des valeurs mobilières (i) cotées ou négociées sur un marché réglementé au sens de la Loi ou (ii) négociées sur un autre marché d'un Etat-Membre de l'Union Européenne qui est réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public ou (iii) admises à la cote officielle d'un pays qui n'est pas membre de l'Union Européenne ou négociées sur un autre marché d'un pays qui n'est pas membre de l'Union Européenne, mais qui est réglementé, en fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public (les trois pouvant être qualifiés de «Marché Réglementé»), est basée sur le dernier cours de clôture connu du Jour d'Evaluation et si ces valeurs mobilières sont traitées sur plusieurs marchés, sur base du dernier cours de clôture connu du marché principal de ces valeurs au Jour d'Evaluation. Si le dernier cours de clôture connu du Jour d'Evaluation donné n'est pas représentatif, l'évaluation se basera sur la valeur probable de réalisation estimée avec prudence et bonne foi.

4) Les valeurs mobilières non cotées ou non négociables sur un Marché Réglementé seront évaluées sur base de la valeur probable de réalisation estimée avec prudence et bonne foi.

5) La valeur de liquidation des contrats à terme et d'options qui ne sont pas négociés sur des Marchés Réglementés équivalra à leur valeur de liquidation nette déterminée conformément aux politiques établies par le Conseil d'Administration, sur une base appliquée de façon cohérente à chaque type de contrat. La valeur de liquidation des contrats à terme ou contrats d'options négociés sur des Marchés Réglementés sera basée sur le dernier prix disponible de règlement de ces contrats sur les Marchés Réglementés sur lesquels ces contrats d'options ou ces contrats à termes sont négociés par la Société; pour autant que si un contrat d'options ou un contrat à terme ne peut pas être liquidé le jour auquel les actifs nets sont évalués, la base qui servira à déterminer la valeur de liquidation de ce contrat sera déterminée par le Conseil d'Administration de façon juste et raisonnable.

6) Les swaps de taux d'intérêts seront évalués à leur valeur de marché établie par référence à la courbe des taux applicables. Les swaps sur indices ou instruments financiers seront évalués à leur valeur de marché établie par référence à l'indice ou instrument financier concerné. L'évaluation des contrats de swaps relatifs à ces indices ou instruments financiers sera basée sur la valeur de marché de ces opérations de swap selon des procédures établies par le Conseil d'Administration.

7) Si la pratique le permet, les avoirs liquides, les instruments du marché monétaire et tous les autres instruments peuvent être évalués aux derniers cours de clôture connus du Jour d'Evaluation ou selon la méthode de l'amortissement linéaire. En cas d'amortissement linéaire, les positions du portefeuille sont revues régulièrement sous la direction du Conseil d'Administration afin de déterminer s'il existe un écart entre l'évaluation selon la méthode des derniers cours de clôture connus et selon celle de l'amortissement linéaire. S'il existe un écart susceptible d'entraîner une dilution conséquente ou de léser les actionnaires, des mesures correctives appropriées peuvent être prises, y compris, si nécessaire, le calcul de la valeur nette d'inventaire en utilisant les derniers cours de clôture connus.

8) Les valeurs exprimées en une autre devise que la monnaie d'expression du compartiment en question sont converties au cours de change du Jour d'Evaluation. Si les cours de change ne sont pas disponibles, ils sont déterminés avec prudence et bonne foi selon les procédures établies par le Conseil d'Administration.

9) Tous les autres avoirs sont évalués sur base de la valeur probable de réalisation, laquelle doit être estimée avec prudence et bonne foi.

10) Le Conseil d'Administration peut, à sa discrétion, permettre l'utilisation d'une autre méthode d'évaluation s'il considère qu'une telle évaluation reflète mieux la juste valeur d'un avoir de la Société.

L'évaluation des engagements de chaque compartiment de la Société s'effectuera selon les principes suivants:

Des déductions appropriées seront faites pour les dépenses à supporter par la Société et le passif de la Société sera pris en considération selon des critères équitables et prudents. La Société prendra à sa charge l'intégralité de ses frais de fonctionnement. La Société sera notamment chargée de payer les rémunérations versées à la Société de Gestion, au(x) Gérant(s), au(x) Gérant(s) Délégué(s) et/ou au(x) Conseiller(s) en Investissement, au distributeur principal et/ou aux distributeurs, à la Banque Dépositaire et, le cas échéant, celle des correspondants, les commissions de l'Agent Administratif et Financier; celle relative aux fonctions d'agent de transfert et de teneur de registre et d'agent payeur ainsi que celle de leurs délégués, les commissions de domiciliation; les frais et honoraires du Réviseur d'Entreprises et les frais encourus en rapport avec l'assistance juridique; les tantièmes et remboursement des frais versés aux administrateurs; les frais de publication et de mise à disposition des cours, convocations et autres avis et plus généralement tous frais relatifs à l'information des actionnaires, notamment les frais d'impression et de distribution des prospectus et prospectus simplifiés, des rapports périodiques et autres documents; tout autre frais de secrétariat et/ou de commercialisation de la Société dans chaque pays où la Société a obtenu l'autorisation requise de l'autorité de contrôle du pays concerné; les frais d'établissement, en ce compris les frais d'impression des certificats et les frais de procédures nécessaires à la création et à la clôture de compartiments de la Société, à son introduction en Bourse et à son agrément par les autorités compétentes; les courtages et commissions engendrés par les transactions sur les titres du portefeuille; tous les impôts et taxes éventuellement dus sur ses revenus; la taxe d'abonnement ainsi que les redevances dues aux autorités de contrôle, les frais relatifs aux distributions de dividendes; les dépenses d'exploitation, y compris les frais d'achat et de vente des avoirs, les intérêts, les frais financiers, bancaires ou de courtage, les frais de poste, de téléphone et fax; les frais de Conseil d'Administration et autres coûts des mesures extraordinaires, notamment des expertises ou procès propres à sauvegarder les intérêts des actionnaires; les droits annuels de cotation en bourse; les abonnements aux associations professionnelles et autres organisations de la Place Financière du Luxembourg auxquelles la Société décidera de participer.

Le Conseil d'Administration établira pour chaque compartiment une masse distincte d'avoirs. Dans les relations des actionnaires entre eux et vis-à-vis des tiers, cette masse sera attribuée aux seules actions émises au titre du compartiment concerné, compte tenu, s'il y a lieu, de la ventilation de cette masse entre les différentes catégories et/ou classes d'actions de ce compartiment, conformément aux dispositions du présent Article.

A l'effet d'établir des masses distinctes d'avoirs correspondant à un compartiment ou à deux ou plusieurs catégories et/ou classes d'actions d'un compartiment donné, les règles suivantes s'appliquent:

a) si deux ou plusieurs catégories et/ou classes d'actions se rapportent à un compartiment déterminé, les avoirs attribués à ces catégories et/ou classes seront investis ensemble selon la politique d'investissement spécifique du compartiment concerné sous réserve des spécificités liées à ces catégories et/ou classes d'actions;

b) les produits résultant de l'émission d'actions relevant d'une catégorie et/ou d'une classe d'actions seront attribués dans les livres de la Société au compartiment qui propose cette catégorie et/ou classe d'actions étant entendu que, si plusieurs catégories et/ou classes d'actions sont émises au titre de ce compartiment, le montant correspondant augmentera la proportion des avoirs nets de ce compartiment attribuables à la catégorie et/ou classe des actions à émettre;

c) les avoirs, engagements, revenus et frais relatifs à un compartiment seront attribués à la (aux) catégorie(s) et/ou classe(s) d'actions correspondant à ce compartiment;

d) lorsqu'un avoir découle d'un autre avoir, cet avoir sera attribué, dans les livres de la Société, au même compartiment auquel appartient l'avoir dont il découle, et à chaque nouvelle évaluation d'un avoir, l'augmentation ou la diminution de valeur sera attribuée au compartiment correspondant;

e) lorsque la Société supporte un engagement qui est attribuable à un avoir d'un compartiment déterminé ou à une opération effectuée en rapport avec un avoir d'un compartiment déterminé, cet engagement sera attribué à ce compartiment;

f) au cas où un avoir ou un engagement de la Société ne peut pas être attribué à un compartiment déterminé, cet avoir ou engagement sera attribué à tous les compartiments, en proportion de la valeur nette d'inventaire des catégories et/ou classes d'actions concernées ou de telle autre manière que le Conseil d'Administration déterminera avec bonne foi;

g) à la suite de distributions faites aux détenteurs d'actions d'une catégorie et/ou classe, la valeur nette d'inventaire de cette catégorie et/ou classe d'actions sera réduite du montant de ces distributions.

Tous règlements et déterminations d'évaluation seront interprétés et effectués en conformité avec des principes comptables généralement acceptés.

En l'absence de mauvaise foi, de négligence grave ou d'erreur manifeste, les décisions relatives au calcul de la valeur nette d'inventaire prises par le Conseil d'Administration ou par une quelconque banque, société ou autre organisation désignée par le Conseil d'Administration pour les besoins du calcul de la valeur nette d'inventaire sera définitive et obligatoire pour la Société et les actionnaires actuels, anciens ou futurs.

Si le Conseil d'Administration estime que la Valeur Nette d'Inventaire calculée pour un jour donné n'est pas représentative de la valeur réelle des actions de la Société, ou si depuis le calcul de la valeur nette d'inventaire il y a eu d'importants mouvements sur les marchés concernés, le Conseil d'Administration peut décider de procéder, le même jour, à une mise à jour de la valeur nette d'inventaire et déterminera une nouvelle valeur nette d'inventaire avec prudence et bonne foi. Dans ces circonstances, toutes les demandes de souscription, de rachat et de conversion reçues pour un jour donné, seront honorées sur base de la valeur nette d'inventaire telle que mise à jour.

Art. 14. Suspension du calcul de la valeur nette d'inventaire et de l'émission, du rachat et de la conversion des actions. Sans préjudice des causes légales de suspension, le Conseil d'Administration de la Société pourra à tout moment suspendre l'évaluation de la valeur nette des actions d'un ou de plusieurs compartiments ainsi que l'émission, le rachat et la conversion des actions dans les cas suivants:

a) lorsqu'un Marché Réglementé fournissant les cotations pour une part significative des actifs d'un ou de plusieurs compartiments de la Société est fermé pour des périodes autres que les congés normaux ou que les transactions y sont soit suspendues soit soumises à restrictions;

b) lorsque le marché d'une devise dans laquelle est exprimée une part importante des actifs d'un ou de plusieurs compartiments de la Société est fermé pour des périodes autres que les congés normaux ou que les transactions y sont soit suspendues soit soumises à des restrictions;

c) lorsque les moyens de communication qui sont normalement utilisés pour déterminer la valeur des actifs d'un ou de plusieurs compartiments de la Société sont suspendus ou interrompus ou lorsque, pour une raison quelconque, la valeur d'un investissement de la Société ne peut pas être déterminée avec l'exactitude et la rapidité désirables;

d) lorsque les restrictions de change ou de transferts de capitaux empêchent l'exécution des transactions pour le compte de la Société ou lorsque les transactions d'achat et de vente pour le compte de la Société ne peuvent être exécutées à des cours de change normaux;

e) lorsque des facteurs relevant, entre autres, de la situation politique, économique, militaire, monétaire et fiscale et échappant au contrôle, à la responsabilité et aux moyens d'action de la Société l'empêchent de disposer des actifs d'un ou de plusieurs compartiments de la Société ou de déterminer la valeur d'actif net d'un ou de plusieurs compartiments de la Société d'une manière normale et raisonnable;

f) à la suite d'une éventuelle décision de liquider ou de dissoudre la Société ou un ou plusieurs compartiments.

En cas de suspension de ce calcul, la Société informera immédiatement de manière appropriée les actionnaires ayant demandé la souscription, le rachat ou la conversion des actions de ce ou ces compartiments.

Toute suspension du calcul de la valeur nette d'inventaire des actions d'un ou de plusieurs compartiments qui durera plus de 3 jours ouvrés, sera annoncée par tous moyens appropriés et notamment dans les journaux où ces valeurs sont habituellement publiées.

Pendant la période de suspension, les actionnaires qui auront présenté une demande de souscription, de rachat ou de conversion d'actions pourront révoquer celle-ci. A défaut de révocation, les actions seront émises, rachetées ou converties par référence au premier calcul de la valeur nette d'inventaire fait après l'expiration de la période de suspension.

En l'absence de mauvaise foi, de négligence grave et d'erreur manifeste, toute décision concernant le calcul de la valeur nette d'inventaire prise par le Conseil d'Administration ou par un délégué du Conseil sera définitive et obligatoire pour la Société ainsi que pour ses actionnaires.

Art. 15. Assemblées générales des actionnaires. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Toute assemblée sera présidée par le Président du Conseil d'Administration ou à défaut par le plus âgé des vice-présidents s'il y en a, ou à défaut par l'Administrateur-Délégué s'il y en a, ou à défaut par un des Administrateurs ou toute autre personne déléguée par le Conseil.

L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra à Luxembourg au siège social de la Société ou en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg, qui sera fixé dans l'avis de convocation, le troisième jeudi du mois de juin à

11.00 heures. Si ce jour n'est pas un jour ouvré bancaire à Luxembourg, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable bancaire suivant. L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger si le Conseil d'Administration constate souverainement que des circonstances exceptionnelles requièrent ce déplacement.

Les décisions concernant les intérêts généraux des actionnaires de la Société sont prises lors d'une assemblée générale de tous les actionnaires et selon les conditions de présence et de majorité requises par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales. Les décisions concernant les droits particuliers des actionnaires d'un ou de plusieurs compartiments/catégories/classes d'actions seront prises, selon les mêmes conditions, lors d'une assemblée générale du/de la/des compartiment/s, catégorie/s ou classe/s d'actions respectifs.

Les autres assemblées générales d'actionnaires se tiendront aux date, heure et lieu spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorums et délais requis par la loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé dans les présents Statuts.

Pour être admis à l'assemblée générale, tout propriétaire d'actions de la Société doit apporter la preuve de son actionnariat, en effectuant le dépôt de ses certificats au porteur cinq jours francs avant la date fixée pour l'assemblée au siège social ou auprès des établissements désignés dans les avis de convocation; ou pour les actions autres qu'é émises au porteur avec certificat, en informant par écrit (lettre ou procuration) le Conseil d'Administration, de leur intention d'assister à l'assemblée et indiquer le nombre de titres pour lesquels ils entendent prendre part au vote.

Toute action entière de chaque compartiment et de chaque catégorie/classe, quelque soit sa valeur, donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant comme mandataire par écrit une autre personne qui peut ne pas être actionnaire elle-même.

Les copropriétaires, les usufruitiers et nus-propriétaires, les créanciers et débiteurs-gagistes, doivent se faire représenter respectivement par une seule et même personne.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou les présents Statuts, les décisions de l'assemblée générale des actionnaires sont prises à la majorité simple des voix des actionnaires présents ou représentés.

Le Conseil d'Administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à l'assemblée générale.

Les actionnaires se réuniront sur convocation du Conseil d'Administration, à la suite d'un avis qui énonce le lieu, la date, les conditions de présence et de quorum ainsi que l'ordre du jour. L'avis est publié conformément à la loi et envoyé au moins quatorze jours avant l'assemblée à tout propriétaire d'actions nominatives à son adresse portée au registre des actionnaires.

L'ordre du jour est préparé par le Conseil d'Administration qui, si l'assemblée est convoquée sur demande écrite des actionnaires ainsi qu'il est prévu par la loi, devra tenir compte des points qu'il sera demandé de soumettre à l'assemblée.

Cependant si tous les actionnaires sont présents ou représentés et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans publications préalables.

L'assemblée des actionnaires ne pourra traiter que des points contenus dans l'ordre du jour.

Les procès-verbaux des assemblées générales sont signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés

- soit par deux administrateurs;
- soit par les personnes autorisées par le Conseil d'Administration.

Art. 16. Administrateurs. La Société sera administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins. Les membres du Conseil d'Administration ne seront pas nécessairement actionnaires de la Société.

Les administrateurs sont élus par l'assemblée générale des actionnaires pour une période de six ans au plus. Ils sont rééligibles.

Si une personne morale est nommée administrateur, elle pourra désigner une personne physique à l'intervention de laquelle elle exercera les fonctions d'administrateur. A cet égard, les tiers ne pourront exiger la justification des pouvoirs, la simple indication de la qualité de représentant ou de délégué de la personne morale étant suffisante.

Le mandat des administrateurs sortants, non réélus, cesse immédiatement après l'assemblée générale qui a procédé à leur remplacement.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif ou pourra être remplacé à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Tout candidat au poste d'administrateur non proposé à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale des actionnaires devra être élu par les 2/3 des voix des actionnaires présents ou représentés.

Les administrateurs proposés à l'élection, et dont les noms figurent à l'ordre du jour de l'assemblée générale annuelle seront élus par la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés.

Au cas où un poste d'administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, les administrateurs restants nommés par l'assemblée générale pourront élire à la majorité des voix un administrateur pour remplir provisoirement les fonctions attachées au poste devenu vacant, jusqu'à la prochaine assemblée des actionnaires, qui ratifiera cette nomination.

Art. 17. Présidence et réunion du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration choisira parmi ses membres un président et pourra élire en son sein un ou plusieurs vice-présidents. Il pourra également désigner un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur. Le Conseil d'Administration se réunira sur la convocation du Président ou de deux administrateurs, aux lieu, date et heure indiqués dans l'avis de convocation. Chacun des administrateurs pourra agir lors de toute réunion du Conseil d'Administration en désignant un autre administrateur comme son mandataire, ce par écrit, télégramme, télex ou télécopie ou par tout autre moyen de transmission ayant pour support un document écrit. Un administrateur peut représenter un ou plusieurs de ses collègues.

Le Conseil d'Administration se réunit sous la présidence de son Président, ou à défaut du plus âgé de ses Vice-Présidents s'il y en a ou, à défaut de l'Administrateur-Délégué s'il y en a un, ou à défaut de l'administrateur le plus âgé présent à la réunion.

Le Conseil d'Administration ne pourra délibérer et agir que si la majorité des administrateurs est présente ou représentée. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés. Au cas où, lors d'une réunion du Conseil d'Administration, il y a égalité de voix pour et contre une décision, la voix de celui qui préside le Conseil d'Administration sera prépondérante.

Tout administrateur peut participer à une réunion du Conseil d'Administration par conférence téléphonique ou d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du Conseil d'Administration peut également être prise par voie circulaire. Cette décision recueillera l'accord de tous les administrateurs dont les signatures seront apposées soit sur un seul document, soit sur des exemplaires multiples de celui-ci. Une telle décision aura la même validité et la même vigueur que si elle avait été prise lors d'une réunion du Conseil d'Administration régulièrement convoquée et tenue et peut être prouvée par lettre, fax, télégramme, télécopie ou autres moyens analogues.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration seront signés par le Président ou par la personne qui aura assumé la présidence en son absence.

Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le Président, ou par le secrétaire, ou par deux administrateurs, ou encore par toute personne autorisée par le Conseil d'Administration.

Art. 18. Pouvoirs du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration a les pouvoirs les plus larges pour faire tous actes d'administration ou de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale par la loi ou par les présents Statuts sont de la compétence du Conseil d'Administration.

Art. 19. Politiques d'investissement. Le Conseil d'Administration, appliquant le principe de la répartition des risques, a le pouvoir de déterminer (i) la politique d'investissement de chaque compartiment de la Société (ii) les techniques de couverture des risques à utiliser pour une catégorie spécifique ainsi que (iii) les lignes de conduite à suivre dans l'administration de la Société, sous réserve des restrictions d'investissement adoptées par le Conseil d'Administration conformément aux lois et règlements.

Dans tous les compartiments, les investissements pourront être faits, dans le respect des exigences posées par la Loi, notamment quant au type de marché sur lequel ces avoirs peuvent être acquis ou au statut de l'émetteur ou de la contrepartie:

- (i) en valeurs mobilières et instruments du marché monétaire;
- (ii) en parts d'OPC;
- (iii) en dépôts auprès d'un établissement de crédit remboursables sur demande ou pouvant être retirés et ayant une échéance inférieure ou égale à 12 mois;
- (iv) en instruments financiers dérivés, notamment ceux dont le sous-jacent est constitué d'indices financiers, de taux d'intérêt, taux de change ou devises.

La politique de placement de la Société ou d'un compartiment peut avoir pour objet de reproduire la composition d'un indice d'actions ou d'obligations précis reconnu par l'autorité de surveillance.

La Société est en outre autorisée à utiliser des techniques et instruments qui ont pour objet les valeurs mobilières et les instruments du marché monétaire, pourvu que ces techniques et instruments soient utilisés en vue d'une gestion efficace de portefeuille.

La Société pourra également investir en valeurs mobilières et instruments du marché monétaire nouvellement émis, sous réserve que les conditions d'émission comportent l'engagement que la demande d'admission à la cote officielle d'un Marché Réglementé mentionné ci-dessus soit introduite et que l'admission soit obtenue au plus tard avant la fin de la période d'un an depuis l'émission.

La Société pourra notamment acquérir les valeurs mentionnées ci-dessus sur tout Marché Réglementé d'un Etat d'Europe, membre ou non de l'Union européenne («UE»), d'Amérique, d'Afrique, d'Asie, d'Australie ou d'Océanie.

La Société est autorisée à investir, en respectant le principe de la répartition des risques, jusqu'à 100% des avoirs attribuables à chaque compartiment en valeurs mobilières ou instruments du marché monétaire émis ou garantis par un Etat membre de l'UE, par ses collectivités publiques territoriales, par un autre Etat membre de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economique («OCDE») ou par un organisme international à caractère public dont font partie un ou plusieurs Etats membres de l'UE, étant entendu que, si la Société fait usage des possibilités prévues dans la présente disposition, elle doit détenir, pour le compte du compartiment concerné, des valeurs appartenant à six émissions différentes au moins, sans que les valeurs appartenant à une émission ne puissent excéder 30% du montant total des actifs nets attribuables à ce compartiment.

Art. 20. Gestion journalière. Le Conseil d'Administration de la Société peut déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la Société (y compris le droit d'agir en tant que signataire autorisé de la Société) ainsi qu'à la représentation de celle-ci en ce qui concerne cette gestion à un Directeur Général, à un Secrétaire Général et/ou à une ou plusieurs personnes physiques ou morales qui ne doivent pas nécessairement être administrateurs. Ces personnes auront les pouvoirs qui leur auront été conférés par le Conseil d'Administration. Elles peuvent, si le Conseil d'Administration l'autorise, sous-déléguer leurs pouvoirs. Le Conseil d'Administration peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Pour les besoins d'une gestion efficace, le Conseil d'Administration pourra décider que tout ou partie des actifs de certains compartiments soit co-gérée, si ce mode de gestion est compatible avec les politiques d'investissement des

compartiments concernés. Si tel est le cas, les actifs des différents compartiments seront gérés en commun. Les actifs qui font l'objet d'une co-gestion sont appelés «pools», ces pools étant uniquement destinés à des fins de gestion interne. Les pools ne forment pas des entités distinctes et ne sont pas directement accessibles aux investisseurs. Des actifs spécifiques sont attribués à chaque compartiment co-géré.

Lorsque les actifs de plus d'un compartiment sont regroupés en pool, les actifs qui peuvent être attribués à chacun des compartiments concernés sont déterminés par référence à l'allocation initiale des actifs de ce compartiment à ce pool et changent en cas d'allocations supplémentaires ou de retraits.

Les droits de chaque compartiment concerné sur les actifs co-gérés s'appliquent à tous les investissements du pool. Les investissements supplémentaires réalisés pour le compte des compartiments co-gérés seront alors attribués à ces compartiments, conformément à leurs droits respectifs. De manière analogue, les actifs vendus seront prélevés proportionnellement sur les actifs détenus par ces compartiments conformément à leurs engagements respectifs.

Les dividendes, intérêts et autres distributions, qui ont la nature d'un revenu, reçus pour compte d'une Masse d'Actifs seront immédiatement crédités aux compartiments proportionnellement à leurs participations respectives dans la Masse d'Actifs au moment de la réception. Lors de la dissolution de la Société, les avoirs d'une Masse d'Actifs seront alloués aux compartiments en proportion de leurs participations respectives dans la Masse d'Actifs.

Art. 21. Société de gestion et gérants. La Société conclura un contrat de gestion avec une société de gestion établie au Luxembourg (la «Société de Gestion»), approuvée conformément au chapitre 13 de la loi du 20 décembre 2002, et qui pourra exercer les fonctions mentionnées à l'Annexe II de la loi du 20 décembre 2002.

La Société de Gestion pourra conclure un ou plusieurs contrat(s) de gestion ou de conseil avec toute société luxembourgeoise ou étrangère (le/s «Gérant/s») en vertu duquel le/s Gérant/s fournira/ont à la Société de Gestion des conseils, des recommandations et des services de gestion concernant la politique d'investissement de la Société conformément à l'Article 19 des présents Statuts.

Art. 22. Représentation - Actes et actions judiciaires - Engagements de la Société. La Société est représentée dans les actes, y compris ceux où interviennent un fonctionnaire public ou un officier ministériel et en justice:

- soit par le président du Conseil d'Administration;
- soit par deux administrateurs conjointement;

- soit par le ou les délégués à la gestion journalière et/ou le Directeur Général et/ou le Secrétaire Général agissant ensemble ou séparément, et ce dans les limites de leurs pouvoirs tels que fixés par le Conseil d'Administration.

Elle est en outre valablement engagée par des mandataires spéciaux dans les limites de leurs mandats.

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant seront suivies au nom de la Société par un membre du Conseil d'Administration ou par la personne déléguée par ce Conseil.

La Société est liée par les actes accomplis par le Conseil d'Administration, par les administrateurs ayant qualité pour la représenter ou par le(s) délégué(s) à la gestion journalière.

Art. 23. Intérêt opposé. Aucun contrat ni aucune transaction que la Société pourra conclure avec d'autres sociétés ou firmes ne pourront être affectés ou invalidés par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou directeurs de la Société auraient un intérêt quelconque dans telle autre société ou firme, ou par le fait qu'il en serait administrateur, associé, directeur ou employé. L'administrateur ou directeur de la Société qui est administrateur, directeur ou employé d'une société ou firme avec laquelle la Société passe des contrats ou avec laquelle elle est autrement en relation d'affaires, ne sera pas par là même privé du droit de délibérer, de voter et d'agir en ce qui concerne des matières en relation avec pareil contrat ou pareilles affaires.

Au cas où un administrateur ou directeur aurait un intérêt personnel opposé dans une affaire de la Société, cet administrateur ou directeur devra informer le Conseil d'Administration de son intérêt personnel opposé et il ne délibérera ni ne prendra part au vote sur cette affaire; rapport devra en être fait à la prochaine assemblée des actionnaires.

Art. 24. Indemnisation d'un administrateur ou directeur. Sauf négligence ou faute grave, toute personne qui est ou a été directeur ou administrateur de la Société pourra être indemnisée par la Société de la totalité des dépenses raisonnablement occasionnées pour toutes actions ou procès auxquels cette personne aura été partie en sa qualité d'administrateur ou de directeur de la Société.

En cas d'arrangement extra-judiciaire conclu par l'administrateur ou le directeur, une telle indemnité ne sera accordée que si la Société est informée par son avocat-conseil que l'administrateur ou le directeur en question n'a pas commis de manquement à ses devoirs. Le droit à indemnisation n'exclura pas d'autres droits dans le chef de l'administrateur ou fondé de pouvoir.

Art. 25. Réviseur d'entreprises. Conformément à la Loi, la comptabilité et l'établissement de toutes déclarations prévues par la loi luxembourgeoise, seront surveillés par un Réviseur d'Entreprises agréé qui sera nommé par l'Assemblée Générale et qui sera rémunéré par la Société.

Le Réviseur d'Entreprises en fonction peut être révoqué à tout moment par l'Assemblée Générale.

Art. 26. Dépôt des avoirs de la société. Dans la mesure requise par la Loi, la Société conclura un contrat de dépôt avec un établissement bancaire ou d'épargne au sens de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative à la surveillance du secteur financier (la «Banque Dépositaire»).

La Banque Dépositaire aura les pouvoirs et charges tels que prévus par la Loi.

Si la Banque Dépositaire désire se retirer, le Conseil d'Administration s'efforcera de trouver un remplaçant endéans 2 mois à partir de la date où la démission devient effective. Le Conseil d'Administration peut dénoncer le contrat de dépôt mais ne pourra révoquer la Banque Dépositaire que si un remplaçant a été trouvé.

Art. 27. Exercice social - Rapports annuel et périodique. L'exercice social commence le 1^{er} mars et se termine le dernier jour du mois de février de l'année suivante. Les comptes de la Société seront exprimés en EUR.

Au cas où il existe différents compartiments d'actions, tel que prévu à l'Article 5 des présents Statuts, et si les comptes de ces compartiments sont exprimés en monnaies différentes, ces comptes seront convertis en EUR et additionnés en vue de la détermination des comptes de la Société.

Art. 28. Répartition du résultat annuel. Sur proposition du Conseil d'Administration et dans les limites légales, l'Assemblée Générale des Actionnaires de la (des) catégorie(s)/classe(s) d'actions émise(s) au titre d'un compartiment déterminera l'affectation des résultats de ce compartiment et pourra périodiquement déclarer ou autoriser le Conseil d'Administration à déclarer des distributions.

Pour chaque catégorie/classe ou pour toutes catégories/classes d'actions donnant droit à des distributions, le Conseil d'Administration peut décider de payer des dividendes intérimaires, en respectant les conditions prévues par la loi.

Les paiements de distributions seront effectués selon les modalités qui seront décidées par le Conseil d'Administration.

Les distributions pourront être payées en toute monnaie choisie par le Conseil d'Administration et en temps et lieu qu'il appréciera.

Le Conseil d'Administration pourra décider de distribuer des dividendes sous forme d'actions nouvelles au lieu de dividendes en espèces en respectant les modalités et les conditions déterminées par le Conseil d'Administration.

Toute distribution déclarée qui n'aura pas été réclamée par son bénéficiaire dans les cinq ans à compter de son attribution, ne pourra plus être réclamée et reviendra au compartiment correspondant à la (aux) catégorie(s)/classe(s) d'actions concernée(s).

Le Conseil d'Administration a tous les pouvoirs et pourra prendre toutes les mesures nécessaires pour l'application de cette disposition.

Aucun intérêt ne sera payé sur les dividendes annoncés et se trouvant aux mains de la Société pour compte de ses actionnaires.

Le paiement des revenus n'est exigible que dans la mesure où les réglementations de change en vigueur permettent de les distribuer dans le pays de résidence du bénéficiaire.

Art. 29. Dissolution. La Société peut en tout temps être dissoute par décision de l'assemblée générale statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues à l'Article 30 des présents Statuts.

En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation de la Société par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs qui peuvent être des personnes physiques ou morales représentées par des personnes physiques, et qui seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération.

Si le capital de la Société devient inférieur aux deux tiers du capital minimum légal, les Administrateurs doivent soumettre la question de la dissolution de la Société à l'assemblée générale délibérant sans condition de présence et décidant à la majorité simple des actions présentes ou représentées à l'assemblée. Si le capital devient inférieur au quart du capital minimum légal, l'assemblée générale délibérera également sans condition de présence mais la dissolution pourra être prononcée par les actionnaires possédant un quart des actions représentées à l'assemblée.

Les convocations à ces assemblées doivent se faire de façon que les assemblées générales soient tenues dans le délai de quarante jours à partir de la constatation que l'actif net est devenu inférieur respectivement aux deux tiers ou au quart du capital minimum.

Le produit net de liquidation de chaque compartiment sera distribué par les liquidateurs aux actionnaires du compartiment concerné, au prorata des droits de la catégorie et classe d'actions en question.

Art. 30. Modification des statuts. Les présents Statuts pourront être modifiés par une assemblée générale des actionnaires soumise aux conditions de quorum et de vote requises par la loi luxembourgeoise et par les prescriptions des présents Statuts.

Art. 31. Dispositions légales. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales et des lois modificatives, ainsi qu'à la loi du vingt décembre deux mille deux concernant les organismes de placement collectif et ses modifications.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais et l'allemand constate que sur demande des comparants le présent acte est rédigé en langue française suivi d'une version anglaise et allemande, sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte français, anglais et allemand, la version française fait foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Suit la traduction en langue anglaise du texte qui précède:

In the year two thousand and six, on the eighth day of February.

Before Us Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Mersch (Luxembourg).

Was held an Extraordinary General Meeting of Shareholders of the «société d'investissement à capital variable» PARVEST, (hereinafter referred to as the «Company») having its registered office at 5, rue Jean Monnet, L-2952 Luxembourg, incorporated pursuant to a deed of Maître Frank Baden, notary residing in Luxembourg, on March 17, 1990, published in the Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations number 349 of September 26, 1990.

The articles were amended from time to time and for the last time by a deed of the undersigned notary on February 16, 2004, published in the Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations number 440 of April 27, 2004.

The meeting appoints as chairman Mrs Marie-Hélène Poncelet, bank employee, residing in Arlon (Belgium)

The chairman appoints as secretary Mrs Valérie Glane, bank employee, residing in Virton (Belgium)

The extraordinary General Meeting elects as scrutineer Mrs Carine Steimes, bank employee, residing in Wolkrange (Belgium)

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I.- That the present Extraordinary General Meeting has been convened by notices sent to all the registered shareholders on January 12, 2006, and published in the Mémorial C, in the «d'Wort» and in the «La Voix» on January 2, 2006 and January 20 2006, as well as in newspapers in certain countries in which the company is registered.

II.- That the shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list will be annexed to this document, to be filed with the registration authorities.

III.- It appears from the attendance list that out of ... shares outstanding, 366,763.972 shares are present or represented at the present extraordinary general meeting.

A first extraordinary general meeting, convoked upon the notices set forth in the minutes, with the same agenda as the agenda of the present meeting indicated hereabove, was held on November 17, 2005 and could not validly decide on the items of the agenda for lack of the legal quorum.

According to article 67 and 67-1 of the law on commercial companies the present meeting is authorised to take resolutions whatever the proportion of the represented capital may be.

IV.- That the agenda of the meeting is the following:

1. Transfer of the registered office to the municipality of Hesperange, Grand Duchy of Luxembourg - Amendment of Article 4.

2. Net asset value - Addition of the method of calculation of the value of shares or units issued by undertakings for collective investment. - Amendment to Article 13.

3.- Net asset value - Possibility of rounding the net asset value by up to four decimal points, to be specified in the prospectus - Amendment of Article 13.

4.- Other business

5.- Complete redrafting of the Articles of Incorporation and approval of the coordinated version of the Articles of Incorporation following the amendments referred to hereinabove.

After the foregoing has been approved by the Meeting, the same took the following resolutions:

First resolution

The meeting with 325,969.823 votes for and 40,794.149 abstentions, decides to transfer the registered office to the municipality of Hesperange, Grand Duchy of Luxembourg, more precisely to 33, rue de Gasperich, L-5826 Howald-Hesperange with effect on 18th February, 2006 and to amend the first sentence in article 4 of the articles of incorporation so as to read as follows:

«The registered office of the Company is located in the town of Hesperange, in the Grand Duchy of Luxembourg.»

Second resolution

The meeting with 325,928.046 votes for and 40,835.926 abstentions, decides to amend article 13 of the articles of incorporation by adding therein the method of calculation of the value of shares or units issued by undertakings for collective investment concerning the net asset value. This article 13 will have the wording as specified in the fourth resolution hereafter.

Third resolution

The meeting with 325,969.823 votes for and 40,794.149 abstentions, decides to amend article 13 of the Articles of Incorporation in order to provide the possibility of rounding the net asset value by up to four decimal points, to be specified in the prospectus. This article 13 will have the wording as specified in the fourth resolution hereafter.

Fourth resolution

The meeting with 325,939.328 votes for and 40,824.644 abstentions, decides to approve the version of the Articles of Association incorporating the amendments mentioned above and to redraft the entire Articles of Association. This Articles will now read as follows:

Art. 1. Form and name. Pursuant to the present Memorandum and Articles of Association (statuts, hereinafter «the Articles of Association»), a «Société Anonyme» (limited company) has been incorporated in the form of a «Société d'Investissement à Capital Variable» (investment company with variable capital, French acronym SICAV) governed by part 1 of the law of 20 December 2002 relating to undertakings for collective investment (hereinafter «the Law»), under the name PARVEST.

Art. 2. Duration. The company is incorporated for an unlimited period.

Art. 3. Object. The Company's sole object is to invest the funds available to it in transferable securities and/or other liquid financial assets authorised by the Law with the purpose of spreading investment risks and enabling its shareholders to benefit from the results of the management of its assets.

Generally, the Company may take any measures and carry out any transaction that it may deem useful in the accomplishment of its object, taking the broadest meaning permitted by the Law.

Art. 4. Registered office. The registered office of the Company is located in the town of Hesperange, in the Grand Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be opened, either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, by simple decision of the Board of Directors (hereinafter the «Board of Directors»).

The registered office may be transferred within the town by simple decision of the Board of Directors.

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political or military events have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or disrupt communication with such office or between such office and persons abroad, the registered office may be transferred abroad temporarily until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measure shall have no effect on the nationality of the Company, which, the temporary transfer of its registered office notwithstanding, shall remain a Luxembourg company.

Art. 5. Share capital, sub-funds of assets, classes/categories of shares. The share capital of the company shall at all times be equal to the total net asset value of the different sub-funds of the Company. The minimum share capital of the Company shall be EUR 1,250,000.- (one million two hundred and fifty thousand euros). It is represented by shares without par value.

All shares must be entirely paid up.

The consolidated accounts of the Company, all sub-funds combined, shall be expressed in the reference currency of the share capital of the Company, i.e. the euro (EUR).

The Board of Directors may at any time establish a pool of assets comprising a sub-fund within the meaning of Article 133(1) of the Law, corresponding to one or several categories and/or classes of shares, in the manner described in Article 13 hereunder.

Within a sub-fund the Board of Directors may at any time create categories and/or classes of shares corresponding to i) a specific distribution policy, such as giving right to distributions («distribution shares»), or giving no right to distributions («capitalisation shares»), and/or ii) a specific fee structure for the issue or redemption of shares and/or iii) a specific structure of management fees or investment adviser fees, and/or iv) a specific structure of costs to be paid to distributors or to the SICAV, and/or v) the currency in which the category or class may be offered; and/or (vi) the use of techniques to hedge the currency risk or any other risk; and/or (vii) any other specific features applicable to a class/category of shares.

The proceeds of any issue of shares of a specific category and/or class shall be invested in the sub-fund corresponding to that category and/or class of shares, in transferable securities and/or other liquid financial assets authorised by the Law and according to the investment policy as determined by the Board of Directors for that given sub-fund, taking into account the investment restrictions specified in the Law and the regulations.

The company is a single legal entity. Pursuant to Article 133 of the Law, a sub-fund's assets shall be used solely to pay the debts, commitments and obligations of said sub-fund. Vis-à-vis investors, each sub-fund is treated as a separate entity.

Art. 6. Form of the shares. For each sub-fund the Board of Directors shall decide whether to issue shares in bearer and/or registered form, and in paper form or not.

Bearer certificates and registered share certificates shall be signed by two Directors. Such signatures shall be either manual or printed or in facsimile. Signatures shall remain valid even in the event that the signatories should lose their right of signature after the certificates are printed. However, one of such signatures may be affixed by a person duly authorised for that purpose by the Board of Directors, in which case it must be manual.

The Board of Directors may decide that fractions of shares may be issued, in which case it may restrict the number of decimal points, and this shall be mentioned in the prospectus. Fractions of shares shall be issued with no voting rights attached but shall entitle their holders to a share of the net assets of the relevant sub-fund proportionate to such fraction.

The Board of Directors may issue bearer shares in the form of bearer certificates for one or several shares. Shareholders requesting share certificates may be charged for the remittance and physical delivery of their certificates. The price to be charged for the delivery of certificates shall be stated in the prospectus.

If the Board of Directors so decides, bearer certificates may include a series of coupons.

All registered shares issued by the Company shall be entered in the register of shareholders, which shall be kept by the Company or by one or more persons designated by the Company. The register shall indicate the name of each shareholder, his residence or elected domicile and the number of registered shares held by him. All transfers of registered shares between living persons or because of a death shall be entered in the register of shareholders. The Company may decide to issue either a certificate certifying the registrations or confirmation of the ownership of the shares.

Every shareholder wanting to receive registered shares must provide the Company with one address to which all notices and information may be sent. This address shall be entered in the register of shareholders as the elected domicile. In the event that the shareholder does not give an address, this may be noted in the register of shareholders and the shareholder's address shall be deemed to be the Company's registered office until the shareholder informs the Company of his address. A shareholder may change his address as entered in the Register at any time, by means of a written notice sent to the registered office of the Company or any other place specified by the Company.

Shareholders may ask for their bearer shares to be converted into registered shares and vice versa, within such limits and conditions as may be determined by the Board of Directors.

Such conversion may entail payment by the shareholder of the costs incurred for the exchange.

Conversion of registered shares into bearer shares shall be carried out by cancelling the registered share certificates, if any have been issued, and, if applicable, by issuing one or more bearer share certificates replacing them, and by recording such cancellation in the register of registered shares. Conversion of bearer shares into registered shares shall be carried out by cancelling the bearer share certificates, if any have been issued, and, if applicable, by issuing registered share certificates replacing them, and recording the issue in the register of registered shares.

Before shares are issued in the form of bearer shares and before registered shares are converted into bearer shares, the Company may require, in a manner that the Board of Directors deems satisfactory, evidence that the issue or conversion of the shares shall not result in such shares being held by Unauthorised Persons.

The Company recognises only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned, split up or disputed, all the persons claiming a right to such share shall be required to jointly appoint a single representative to represent such share towards the Company. The Company shall be entitled to suspend the exercise of all and any rights attaching to such share until such a representative has been appointed.

In the case of joint shareholders (the «co-shareholders»), any notices and other information intended for the shareholders shall be sent to any of the co-shareholders unless a representative has been appointed. Moreover, any one of the co-shareholders can validly commit all the co-shareholders vis-à-vis the Company. In this case, the binding nature of actions by any of the co-shareholders may not be challenged.

Bearer shares shall be transferred by the transfer of the corresponding certificates, if any have been issued, with all unaccrued coupons attached.

Art. 7. Issue of shares. The Board of Directors is authorised to issue at any time, and without limitation, new and fully paid-up shares without reserving any preferential right to subscribe to the shares to be issued for existing shareholders.

The Board of Directors may reduce the frequency at which shares shall be issued in a sub-fund. The Board of Directors may, in particular, decide that shares of a sub-fund shall only be issued during one or several pre-determined periods or at such other frequency as provided for in the prospectus.

Whenever the Company offers shares for subscription, the price per share shall be equal to the net asset value per share of the relevant class/category, as determined in compliance with Article 13 below. Such price may be increased to factor in a percentage estimate of costs and expenses to be incurred by the Company when investing the proceeds of the share issue and/or to include the applicable sales fees as described in the prospectus, as approved by the Board of Directors. The price so determined shall be payable by a deadline to be set by the Board of Directors and stipulated in the prospectus, but not exceeding six bank business days following the Valuation Day.

Subscription requests may be suspended under the terms and in accordance with the provisions of Article 14.

The Board of Directors may reject share subscriptions at its sole discretion, without any obligation to provide an explanation therefor.

The Board of Directors may delegate to any director, manager or any duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive in payment the price of new shares to be issued and to deliver them.

In the event that the subscription price of the shares to be issued is not paid, the Company may arrange for the compulsory redemption of the shares from the shareholder, reserving the right to claim issue expenses, fees and commissions.

The Company may agree to issue shares to remunerate a contribution in kind of securities in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law and, in particular, the obligation to produce a valuation report prepared by the Company's auditor, provided the transferable securities are consistent with the investment policy and objectives of the sub-fund in question, as defined in the prospectus.

Art. 8. Redemption of shares. Any shareholder may ask the Company to redeem all or part of his shares in accordance with the terms and conditions defined by the Board of Directors in the prospectus and within the limits provided by the Law and by these Articles of Association.

The redemption price per share shall be payable by a deadline to be set by the Board of Directors and stipulated in the prospectus, but not exceeding six bank business days following the Valuation Day, provided that the share certificates, if any, and the transfer documents have been received by the Company subject to the provisions hereunder.

The redemption price shall be equal to the net asset value per share of the relevant class/category, as determined by the provisions of Article 13, less fees and/or commissions at the rates stated in the prospectus. The redemption price may be rounded to the nearest higher or lower unit or fraction of the relevant currency, as the Board of Directors shall determine.

If, as a result of any shareholder's request to redeem part of his shares, the number or the total residual value of his shares falls below the minimum number or value determined by the Board of Directors for said category of shares, the Company may convert the remaining shares to another category of the same compartment in which the remaining number of shares or the remaining value complies with the minimum ownership threshold determined by the Board of Directors. In the event that conversion is impossible, the Company may treat such a request as a request to redeem all shares held in the category concerned in that sub-fund.

The Company may agree to deliver transferable securities against a request for redemption in kind, provided that the relevant investor formally agrees to such delivery, and that all provisions of the Luxembourg laws have been respected, and in particular the obligation to present a valuation report prepared by the Company's auditor. The value of such transferable securities shall be determined according to the principles applied for the calculation of the net asset value. The Board of Directors must make sure that the redemption of such transferable securities shall not be detrimental to the other shareholders.

Further, redemption of shares may be carried out in accordance with the terms of Article 12 below.

Redemption requests may be suspended under the terms and in accordance with the provisions of Article 14.

In the event that, on a given Valuation Day, the net total redemption/conversion requests received for a sub-fund, compared with the total assets of said sub-fund, is equal to or exceeds the percentage set by the Board of Directors and announced in the prospectus, the Board of Directors may decide to proportionally reduce and/or postpone the redemption/conversion requests, so as to reduce the number of shares reimbursed/converted on that Valuation Day to within the limits of the stipulated percentage. Any redemption/conversion request so postponed shall be considered in priority to other redemption/conversion requests received by the next Valuation Day, subject to the said percentage. All redeemed shares shall be cancelled.

Art. 9. Conversion of shares. Except when specific restrictions are decided by the Board of Directors and mentioned in the prospectus, any shareholder is authorised to request the conversion within the same sub-fund or between sub-funds of all or part of his shares of one class/category into shares of the same or of another class/category.

The price for the conversion of shares shall be set by reference to the net asset value for the two relevant classes/categories on the same Valuation Day.

The Board of Directors may set such restrictions as it shall deem necessary as to the frequency, terms and conditions of conversions and may charge costs and fees thereon, determining the amount thereof.

In the event that, further to a conversion request, the number or the total net asset value of the shares held by a shareholder in a specific category of shares falls under the minimum number or value determined by the Board of Directors for that category, the Company may request that such shareholder convert all of his shares in that category. Converted shares shall be cancelled.

Conversion requests may be suspended under the conditions and terms set out in Article 14.

Art. 10. Mislaid or lost share certificates. When a shareholder can prove to the Company that his share certificate has been lost or destroyed, a duplicate may be issued at the shareholders' request, subject to the conditions and guarantees determined by the Company (and including inter alia the preliminary procedures for protection or assurances, without prejudice to any other type of guarantees the Company may choose). When the new certificate is issued, marked as a duplicate, the original certificate shall be considered null and void.

The Company may decide that damaged share certificates returned to the Company or its payment offices must be exchanged for new certificates. Such damaged share certificates shall be immediately cancelled.

The Company may charge the shareholder for the cost of the duplicate or of the new share certificate and for any expenses incurred by the Company and related to the issue and the registration of the new certificate or the destruction of the old certificate.

Art. 11. Restrictions on the ownership of shares in the Company. The Company may restrict or prevent ownership of shares in the Company by any individual or legal entity if such ownership, in the opinion of the Board of Directors, may lead to a breach of the laws or regulations applying in Luxembourg or elsewhere or if it generates tax liabilities or other financial disadvantages the Company would not otherwise have incurred (such individuals or legal entities, to be determined by the Board of Directors and to be specified in the prospectus, are hereinafter referred to as «Unauthorised Persons»).

For such purposes, the Company may:

A) refuse to issue shares or register the transfer of shares when it is apparent that the issue or the transfer of such share would or could result in an Unauthorised Person holding shares;

B) ask any person entered in the register of shareholders, or any other person who wishes to register the transfer of shares, to provide the Company with all the necessary information and certificates it shall deem appropriate, supported by a statement under oath, in order to determine whether or not these shares are effectively owned or will be effectively owned by Unauthorised Persons, and

C) proceed with a compulsory redemption of all or part of such shares should it appear that an Unauthorised Person, whether alone or together with other persons, is the owner of shares in the Company or has provided the Company with forged certificates and guarantees or has omitted to provide the certificates and guarantees as determined by the Board of Directors. In this event, the following procedure shall apply:

1 The Company shall send a notice (the «redemption notice») to the shareholder entered in the register as the owner of the shares; the redemption notice shall specify the shares to be redeemed, the redemption price to be paid and the place at which the redemption price is payable. The redemption notice may be sent by registered mail to the shareholder's last known address or the address entered in the register of the shareholders. The shareholder shall be obliged to promptly remit the share certificate(s) for the relevant shares (in the event share certificate(s) were issued), as specified in the redemption notice. Immediately after the close of business on the date specified in the redemption notice, the shareholder shall cease to be the owner of the shares mentioned in such notice, his name shall no longer appear on the shareholders' register, and the relevant shares shall be cancelled.

2 The price at which the shares mentioned in the redemption notice shall be redeemed (the «redemption price») shall be equal to the net asset value of the shares of the Company, calculated in accordance with Article 13 of these Articles of Association.

3 Payment shall be made to the owner of the shares in the currency of the relevant sub-fund, except during periods of exchange rates restrictions, and the price shall be deposited with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice), such bank shall thereafter transfer the price to the relevant shareholder against remittance of the share certificate(s) as indicated in the redemption notice.

Once the price has been deposited pursuant to these conditions, no person with an interest in the shares specified in the redemption notice shall have any future right to these shares or any powers to make any claim against the Company and its assets, except the right for the shareholder appearing as the owner thereof to receive the price paid (with no interest) at the bank against remittance of the certificates. Any amount intended for a shareholder within the framework of this paragraph that is not collected within five years from the date of the redemption notice can no longer be claimed. This amount shall return to the category/ies and/or class(es) of shares of the sub-fund concerned. The Board of Directors may take all measures required to pay such money back into the sub-fund.

4 The exercise by the Company of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated under any circumstances on the basis that there is insufficient evidence of ownership of shares or that a share was owned by

another person not recognised by the Company when sending the redemption notice, provided that the Company exercised its powers in good faith; and

D) Decline to accept the vote of any Unauthorised Person.

The term «Unauthorised Person(s)» as used in these Articles of Association shall not include intermediaries buying shares on behalf of authorised subscribers.

Art. 12. Closure and merger of sub-funds, categories or classes of shares

A) In the event that for any reason whatsoever the value of assets of a sub-fund should fall to such an amount considered by the Board of Directors as the minimum level under which the sub-fund may no longer operate in an economically efficient way, or in the event that a significant change in the economic or political situation impacting such sub-fund should have negative consequences on the investments of such sub-fund, or if the range of products offered to clients is streamlined, the Board of Directors may decide to conduct a compulsory redemption operation on all shares of a sub-fund, a class or category of shares, at the net asset value per share applicable on the Valuation Day, on which the decision shall come into effect (taking into account actual prices and expenses incurred for divestments, closing costs and undepreciated setting-up expenses). The Company shall send a notice to the shareholders of the relevant sub-fund, category and/or class of shares before the effective date of compulsory redemption. Such notice shall indicate the reasons for such redemption as well as the procedures to be enforced and shall be notified to the shareholders in accordance with the prospectus. Unless otherwise stated by the Board of Directors, shareholders of such sub-fund, category or class of shares may not continue to apply for the redemption or the conversion of their shares while waiting for the enforcement of the decision to liquidate. If the Board of Directors authorises the redemption or conversion of shares, such redemption and conversion operations shall be carried out in accordance with the terms defined by the Board of Directors in the prospectus, without redemption or conversion costs (but taking into account actual prices and expenses incurred for divestments, closing expenses and undepreciated setting-up expenses) until the effective date of the compulsory redemption.

The assets that are not distributed to their owners upon redemption shall be deposited with the Custodian for a period of six months after redemption; once the period has elapsed, the assets shall be deposited with the «Caisse des Consignations» for the account of their rightful assigns.

B) In the circumstances described in point A) of this article, the Board of Directors, acting in the interest of the shareholders, shall have the power to transfer the assets of a sub-fund, class or category of shares to another sub-fund, class or category in the Company. Notice of the decision shall be published in the manner described above in point A) of this article (such notice shall, in addition, include the characteristics of the new sub-fund, class or category). Every shareholder of the relevant sub-funds, classes or categories shall have the opportunity of requesting the redemption or the conversion of his own shares without any redemption or conversion cost during a period of one month before the effective date of the merger. At the end of the one-month period, the decision shall bind all shareholders who have not used the possibility of requesting redemption without payment of any redemption or conversion costs.

In the circumstances described in paragraph A) of this article, the transfer of assets and liabilities of a sub-fund, class and/or category to another Luxembourg undertaking for collective investment (UCI) created pursuant to Part I of the Law, or to a sub-fund, class and/or category of such UCI may be decided by the Board of Directors if this is in the interest of the shareholders of the relevant sub-fund, class and/or category. Notice of the decision shall be published in the manner described above and, in addition, the notice shall include details of the other UCI. Such notice shall be published during the month prior to the date on which the contribution becomes effective, so as to allow shareholders to request the redemption of their shares without payment of redemption or conversion costs. The Company's auditor shall prepare a valuation report on the contribution, similar to the one required by Luxembourg law regarding the merger of commercial companies.

In the case of a transfer to an investment fund of the «fonds commun de placement» type (closed-end mutual investment fund), the transfer shall only be binding on the shareholders of the relevant sub-fund, class or category having formally approved the transfer.

C) If within a sub-fund different categories/classes of shares have been issued as described in Article 5 above, the Board of Directors may decide that the shares of one category/class be converted into shares of another category/class when the specifications applicable to the shares of a given category/class no longer apply to such a category/class. Such conversion shall be carried out without payment of conversion costs by the shareholders, based on the applicable net values. Any shareholder of the relevant sub-fund shall have the possibility to request redemption of his shares without payment of any redemption costs for a period of one month before the effective date of conversion.

Art. 13. Net asset value. The value of the net assets and the net asset value of the shares of each sub-fund, category and class of shares of the Company as well as the issue and redemption prices shall be determined by the Company or the agent appointed for this purpose, at a frequency to be defined by the Board of Directors, but at least twice a month. Such net asset value shall be calculated in the reference currency of the relevant sub-fund and/or in any other currency as the Board of Directors may determine. The net value shall be calculated by dividing the net assets of the relevant sub-fund by the number of shares issued in such sub-fund taking into account, if necessary, the allocation of the net assets of this sub-fund between the various categories and classes of shares in this sub-fund (as described in Article 5 of these Articles of Association). The net asset value per share of the categories/classes of each sub-fund may be rounded off to up to four decimals, as specified in the prospectus.

The day on which the net value shall be calculated is referred to in these Articles of Association as the «Valuation Day».

The assets of each sub-fund of the Company shall be valued in the following manner:

1. Shares or units in undertakings for collective investment shall be valued at the most recent official net asset value available on the Valuation Day (i.e. the listing price, if the undertaking for collective investment is listed, or the net asset value reported by the administrative agent of the undertaking for collective investment) or at the unofficial value if such unofficial value is more recent (in such case, based upon a probable net asset value estimated prudently and in good faith by the Board of Directors or based upon other sources, such as information from the manager of said undertaking for collective investment).

2. The value of any cash on hand or on deposit, bills, demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, dividends and interests matured but not yet received shall be represented by the face value of these assets, unless it appears that such value is unlikely to be received. In the latter case, the value shall be determined by deducting a certain amount to reflect the true value of these assets.

3. The value of transferable securities (i) listed or traded on a regulated market as defined by the Law, or (ii) traded on another market in a Member State of the European Union which is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public or (iii) listed on an official stock exchange of a country which is not a member of the European Union or traded on another market in a country which is not a member of the European Union but which is regulated, operates regularly and is recognised and open to the public (all three can be considered a «Regulated Market») shall be based on the latest known closing price on the Valuation Day and if such transferable securities are dealt in on several markets, on the basis of the latest known closing price on the main market for such securities on the Valuation Day. If the latest known closing price on the stipulated Valuation Day is not representative, the value shall be determined based on a reasonably foreseeable sales price to be determined prudently and in good faith.

4. The securities not listed or traded on a Regulated Market shall be assessed on the basis of their foreseeable sales price estimated prudently and in good faith.

5. The settlement value of futures and options not traded on Regulated Markets shall be equal to their net asset value, determined in accordance with the policies laid down by the Board of Directors, based on rules applied consistently for each type of contract. The settlement value of futures or options traded on Regulated Markets shall be based upon the latest available settlement price of such contracts on Regulated Markets at which said options or futures are traded by the Company; insofar as an options or futures contracts cannot be settled on the day on which the net assets are valued, the basis to be used to calculate the settlement value of the contract concerned shall be determined fairly and reasonably by the Board of Directors.

6. Interest rate swaps shall be valued at their market value, based on the applicable yield curve. Swaps pegged to indexes or financial instruments shall be valued at their market value, based on the applicable index or financial instrument. The valuation of the swaps tied to such indexes or financial instruments shall be based upon the market value of said swaps, in accordance with the procedures laid down by the Board of Directors.

7. If practice permits, liquid assets, money market instruments and all other instruments may be valued at the latest closing price known on the Valuation Date or according to the straight-line amortisation method. In the case of straight-line amortisation, the portfolio positions shall be reviewed regularly under the supervision of the Board of Directors in order to determine whether there is a difference between the valuation found according to the method of the latest known closing price and the straight-line amortisation method. If there is a difference likely to lead to significant dilution or to harm the shareholders, the appropriate corrective action may be taken, as applicable including calculation of the net asset value on the basis of the latest known closing prices.

8. Securities expressed in a currency other than the reference currency of the relevant sub-fund shall be converted at the foreign exchange rate on the Valuation Day. If no exchange rates are available, they shall be determined prudently and in good faith according to the procedures established by the Board of Directors.

9. Every other asset shall be assessed on the basis of the foreseeable sales value, which shall be estimated prudently and in good faith.

10. At its sole discretion, the Board of Directors may permit the use of another valuation method if it believes that it results in a fairer valuation of an asset held by the Company.

The valuation of the liabilities of each sub-fund of the Company shall be carried out as follows:

Appropriate amounts shall be accrued for expenses incurred by the Company and the liabilities of the Company shall be taken into consideration according to fair and prudent criteria. The Company shall pay the full amount of its operating expenses. In particular, the Company shall pay the fees owing to the Management Company, the Manager(s), the Sub-manager(s) and/or the Investment Adviser(s), the principal distributor and/or the other distributors, the Custodian and also, as the case may be, fees owing to the correspondents, the administrative and financial agent, the transfer agent, the agent in charge of keeping the Register, the paying agent and their alternates; the domiciliation fees, the auditor's expenses and fees, and the cost of legal assistance; the directors' fees and expenses; publication and listing expenses, the cost of notices of meetings and any other notices and more generally, any expenses incurred to inform the shareholders and in particular, costs incurred to print and distribute the prospectus and simplified prospectus, periodic reports and other documents; any other administrative and/or marketing expenses of the Company in each country for which the Company has received prior approval from the control authorities of the relevant country; setting-up costs, including printing of certificates and necessary expenses related to the creation and closure of sub-funds of the Company, its listing on the Stock Exchange and authorisation from the relevant authorities; brokerage fees and commissions incurred for the transactions involving the securities portfolio; all taxes and charges to eventually be paid on its income; the registration tax («taxe d'abonnement») as well as royalties due to the control authorities, expenses related to the distribution of dividends; operating charges, including the cost of buying and selling assets, interest, interest expense, bank and brokerage charges, postage, telephone and fax expenses; the costs of the Board of Directors and any other extraordinary expenses, in particular, the cost of expert appraisals or legal action taken in order to protect the interest of the

shareholders; annual fees for Stock Exchange listing; subscriptions paid to professional bodies and other organizations on the Luxembourg financial market which the Company may decide to join.

The Board of Directors shall establish a separate pool of assets for each sub-fund. Regarding relationships between shareholders and towards third parties, this pool of assets shall be allocated only to the shares issued for the relevant sub-fund, taking into account, if necessary, the breakdown of such amounts of assets between the different classes and/or categories of shares of such sub-funds as provided in this Article.

For the purpose of forming separate pools of assets corresponding to a sub-fund or to two or more categories and/or classes of shares, the following rules shall apply:

a) If two or more classes and/or categories of shares relate to one specific sub-fund, the assets allocated to those classes and/or categories shall be invested together according to the specific investment policy of the related sub-fund, subject to the particular features of said classes and/or categories of shares;

b) The proceeds received from the issue of shares of a class and/or category of shares shall be allocated in the books of the Company to the sub-fund offering that class and/or category of shares, provided that, if several classes and/or categories of shares are issued for such sub-fund, then the corresponding amount shall increase the portion of net assets of this sub-fund attributable to the class and/or category of shares to be issued;

c) Assets, liabilities, income and expenses related to a sub-fund shall be allocated to the class(es) and/or category(ies) of shares of the relevant sub-fund;

d) Where any asset is derived from another asset, such asset shall be allocated in the books of the Company to the same sub-fund from which it was derived and, upon each revaluation of an asset, the increase or decrease in value shall be allocated to the relevant sub-fund;

e) Where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular sub-fund or to any action taken in connection with an asset of a particular sub-fund, such liability shall be allocated to the relevant sub-fund;

f) In the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular sub-fund, such asset or liability shall be allocated to all sub-funds pro rata the net asset values of the relevant classes and/or categories of shares, or in such other manner as shall be determined by the Board of Directors acting in good faith;

g) Upon distributions made to the shareholders of any class and/or category of shares, the net asset value of such category or class of shares shall be reduced by the amount of such distributions.

All valuation methods and calculations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

In the absence of bad faith, gross negligence or obvious error, any decision taken when calculating the net asset value by the Board of Directors or by any bank, company or other organization which the Board of Directors may appoint for the purpose of calculating the net asset value, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

If the Board of Directors estimates that the net asset value calculated on a given day is not representative of the real value of the Company's shares, or if there have been important movements on the relevant stock markets since a Valuation Day, the Board of Directors may decide to update the net asset value on the same day, and shall determine a new net asset value prudently and in good faith.

In these circumstances, all subscription, redemption and conversion requests received for a given day shall be carried out on the base of the updated net asset value.

Art. 14. Suspension of calculation of the net asset value per share and of the issue, redemption and conversion of shares. Without prejudice to the legal causes of suspension, the Company's Board may suspend at any time the calculation of the net asset value per share of one or several sub-funds and the issue, redemption and conversion of shares in the following cases:

(a) during any period when a Regulated Market providing quotations for a significant part of the assets of one or more sub-funds of the Company is closed otherwise than for ordinary holidays or during which trading on the market is suspended or restricted;

(b) during any period when the market of a currency in which a significant part of the assets of one or more sub-funds of the Company is expressed is closed otherwise than for ordinary holidays or during which trading on the market is suspended or restricted;

(c) when the means of communication normally used to determine the value of the assets of one or more sub-funds of the Company are suspended or interrupted or when, for any other reason, the value of an investment of the Company cannot be determined as accurately and rapidly as required;

(d) during any period when the restrictions on currencies or cash transfers prevent the completion of transactions of the Company or when the purchases and sales on behalf of the Company cannot be achieved at normal exchange rates;

(e) during any period when factors related to, among others, the political, economic, military, monetary, and fiscal situation and escaping the control, the responsibility and the means of action of the Company prevent it from disposing of the assets of one or more sub-funds or determining the net asset value of one or more sub-funds of the Company in a usual and reasonable way;

(f) following a possible decision to liquidate or dissolve the Company or one or several sub-funds.

In the event such calculations are suspended, the Company shall immediately inform the shareholders who have requested the subscription, redemption or conversion of shares in this or these sub-funds, in an appropriate manner.

Notice of any suspension of the calculation of the net asset value of the shares in one or more sub-funds for more than three bank business days shall be published by any appropriate means and in particular in the newspapers where these values are usually published.

During the suspension period, shareholders may cancel any request for the subscription, redemption or conversion of shares. Failing cancellation, the shares shall be issued, redeemed or converted on the basis of the first net asset value calculated after the close of such suspension period.

In the absence of bad faith, gross negligence or obvious error, every decision relating to the calculation of the net asset value taken by the Board of Directors or by any representative appointed by the Board shall be final and binding on the Company and its shareholders.

Art. 15. General Meetings of shareholders. Validly formed General Meetings of shareholders of the Company shall represent all the shareholders of the Company. They shall have the broadest powers to order, carry out or ratify all acts relating to the operations of the Company.

Each meeting shall be chaired by the Chairman of the Board of Directors or, failing that, by the oldest of the vice-chairmen, if any, or by the managing director, if any, or, failing that, by one of the Directors or any other person chosen by the Board.

The Annual General Meeting of shareholders shall be held in Luxembourg in the registered office of the Company or at any other place in the Grand Duchy of Luxembourg as shall be specified in the notice of the meeting, on the third Thursday in the month of June at 11.00 a.m. If this day is not a bank business day in Luxembourg, the Annual General Meeting shall be held on the next bank business day. The Annual General Meeting can be held abroad if the Board of Directors unilaterally judges that exceptional circumstances require this relocation.

Decisions concerning the general interest of the Company's shareholders shall be taken at General Meetings of all the shareholders, in accordance with the rules on attendance and majority laid down by the Law of 10 August 1915 on commercial companies. Decisions concerning specific rights of the shareholders of one or more sub-fund/class/category of shares shall be taken according to the same rules during a general meeting of this or these sub-fund(s)/class(es)/category(ies) of shares.

All other General Meetings of shareholders shall be held at the date, time and place specified in the notices of the meeting.

The notices of General Meetings and the organisation of such meetings shall comply with the quorum and timing requirements laid down by law, unless otherwise provided herein.

To be allowed to attend a General Meeting, all owners of shares in the Company must provide proof of ownership by depositing their bearer certificates five clear days before the date of the meeting, at the registered office of the Company or at one of the institutions mentioned in the notices; or, for shares other than bearer shares with a certificate, by informing the Board of Directors, in writing (by means of a letter or power of attorney), of their intention of attending the meeting, stating the number of shares they wish to use to take part in the voting.

Each whole share of each sub-fund and of each class/category is entitled to one vote, regardless of its value. Any shareholder may take part in a General Meeting of shareholders by appointing in writing another person, who need not be a shareholder, as his proxy.

Co-owners, beneficial owners and bare-owners, creditors and secured debtors shall be respectively represented by a single and same person.

Except as otherwise required by the law or as otherwise provided herein, resolutions of General Meetings of shareholders shall be adopted by a simple majority of those present or represented.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be met by shareholders for them to take part in the General Meeting of shareholders.

General Meetings shall be called by the Board of Directors, by means of a notice stating the place and date of the meeting, the presence and quorum requirements and the agenda, published in accordance with the law and sent to each owner of registered shares at their address as indicated in the register, at least fourteen days prior to the meeting.

The agenda shall be prepared by the Board of Directors and, if the General Meeting is convened following a written demand from the shareholders, as allowed by law, shall it include the items that they wish the General Meeting to consider.

Nevertheless, if all shareholders are present or represented and if they state that they are aware of the agenda, the General Meeting may be held without prior notice.

General Meetings shall only consider the matters stated in the agenda.

The minutes of General Meetings shall be signed by the officers of the meeting and by any shareholders who wish to sign. Copies or extracts of such minutes needed as evidence in court or otherwise shall be signed by:

- either two directors
- or by the persons authorised by the Board of Directors.

Art. 16. Directors. The Company shall be managed by a Board of Directors composed of not less than three members. The members of the Board of Directors shall not necessarily be shareholders of the Company.

The directors shall be elected by the General Meeting of shareholders for a period up to six years. They shall be eligible for re-election.

If a legal entity is appointed director, it may appoint an individual through whom it shall exercise its director's duties. In this respect, a third party shall have no right to demand the justification of powers; the mere qualification of representative or of delegate of the legal entity being sufficient.

The term of office of outgoing directors not re-elected shall end immediately after the General Meeting which has replaced them.

Any director may be removed from office with or without giving a reason or be replaced at any time by a resolution adopted by the General Meeting of shareholders.

Any candidate for the function of Director who is not nominated in the agenda of the General Meeting of shareholders must be elected by 2/3 of the votes of the shareholders present or represented.

Potential directors nominated in the agenda of the Annual General Meeting must be elected by the majority of the votes of the shareholders present or represented.

In the event a seat on the Board falls vacant because of death, resignation or otherwise, the remaining Directors appointed by the General Meeting may appoint, by a majority vote, a Director to temporarily fill such vacancy until the next General Meeting of shareholders, which shall ratify such appointment.

Art. 17. Chairmanship and Meetings of the Board of Directors. The Board of Directors shall choose a Chairman from among its members and may also choose one or more vice-chairmen from among its members. It may also appoint a secretary, who need not be a director. Meetings of the Board of Directors shall be called by the chairman or any two directors, and held at the place, date and time indicated in the notice of meeting. Any director may take part in any meeting by appointing another director as his proxy, in writing, by telegram, telex or telefax or any other similar written means of communication. Any director may represent one or more of his colleagues.

Meetings of the Board of Directors shall be chaired by its chairman, or failing that, the oldest vice-chairman if any, or failing that, the managing director if any, or failing that, the oldest director attending the meeting.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least the majority of the directors are present or represented. Resolutions shall be adopted by a majority vote of the directors present or represented. In the event that, at any meeting of the Board of Directors, the number of votes for and against a resolution is equal, the person chairing the Board of Directors' meeting shall have a casting vote.

Any director may participate in a meeting of the Board of Directors by conference call or similar means of communications whereby all persons participating in a meeting can hear each other. Participation in a meeting by such means shall be equivalent to a physical presence at such meeting.

Notwithstanding the foregoing clauses, directors may also vote by means of a circular document. The resolution shall be approved by the directors by each of them signing either a single document or multiple copies of the same document. Such resolutions shall have the same validity and force as if they had been voted during a Board meeting, duly convened and held, and can be proven by letter, fax, telegram or any similar means.

The minutes of the meetings of the Board of Directors shall be signed by the Chairman or by the person who chaired such meeting in his absence.

Copies or extracts of such minutes needed as evidence in court or otherwise shall be signed by the Chairman, or by the secretary, or by two directors or by any person authorised by the Board of Directors.

Art. 18. Powers of the Board of Directors. The Board of Directors has the most extensive powers to perform all acts of administration and disposal in the Company's interest. All powers not expressly reserved by law or by these Articles of Association for the General Meeting of shareholders shall fall within the remit of the Board of Directors.

Art. 19. Investment Policy. The Board of Directors shall be entitled to determine, based upon the principle of risk spreading, (i) the investment policies to be applied in respect of each sub-fund of the Company, (ii) the techniques used to hedge risks for a specific category and (iii) the guidelines for management of the Company, subject to investment restrictions adopted by the Board of Directors in accordance with the applicable laws and regulations.

Within all sub-funds, investments may be made in accordance with the requirements laid down by the Law, particularly as regards the type of market on which said assets might be acquired or the status of the issuer or the counterparty:

- (i) in transferable securities and money market instruments;
- (ii) in the units of UCIs;
- (iii) in deposits with a credit institution which are reimbursable upon request or which may be withdrawn and which have a maturity of at most 12 months;
- (iv) in financial derivatives, and particularly those whose underlying assets consist of financial indices, interest rates, foreign exchange rates or foreign currencies.

The investment policy of the Company or a sub-fund may be to reproduce the composition of a precise stock or bond index recognised by the supervisory authorities.

The Company shall further be authorised to use techniques and instruments involving transferable securities and money market instruments, provided such techniques and instruments are used for the purpose of efficient portfolio management.

The Company may further invest in recently issued transferable securities and money market instruments, provided that the terms of issue include an undertaking that an application shall be made for admission to official listing on a Regulated Market referred to above and that such admission is secured within one year of issue.

The Company may inter alia buy the above-mentioned securities on any Regulated Market in any country of Europe, whether or not a Member State of the European Union («EU»), America, Africa, Asia, Australia or Oceania.

In accordance with the principle of risk spreading, the Company is authorised to invest up to 100% of the net assets attributable to each sub-fund in transferable securities or in money market instruments issued or guaranteed by a Member State of the EU, by its local authorities, by another Member State of the Organization for Economic Co-operation and Development («OECD») or by a public international body of which one or more Member State(s) of the European Union are members, provided that in the case where the Company decides to make use of this provision, it shall hold on behalf of the concerned sub-fund, securities from at least six different issues, and that securities from any one issue may not account for more than 30% of the total assets attributable to such sub-fund.

Art. 20. Daily Management. The Board of Directors of the Company may delegate its powers related to the daily management of the Company's business (including the right to act as authorised signatory for the Company) and to the representation of the Company regarding this management to a General Manager, to a General Secretary and/or to one or several individuals or legal entities who or which need not be directors. Such persons shall have the powers given

them by the Board of Directors. They may also, if the Board of Directors authorises it, sub-delegate their powers. The Board of Directors may also grant all special powers by officially recorded or private power of attorney.

To ensure effective management, the Board of Directors may decide that all or part of the assets of certain sub-funds should be co-managed, provided such management method is compatible with the investment policies of the sub-funds in question. In such case, the assets of the sub-funds in question will be managed on a common basis. Co-managed assets are known as «pools», which are intended only for internal management purposes. Pools are not separate entities and are not directly accessible by investors. Specific assets are allocated to each co-managed sub-fund.

When the assets of more than one sub-fund are pooled, the assets allocated to each of the sub-funds in question shall reflect the sub-fund's initial asset allocation to said pool and shall change in the event of additional allocations or withdrawals.

The rights of each sub-fund in question to the co-managed assets shall apply to all investments of the pool. Additional investments on behalf of co-managed sub-funds shall be allocated to these sub-funds in accordance with their respective rights. Similarly, sold assets shall be taken proportionally from the assets held by these sub-funds in accordance with their respective commitments.

Dividends, interest and other distributions, which have the nature of an income, received for account of the assets of an Asset Pool shall be credited immediately to the sub-funds proportionally to their respective contributions in the Asset Pool at the time of the receipt. At the time of the dissolution of the company, the assets of an Asset Pool shall be allocated to the sub-funds in proportion to their respective contributions within the Asset Pool.

Art. 21. Management Company and Managers. The Company will sign a management agreement with a management company established in Luxembourg (the «Management Company») and approved pursuant to chapter 13 of the Law of 20 December 2002, which may perform the functions set out in Annex II to the Law of 20 December 2002.

The Management Company may enter into one or more management or advisory agreements with any company based in Luxembourg or a foreign country (the «Manager(s)») by virtue of which the Manager(s) shall provide the Management Company with advice, recommendations and management services connected with the Company's investment policy set out in Article 19 of these Articles of Association.

Art. 22. Representation - Judicial deeds and actions - Commitments of the Company. The Company shall be represented in all deeds and actions, including those in which a civil servant or a legal officer is involved and in court:

- either by the Chairman of the Board of Directors; or
- jointly by two directors; or
- by the representative(s) in charge of daily management and/or the General Manager and/or the General Secretary acting together or separately, within the limit of their powers as determined by the Board of Directors.

In addition, it shall be validly committed by specially authorised agents acting within the limits of their powers.

Legal actions, whether as a claimant or defendant, shall be handled by a member of the Board of Directors or by the representative appointed by that Board, acting in the name of the Company.

The Company shall be bound by the acts accomplished by the Board of Directors, by the directors who are entitled to represent it, and by the representative(s) in charge of daily management.

Art. 23. Conflicting interests. No contract or other transaction between the Company and other companies or firms shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or senior officers of the Company has an interest in such other firm or company or by the fact that he is a director, partner, manager or employee of it. Any director or manager of the Company who serves as a director, manager or employee of any company or firm with which the Company contracts or otherwise engages in business shall not be prevented by that from considering, voting and acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or senior manager of the Company has a personal conflicting interest in any of the Company's business, such director or senior manager shall make the conflicting interest known to the Board of Directors and shall not consider or vote on such business; this situation shall be reported to the next General Meeting of shareholders.

Art. 24. Indemnification of Directors or Managers. Except in case of gross negligence or misconduct, any person who is or was a director or manager of the Company may be indemnified by the Company, for the totality of expenses reasonably incurred in connection with any action or suit to which said person may be made a party by reason of him being a director or manager of the Company.

In the event that a private arrangement is made by the director or manager, said indemnification shall be paid only if the Company is informed by its lawyers that the director or manager concerned has not failed to perform his duties. The right to indemnification shall not rule out other rights for the director or representative.

Art. 25. Auditor. In accordance with the Law, the books and the preparation of all declarations required by Luxembourg law shall be supervised by an independent auditor («Réviseur d'Entreprises agréé») who shall be appointed by the General Meeting and who shall be remunerated by the Company.

The incumbent independent auditor may be dismissed at any time by the General Meeting.

Art. 26. Custody of the assets of the Company. To the extent required by the Law, the Company shall enter into a custody agreement with a banking or savings institution as defined by the law of 5 April 1993 on the supervision of the financial sector, as amended (the «Custodian»).

The Custodian shall have the powers and responsibilities provided for by law.

If the Custodian wishes to resign, the Board of Directors shall use its best endeavours to find a replacement within two months of the effectiveness of such resignation. The Board of Directors may terminate the custody agreement but may not remove the Custodian from office unless a replacement has been found.

Art. 27. Accounting year - Annual and periodic reports. The accounting year shall begin on the 1st of March and shall end on the last day of February of the following year. The accounts of the Company shall be expressed in EUR.

If there are different sub-funds, as provided for by Article 5 of these Articles of Association, and if the accounts within such sub-funds are kept in different currencies, such accounts shall be converted into euro and added together for the purpose of determining the accounts of the Company.

Art. 28. Allocation of annual income. Upon the Board of Directors' proposal and within legal limits, the General Meeting of shareholders of the category(ies)/class(es) of shares issued in any sub-fund shall determine how the income of such sub-fund shall be allocated and may from time to time declare or authorise the Board of Directors to declare distributions.

For each class or category or classes or categories of shares entitled to distributions, the Board of Directors may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law.

Distributions shall be paid on the terms and conditions determined by the Board of Directors.

Distributions may be paid in such currency and at such time and place as the Board of Directors shall determine.

The Board of Directors may decide to distribute dividends in the form of new shares in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as may be set forth by the Board of Directors.

Any declared distribution that has not been claimed by its beneficiary within five years of its attribution may not be subsequently reclaimed and shall revert to the sub-fund relating to the relevant class(es)/category(ies) of shares.

The Board of Directors has all powers and may take all measures necessary for the implementation of this provision.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

The payment of income shall be due only if the currency regulations allow distribution of the income in the country in which the beneficiary lives.

Art. 29. Dissolution. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the General Meeting subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 30.

In the event of the dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be individuals or legal entities represented by individuals, designated by the General Meeting of shareholders which shall determine their powers and their remuneration.

If the capital of the Company falls below two thirds of the minimum legal capital, the directors must submit the question of the dissolution of the Company to the General Meeting, for which no quorum shall be required, and which shall vote by simple majority of the shares present or represented at the meeting. If the capital falls below one-quarter of the minimum legal capital, no quorum shall be required and the dissolution may be voted by shareholders holding one-quarter of the shares represented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from the date on which it is ascertained that the net assets have fallen below respectively two thirds or one-quarter of the minimum capital.

The net liquidation proceeds for each sub-fund shall be distributed by the liquidators to the holders of shares of each sub-fund in proportion to the rights attributable to the relevant category/class of shares.

Art. 30. Amendments to the Articles of Association. These Articles of Association may be amended by a General Meeting of shareholders, subject to the quorum and vote requirements laid down by Luxembourg law and specified in these Articles of Association.

Art. 31. Applicable Law. For all matters not governed by these Articles of Association, the parties shall refer to the law of 10 August 1915 on commercial companies as subsequently amended and to the law of 20 December 2002 on undertakings for collective investment, as amended.

There being no further business on the Agenda, the Meeting was thereupon closed.

The undersigned notary who speaks and understands English and German, states herewith that the present deed is worded in French, followed by an English and a German version; on request of the appearing persons and in case of divergences between the French, the English and the German text, the French version will be prevailing.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, the members of the board signed together with the notary the present deed.

Folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Im Jahre zweitausendundsechs, am achten Februar.

Vor Notar Henri Hellinckx, mit Amtssitz zu Mersch (Luxemburg).

Sind die Aktionäre der Gesellschaft mit variablem Kapital («société d'investissement à capital variable») PARVEST (hiernach «die Gesellschaft»), mit Sitz in L-2952 Luxemburg, 5, rue Jean Monnet, zu einer außerordentlichen Generalversammlung zusammengetreten. Die Gesellschaft wurde gegründet gemäß Urkunde aufgenommen durch Notar Frank Baden, mit dem Amtssitz in Luxemburg, am 17. März 1990, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 349 vom 26. September 1990.

Die Satzung wurde zuletzt abgeändert gemäß Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 16. Februar 2004, veröffentlicht im Mémorial C Recueil, des Sociétés et Associations Nummer 440 vom 27. April 2004.

Die Versammlung wird unter dem Vorsitz von Frau Marie-Hélène Poncelet, Bankangestellte, wohnhaft in Arlon (Belgien) eröffnet.

Die Vorsitzende beruft zum Sekretär Frau Valérie Glane, Bankangestellte, wohnhaft in Virton (Belgien)

Die Versammlung wählt zum Stimmzähler Frau Carine Steimes, Bankangestellte, wohnhaft in Wolkrange (Belgien)

Sodann gab die Vorsitzende folgende Erklärung ab:

I.- Die gegenwärtige Generalversammlung wurde einberufen durch Einladung an die Namensaktionäre abgeschickt am 12. Januar 2006, und veröffentlicht im Mémorial C, im «d'Wort» und in der «La Voix» vom 2. Januar 2006 und 20. Januar 2006, sowie in Zeitungen in gewissen Ländern in welchen die Gesellschaft eingetragen ist.

II.- Die anwesenden oder vertretenen Aktieninhaber und die Anzahl der von ihnen gehaltenen Aktien sind auf einer Anwesenheitsliste, unterschrieben von den Aktieninhabern oder deren Bevollmächtigte, das Versammlungsbüro und den unterzeichneten Notar, aufgeführt. Die Anwesenheitsliste bleibt gegenwärtiger Urkunde beigebogen um mit derselben einregistriert zu werden.

III.- Aus der vorbezeichneten Anwesenheitsliste geht hervor, dass, von den ... sich im Umlauf befindenden Aktien, 366.763,972 Aktien, anlässlich der gegenwärtigen Generalversammlung, vertreten sind.

Eine erste Generalversammlung, einberufen durch die im Protokoll der Generalversammlung angegebenen Vorladungen, mit derselben Tagesordnung, welche abgehalten wurde am 7. Januar 2004, konnte nicht rechtsgültig abstimmen mangels fehlenden Quorums.

Gemäß den Bestimmungen von Artikel 67 und 67-1 des Gesetzes über Handelsgesellschaften kann die gegenwärtige Generalversammlung rechtsgültig über die Tagesordnung abstimmen, gleich welcher Anteil des Gesellschaftskapitals vertreten ist.

III.- Diese Tagesordnung hat folgenden Wortlaut:

1. Verlegung des Sitzes der Gesellschaft in die Gemeinde Hesperange, Großherzogtum Luxemburg - Änderung von Artikel 4.

2. Nettoinventarwert - Aufnahme der Bewertungsmethode der Aktien oder Anteile an Organismen für gemeinsame Anlagen. - Änderung von Artikel 13.

3.- Nettoinventarwert - Möglichkeit der Rundung des Nettoinventarwerts auf eine Anzahl von Dezimalstellen, die maximal vier betragen kann und im Verkaufsprospekt angegeben wird. - Änderung von Artikel 13.

4.- Sonstiges

5.- Vollständige Neufassung der Satzung und Annahme der koordinierten Fassung der Satzung nach den oben genannten Änderungen.

Sodann traf die Versammlung nach Beratung folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Generalversammlung mit 325.969,823 «Für» Stimmen und 40.794,149 Stimmenthaltungen, beschließt den Sitz der Gesellschaft in die Gemeinde Hesperange, Großherzogtum Luxemburg, genauer nach 33, rue de Gasperich, L-5826 Howald-Hesperange, mit Wirkung am 18. Februar 2006 zu verlegen und den ersten Satz in Artikel 4 des Satzung umzuändern um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

«Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Hesperange, Großherzogtum Luxemburg.»

Zweiter Beschluss

Die Generalversammlung mit 325.928,046 «Für» Stimmen und 40.835,926 Stimmenthaltungen, beschließt Artikel 13 der Satzung abzuändern zwecks Aufnahme der Bewertungsmethode der Aktien oder Anteile an Organismen für gemeinsame Anlagen, betreffend den Nettoinventarwert. Dieser Artikel 13 wird lauten wie in nachstehendem vierten Beschluss angegeben.

Dritter Beschluss

Die Generalversammlung mit 325.969,823 «Für» Stimmen und 40.794,149 Stimmenthaltungen, beschließt Artikel 13 der Satzung abzuändern mittels Einfügung der Möglichkeit der Rundung des Nettoinventarwerts auf eine Anzahl von Dezimalstellen, die maximal vier betragen kann und im Verkaufsprospekt angegeben wird. Dieser Artikel 13 wird lauten wie in nachstehendem vierten Beschluss angegeben.

Vierter Beschluss

Die Generalversammlung mit 325.939,328 «Für» Stimmen und 40.824,644 Stimmenthaltungen, beschließt die aktualisierte Fassung der Satzung nach den obengenannten Änderungen zu genehmigen und beschließt die vollständige Neuabfassung der Satzung. Die Satzung wird fortan folgenden Wortlaut haben:

Art. 1. Rechtsform und Bezeichnung. Kraft vorliegender Satzung (im folgenden als «die Satzung» bezeichnet) existiert eine Aktiengesellschaft mit der Rechtsform einer Investmentgesellschaft mit variablem Grundkapital (SICAV) gemäß Teil 1 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen (im folgenden als «das Gesetz» bezeichnet) mit der Bezeichnung PARVEST.

Art. 2. Dauer. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit errichtet.

Art. 3. Gegenstand. Der ausschließliche Gegenstand der Gesellschaft besteht darin, Mittel, über die sie verfügt, in Wertpapieren und/oder anderen vom Gesetz zugelassenen flüssigen Finanzanlagen zu investieren, mit dem Ziel, das Anlagerisiko zu streuen und die Anteilinhaber am Ergebnis der Vermögensverwaltung teilhaben zu lassen.

Im Allgemeinen kann die Gesellschaft alle Maßnahmen ergreifen und alle Geschäfte tätigen, die sie im Sinne der Verwirklichung ihres Gegenstandes für angebracht hält, und zwar im weitesten gesetzlich zulässigen Rahmen.

Art. 4. Gesellschaftssitz. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Hesperange, Großherzogtum Luxemburg. Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates (nachstehend der «Verwaltungsrat») können sowohl im Großherzogtum als auch im Ausland Filialen oder Büros errichtet werden.

Innerhalb der Gemeinde kann der Gesellschaftssitz auf einfachen Beschluss des Verwaltungsrates verlegt werden.

Falls der Verwaltungsrat die Auffassung vertritt, dass außerordentliche politische oder militärische Ereignisse eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, die den normalen Geschäftsgang am Gesellschaftssitz oder eine problemlose Kommunikation mit diesem Gesellschaftssitz oder dieses Gesellschaftssitzes mit dem Ausland gefährden könnten, kann er vorübergehend den Gesellschaftssitz ins Ausland verlegen, bis die ungewöhnlichen Umstände nicht mehr gegeben sind; diese vorübergehende Maßnahme beeinflusst jedoch in keiner Weise die Nationalität der Gesellschaft, die ungeachtet dieser vorübergehenden Verlegung des Gesellschaftssitzes eine Gesellschaft luxemburgischen Rechts bleibt.

Art. 5. Gesellschaftskapital, Teilfonds mit Vermögenswerten, Kategorien/Klassen von Anteilen. Das Kapital entspricht jederzeit der Summe der Nettovermögen der verschiedenen Teilfonds der Gesellschaft. Das Mindestkapital beläuft sich auf EUR 1.250.000,- (eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro). Es wird durch Anteile ohne Angabe eines Nennwerts repräsentiert.

Alle Anteile müssen voll eingezahlt sein.

Der alle Teilfonds umfassende konsolidierte Jahresabschluss der Gesellschaft wird in der Währung des Gesellschaftskapitals, d.h. in EUR erstellt.

Der Verwaltungsrat kann jederzeit ein Nettovermögen festlegen, das im Sinne von Artikel 133(1) des Gesetzes einen Teilfonds darstellt, der - wie im nachfolgenden Artikel 13 beschrieben - aus einer oder mehreren Anteilskategorien und/oder -klassen besteht.

Innerhalb eines Teilfonds kann der Verwaltungsrat jederzeit Anteilskategorien einrichten, die (i) einer spezifischen Anlagepolitik - Beispiel: Anrecht auf Ausschüttungen («ausschüttende Anteile») oder kein Anrecht auf Ausschüttungen («thesaurierende Anteile») - und/oder (ii) einer spezifischen Struktur bezüglich des Ausgabe- oder Rücknahmeaufschlags, und/oder (iii) einer spezifischen Struktur bezüglich der Verwaltungs- oder Beratungskosten, und/oder (iv) einer spezifischen Struktur bezüglich der dem Vertreiber oder der SICAV zufallenden Gebühr entsprechen und/oder (v) einer Währung, in der die Kategorie oder Klasse angeboten werden kann, und/oder (vi) der Verwendung von Techniken zur Begrenzung des Wechselkursrisikos oder jedweden anderen Risikos und/oder (vii) jegliche sonstige Besonderheiten aufweisen, die auf eine Anteilskategorie/-klasse anwendbar sind.

Die Erträge aus der Ausgabe von Anteilen einer bestimmten Kategorie und/oder -klasse werden im dieser Anteilskategorie und/oder -klasse entsprechenden Vermögen des Teilfonds in Wertpapieren und/oder anderen vom Gesetz zugelassenen flüssigen Finanzanlagen gemäß der vom Verwaltungsrat für den betreffenden Teilfonds festgelegten Anlagepolitik unter Einhaltung der vom Gesetz und von Verordnungen vorgegebenen Einschränkungen investiert.

Die Gesellschaft stellt eine einzige juristische Person dar. Gemäß Artikel 133 des Gesetzes wird mit den Aktiva eines Teilfonds ausschließlich für die Schulden, Engagements und Verpflichtungen des betreffenden Teilfonds haftet. In den Beziehungen zwischen den Anlegern wird jeder Teilfonds als separate Einheit behandelt.

Art. 6. Anteilarten. Der Verwaltungsrat beschließt für jeden Teilfonds über die Ausgabe von Inhaber- und/oder Namensanteilen und/oder Wertrechten.

Die Inhaber- und Namensanteilzertifikate tragen die Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern der Gesellschaft. Dabei kann es sich um handschriftliche, gedruckte oder per Namensstempel aufgetragene Unterschriften handeln. Sie behalten ihre Gültigkeit, selbst wenn die Unterzeichner nach dem Druck der Zertifikate ihre Zeichnungsbefugnis verlieren. Eine dieser Unterschriften kann jedoch von einer zu diesem Zweck vom Verwaltungsrat abgestellten Person geleistet werden. In diesem Fall muss die Unterschrift handschriftlich geleistet werden.

Auf Beschluss des Verwaltungsrates können Anteilbruchteile ausgegeben werden, und der Verwaltungsrat kann die Anzahl der Dezimalstellen festlegen; sie wird im Verkaufsprospekt genau präzisiert. Die Anteilbruchteile sind stimmrechtslos, sie haben aber einen ihrem Anteil entsprechenden Anspruch am Nettoaktivvermögen.

Der Verwaltungsrat kann Inhaberanteile in Form von Inhabertifikaten ausgeben, die einen oder mehrere Anteile darstellen. Die Übergabe und materielle Aushändigung der Inhabertifikate kann zu Lasten des Anteilinhabers gehen, der die materielle Ausgabe seiner Zertifikate beantragt. Die für die materielle Aushändigung der Zertifikate eventuell erhobene Gebühr wird im Verkaufsprospekt genau angegeben.

Die Zertifikate für Inhaberanteile können, wenn der Verwaltungsrat dies beschließt, eine Couponserie enthalten.

Sämtliche von der Gesellschaft ausgegebenen Namensanteile werden in das Inhaberverzeichnis eingetragen, das von der Gesellschaft oder von einer oder mehreren Personen, die zu diesem Zweck von der Gesellschaft bezeichnet worden sind, geführt wird; dieser Eintrag muss den Namen eines jeden Anteiligners, seinen Aufenthaltsort oder gewählten Wohnsitz und die Anzahl der von ihm gehaltenen Namensanteile beinhalten. Jede Übertragung von Namensanteilen zwischen Lebenden oder von Todes wegen wird in das Verzeichnis der Anteilinhaber eingetragen. Die Gesellschaft kann nach eigenem Ermessen entweder ein Zertifikat ausgeben, mit dem die Eintragungen bestätigt werden, oder eine Bestätigung über das Eigentum an den Anteilen.

Jeder Anteilinhaber, der Namensanteile erwerben möchte, muss der Gesellschaft eine Anschrift mitteilen, an die alle Mitteilungen und Informationen gesandt werden können. Diese Anschrift wird im Verzeichnis der Anteilinhaber als gewählter Wohnsitz eingetragen. Sollte der Anteilinhaber der Gesellschaft keine Anschrift angeben, kann dies im Verzeichnis der Anteilinhaber vermerkt werden; in diesem Fall gilt so lange der Gesellschaftssitz als Anschrift des Anteilinhabers, bis der Anteilinhaber der Gesellschaft eine andere Anschrift mitteilt. Der Anteilinhaber kann jederzeit die im Verzeichnis vermerkte Anschrift durch eine entsprechende an den Gesellschaftssitz oder jede andere Anschrift, die von der Gesellschaft festgelegt werden kann, gerichtete schriftliche Erklärung ändern.

Innerhalb der Grenzen, die vom Verwaltungsrat festgelegt werden, können die Inhaberanteile auf Antrag des Eigentümers der betreffenden Anteile in Namensanteile umgewandelt werden und umgekehrt.

Der Anteilinhaber kann dazu aufgefordert werden, für die durch diese Umwandlung entstehenden Kosten aufzukommen.

Die Umwandlung von Namensanteilen in Inhaberanteile erfolgt durch Annullierung der Namenszertifikate, wenn derartige Zertifikate ausgegeben worden sind, und gegebenenfalls durch Ausgabe eines oder mehrerer Inhabertifikate,

die an ihre Stelle treten. Im Anteilsregister muss ein entsprechender Vermerk erfolgen, der diese Annullierung feststellt. Die Umwandlung von Inhaberanteilen in Namensanteile erfolgt durch Annullierung der Inhabertifikate, wenn solche ausgegeben wurden, und gegebenenfalls durch Ausgabe von Namensanteilen, die an ihre Stelle treten. Im Register der Namensanteile muss ein Vermerk erfolgen, der diese Ausgabe feststellt.

Bevor die Anteile in Form von Inhaberanteilen ausgegeben und bevor Namensanteile in Inhaberanteile umgewandelt worden sind, kann die Gesellschaft auf eine für den Verwaltungsrat zufrieden stellende Weise die Zusicherung einfordern, dass eine solche Ausgabe oder Umwandlung nicht dazu führt, dass solche Anteile in die Hände von nicht befugten Personen gelangen.

Die Gesellschaft erkennt nur einen einzigen Eigner pro Anteil an. Handelt es sich bei dem Anteil um ein unteilbares, geteiltes oder strittiges Gut, müssen die Personen, die ein Recht auf den Anteil anmelden, einen Bevollmächtigten ernennen, um den Anteil gegenüber der Gesellschaft zu vertreten. Die Gesellschaft hat das Recht, die Ausübung aller Rechte, die mit dem Anteil verbunden sind, auszusetzen, bis der Bevollmächtigte ernannt worden ist.

Im Falle von ungeteilten Anteilhabern (die «Mitinhaber») werden die Bekanntmachungen und sonstigen Informationen für die Aktionäre, wenn kein Bevollmächtigter ernannt wurde, an einen beliebigen Mitinhaber versandt. Zudem kann ein einziger Mitinhaber in rechtsgültiger Weise alle Mitinhaber gegenüber der Gesellschaft vertreten. In diesem Falle kann die Wirksamkeit von Rechtshandlungen, die die Mitinhaber untereinander ausgeführt haben, der Gesellschaft gegenüber nicht in Frage gestellt werden.

Die Übertragung von Inhaberanteilen erfolgt durch Übergabe des Wertpapiers, falls ein solcher Titel ausgegeben wurde, und zwar mit allen Coupons.

Art. 7. Ausgabe von Anteilen. Der Verwaltungsrat hat das Recht, jederzeit und im unbegrenzten Ausmaß neue, voll eingezahlte Anteile auszugeben, ohne den alten Anteilhabern ein Vorzugsrecht hinsichtlich der Zeichnung der neu zu begebenden Anteile einzuräumen.

Der Verwaltungsrat kann die Häufigkeit begrenzen, mit der Anteile innerhalb eines Teilfonds ausgegeben werden; der Verwaltungsrat kann insbesondere beschließen, dass die Anteile eines Teilfonds nur während eines oder mehrerer festgelegter Zeiträume ausgegeben werden bzw. mit einer anderen Regelmäßigkeit als der, die im Verkaufsprospekt der Anteile angegeben worden ist.

Wenn die Gesellschaft Anteile zur Zeichnung anbietet, entspricht der Preis pro angebotenem Anteil dem Nettoinventarwert pro Anteil der betreffenden Kategorie/Klasse gemäß nachstehendem Artikel 13. Auf diesen Preis kann ein Prozentsatz aufgeschlagen werden, der den geschätzten Kosten, die für die Gesellschaft bei der Investition der Ausgabeerträge entstehen, und/oder den im Prospekt angegebenen Verkaufsprovisionen, die vom Verwaltungsrat gebilligt worden sind, entspricht. Der derart festgelegte Preis ist innerhalb einer vom Verwaltungsrat festzulegenden und im Prospekt angegebenen Frist zahlbar, die nicht mehr als 6 Bankgeschäftstage nach dem Bewertungsstichtag betragen darf.

Zeichnungsanträge können gemäß den in Artikel 14 vorgesehenen Bedingungen und Modalitäten ausgesetzt werden.

Es liegt im alleinigen Ermessen des Verwaltungsrates, die Zeichnung von Anteilen ohne Angabe von Gründen abzulehnen.

Der Verwaltungsrat kann jedes Verwaltungsratsmitglied, jeden Direktor oder jeden anderen zu diesem Zweck ordnungsgemäß Bevollmächtigten damit beauftragen, Zeichnungen zu akzeptieren, die Zahlung des Preises für neu zu begebende Anteile entgegenzunehmen und diese auszugeben.

Sollte der Zeichnungspreis für die auszugebenden Anteile nicht bezahlt worden sein, kann die Gesellschaft die zwangsweise Rücknahme der Anteile des säumigen Anteilhabers veranlassen, vorbehaltlich des Rechts, ihre Ausgabeaufschläge und Provisionen einzufordern.

Die Gesellschaft kann als Gegenleistung für die Anteilausgabe unter Einhaltung der vom luxemburgischen Gesetz vorgesehenen Vorschriften und insbesondere der Auflage, einen Bewertungsbericht des Wirtschaftsprüfers der Gesellschaft vorzulegen, Wertpapiere in Zahlung nehmen, sofern derartige Wertpapiere mit den Zielsetzungen und der Anlagepolitik des betreffenden Teilfonds übereinstimmen, so wie sie im Prospekt angegeben sind.

Art. 8. Rücknahme von Anteilen. Jeder Anteilhaber hat das Recht, bei der Gesellschaft jederzeit die Rücknahme eines Teils oder all seiner Anteile in Übereinstimmung mit den vom Verwaltungsrat im Prospekt festgelegten Bedingungen und den vom Gesetz und der vorliegenden Satzung vorgesehenen Einschränkungen zu beantragen.

Der Rücknahmepreis pro Anteil ist innerhalb eines vom Verwaltungsrat festzulegenden und im Prospekt angegebenen Zeitraums zahlbar, der nicht mehr als 6 Bankgeschäftstage nach dem Bewertungsstichtag betragen darf, sofern die Gesellschaft die Anteilzertifikate, sofern vorhanden, und die Übergabeunterlagen erhalten hat und vorbehaltlich nachstehender Bestimmungen.

Der Rücknahmepreis entspricht dem gemäß den Bestimmungen von Artikel 13 festgelegten Nettoinventarwert pro Anteil der betreffenden Kategorie/Klasse, abzüglich von Kosten und/oder Provisionen, deren Prozentsätze im Prospekt angegeben sind. Dieser Rücknahmepreis kann - nach Beschluss des Verwaltungsrates - auf die nächste Einheit oder die nächste Untereinheit der jeweiligen Währung auf- oder abgerundet werden.

Sollte ein Antrag auf teilweise Rücknahme von Anteilen zur Folge haben, dass die Anzahl oder der gesamte Nettoinventarwert der Anteile, die ein Anteilhaber hält, unter eine vom Verwaltungsrat bestimmte Anzahl oder einen von ihm für diese Anteilskategorie und/oder -klasse festgelegten Wert fällt, kann die Gesellschaft die verbleibende Anzahl von Anteilen in Anteile einer anderen Kategorie/Klasse desselben Teilfonds umwandeln, bei der die Anzahl an Anteilen oder der Restwert die vom Verwaltungsrat festgelegte Mindestgrenze für gehaltene Anteile einhält. In Fällen, in denen die Umwandlung nicht möglich ist, kann die Gesellschaft diesen Antrag wie einen Antrag auf Rücknahme aller in der Kategorie/Klasse des betreffenden Teilfonds gehaltenen Anteile behandeln.

Vorbehaltlich des ausdrücklichen Einverständnisses des betroffenen Anlegers kann sich die Gesellschaft dazu bereit erklären, Wertpapiere gegen einen Rücknahmeantrag in Form von Sacheinlagen unter Einhaltung der luxemburgischen gesetzlichen Vorschriften und insbesondere der Auflage, einen Bewertungsbericht des Wirtschaftsprüfers der Gesell-

schaft vorzulegen, auszuhändigen. Der Wert dieser Wertpapiere wird nach den Regeln ermittelt, die für die Festlegung des Nettoinventarwerts gelten. Der Verwaltungsrat muss sicherstellen, dass die Rücknahme der Wertpapiere den übrigen Anteilhabern keine Nachteile verursacht.

Darüber hinaus kann eine Rücknahme von Anteilen nach den im Wortlaut des nachstehenden Artikels 12 vorgesehenen Bedingungen erfolgen.

Rücknahmeanträge können gemäß den in Artikel 14 vorgesehenen Bedingungen und Modalitäten ausgesetzt werden.

Falls das Verhältnis vom Nettogesamtwert der Rücknahme-/Umwandlungsanträge für einen Teilfonds zum Gesamtvermögen des betreffenden Teilfonds an einem bestimmten Bewertungsstichtag dem vom Verwaltungsrat festgelegten Prozentsatz entspricht oder ihn überschreitet, kann der Verwaltungsrat beschließen, die Rücknahme-/Umwandlungsanträge anteilmäßig zu reduzieren und/oder zurückzustellen, um die Zahl der an diesem Bewertungsstichtag zurückgenommenen/umgewandelten Anteile auf den festgelegten Prozentsatz des betreffenden Teilfonds zu beschränken. Jeder derart zurückgestellte Rücknahme-/Umwandlungsantrag wird - ebenfalls vorbehaltlich des oben genannten Grenzwertes - gegenüber den am nächsten Bewertungsstichtag eingehenden Rücknahme-/Umwandlungsanträgen bevorzugt behandelt.

Die zurückgenommenen Anteile werden annulliert.

Art. 9. Umtausch von Anteilen. Mit Ausnahme spezifischer vom Verwaltungsrat beschlossener Beschränkungen, die im Prospekt angegeben sind, hat jeder Anteilhaber das Recht, innerhalb ein und desselben Teilfonds oder von einem Teilfonds zu einem anderen den Umtausch aller oder eines Teils seiner Anteile von einer Anteilskategorie/-klasse in eine andere zu beantragen.

Der Preis für den Umtausch von Anteilen wird unter Zugrundelegung des jeweiligen Nettoinventarwerts der beiden betroffenen Kategorien/Klassen am gleichen Bewertungsstichtag festgelegt.

Der Verwaltungsrat kann die Begrenzungen vorschreiben, die ihm angemessen erscheinen - insbesondere bezüglich der Häufigkeit, der Modalitäten und Umtauschbedingungen - und kann sie von der Zahlung von Kosten und Gebühren abhängig machen, deren Betrag er festlegt.

Sollte ein Umtausch von Anteilen zur Folge haben, dass die Anzahl oder der Gesamtwert der Anteile, die ein Anteilhaber in einer Anteilskategorie/-klasse hält, unter eine vom Verwaltungsrat bestimmte Anzahl oder einen von ihm festgelegten Mindestanteilsbesitz fällt, kann die Gesellschaft diesen Anteilhaber dazu verpflichten, seine sämtlichen Anteile dieser Kategorie/Klasse umzutauschen.

Die Anteile, für die der Umtausch erfolgt ist, werden annulliert.

Umtauschanträge können gemäß den in Artikel 14 vorgesehenen Bedingungen und Modalitäten ausgesetzt werden.

Art. 10. Abhanden gekommene oder beschädigte Zertifikate. Wenn ein Anteilhaber der Gesellschaft nachweisen kann, dass sein Anteilzertifikat abhanden gekommen oder vernichtet worden ist, kann, auf Antrag, in Übereinstimmung mit den von der Gesellschaft festzulegenden Garantiebedingungen (insbesondere einem vorherigen Einspruchsverfahren oder einer Versicherung, unbeschadet aller sonstigen Garantieformen, die die Gesellschaft festlegen kann) ein Duplikat ausgestellt werden. Nach Ausstellung des neuen Zertifikats, auf dem vermerkt wird, dass es sich um eine Doppelausfertigung handelt, hat das ursprüngliche Zertifikat keine Gültigkeit mehr.

Die beschädigten Anteilzertifikate können nach Übergabe an die Gesellschaft oder deren Zahlstellen auf deren Anordnung gegen neue Zertifikate ausgetauscht werden. Die beschädigten Zertifikate werden sofort ungültig gemacht.

Die Gesellschaft kann dem Anteilhaber die Kosten für das Duplikat oder das neue Anteilzertifikat sowie die Kosten aller der Gesellschaft im Zusammenhang mit der Ausgabe, der Eintragung in das Verzeichnis oder der Vernichtung des alten Zertifikats erwiesenermaßen entstandenen Aufwendungen in Rechnung stellen.

Art. 11. Einschränkungen beim Eigentum von Gesellschafts-Anteilen. Die Gesellschaft kann das Eigentum an Anteilen der Gesellschaft durch jede natürliche oder juristische Person beschränken oder verhindern, wenn dieser Besitz nach Auffassung des Verwaltungsrates eine Verletzung der in Luxemburg oder im Ausland geltenden gesetzlichen Bestimmungen oder Vorschriften zur Folge haben kann, oder wenn der Gesellschaft daraus steuerliche Belastungen oder sonstige finanzielle Nachteile erwachsen könnten, die ihr sonst erspart geblieben wären (die betreffenden natürlichen oder juristischen Personen sind vom Verwaltungsrat festzulegen und im Prospekt unter «Nicht befugte Personen» anzugeben).

Zu diesem Zweck kann die Gesellschaft:

A) die Ausgabe von Anteilen und die Eintragung von Anteilübertragungen verweigern, wenn deutlich wird, dass diese Ausgabe oder diese Übertragung zur Folge hätte oder haben könnte, dass die Anteile in den Besitz einer nicht befugten Person übergehen;

B) alle Personen, die im Verzeichnis der Anteilhaber stehen, oder alle anderen Personen, die eine Anteilübertragung eintragen lassen möchten, auffordern, ihr alle von ihr als notwendig erachteten Informationen und Zertifikate zu liefern - gegebenenfalls mit eidesstattlicher Erklärung - um festzustellen, ob, in welchem Maße und unter welchen Bedingungen diese Anteile effektiv nicht befugten Personen gehören oder gehören werden; und

C) zwangsweise alle oder einen Teil der Anteile zurücknehmen, wenn deutlich wird, dass eine nicht befugte Person - entweder allein oder mit anderen Personen zusammen - Besitzer von Anteilen der Gesellschaft ist oder falsche Zertifikate und Garantien geliefert bzw. es unterlassen hat, die vom Verwaltungsrat zu definierenden Zertifikate und Garantien zu liefern. In diesem Fall wird folgendes Verfahren angewendet:

1. Die Gesellschaft schickt dem Anteilhaber, der im Verzeichnis als Anteilhaber erscheint, einen Bescheid (im folgenden «Rücknahmebescheid» genannt); in diesem Rücknahmebescheid werden die zurückzunehmenden Wertpapiere, der zu zahlende Rücknahmepreis und der Ort, an dem der Preis zahlbar ist, angegeben. Der Rücknahmebescheid kann dem Anteilhaber per Einschreiben an seine zuletzt bekannte Adresse oder an die im Verzeichnis der Anteilhaber

enthaltene Anschrift zugestellt werden. Der betroffene Anteilinhaber ist verpflichtet, unverzüglich das oder die Zertifikate, die die Anteile darstellen (wenn ein derartiges Zertifikate oder Zertifikate ausgestellt worden sind) und die im Rücknahmebescheid aufgeführt sind, zu übergeben. Nach Büroschluss an dem im Rücknahmebescheid angegebenen Tag hört der betreffende Anteilinhaber auf, Eigentümer der im Rücknahmebescheid angegebenen Anteile zu sein; sein Name wird im Verzeichnis gestrichen und die entsprechenden Anteile werden annulliert.

2. Der Preis, zu dem die im Rücknahmebescheid aufgeführten Anteile zurückgenommen werden («der Rücknahmepreis») entspricht dem Nettowert der Gesellschaftsanteile, der gemäß Artikel 13 der vorliegenden Satzung ermittelt wird.

3. Die Bezahlung erfolgt an den Anteilbesitzer in der Währung des betreffenden Teilfonds - mit Ausnahme von Zeiten der Devisenbeschränkung; der Preis wird bei einer (im Rücknahmebescheid angegebenen) Bank in Luxemburg oder an einem anderen Ort hinterlegt, die ihn dem betroffenen Anteilinhaber gegen Aushändigung des oder der im Rücknahmebescheid angegebenen Zertifikate übergibt.

Nach Hinterlegung des Preises unter diesen Bedingungen kann eine an den im Rücknahmebescheid erwähnten Anteilen interessierte Person weder Rechte an diesen Anteilen anmelden noch gerichtlich gegen die Gesellschaft und ihr Vermögen vorgehen, mit Ausnahme des Rechts des sich als Eigentümer der Anteile ausweisenden Anteilinhabers, gegen Übergabe der Zertifikate den bei der Bank hinterlegten Preis (ohne Zinsen) entgegenzunehmen. Beträge, die im Rahmen des vorliegenden Artikels für einen Anteilinhaber bestimmt waren und innerhalb von fünf Jahren nach dem Datum des Rücknahmebescheids nicht in Anspruch genommen wurden, können nicht mehr eingefordert werden. Diese Beträge gehen an die Anteilsklasse(n) und/oder -kategorie(n) des betreffenden Teilfonds zurück. Der Verwaltungsrat ist berechtigt, jedwede für eine derartige Rückverteilung erforderliche Maßnahme zu ergreifen.

4. Die Ausübung der der Gesellschaft durch den vorliegenden Artikel übertragenen Befugnisse kann in keinem Fall mit der Begründung in Frage gestellt oder für nichtig erklärt werden, dass es bezüglich der Anteile keinen ausreichenden Eigentumsbeweis zugunsten einer Person gab oder dass ein Anteil einer anderen Person als der von ihr beim Versand des Rücknahmebescheids angenommen gehört, unter dem einzigen Vorbehalt, dass die Gesellschaft ihre Befugnisse guten Glaubens ausübt; und

D) bei allen Versammlungen der Anteilinhaber allen nicht befugten Personen das Stimmrecht verweigern.

Der Begriff «nicht befugte Personen» im Sinne der vorliegenden Satzung bezieht sich nicht auf Finanzintermediäre, die Anteile auf Rechnung von befugten Zeichnern erwerben.

Art. 12. Schliessung und Verschmelzung von Teilfonds, Anteilskategorien und -Klassen

A) Falls aus irgendeinem Grund der Vermögenswert eines Teilfonds auf einen Betrag abgesunken ist, der vom Verwaltungsrat als ein Minimum angesehen wird, unterhalb dessen der Teilfonds nicht mehr wirtschaftlich sinnvoll funktionieren kann, oder falls eine signifikante Veränderung der wirtschaftlichen oder politischen Lage eintritt, die sich auf den betreffenden Teilfond auswirkt und nachteilige Konsequenzen für die Anlagen des betreffenden Teilfonds nach sich ziehen würde, oder im Rahmen der Rationalisierung der der Kundschaft angebotenen Produktpalette, kann der Verwaltungsrat beschließen, alle für eine bestimmte Anteilskategorie oder -klasse ausgegebenen Anteile zum Nettoinventarwert pro Anteil, der am Bewertungsstichtag, ab dem die Entscheidung gilt (unter Berücksichtigung der effektiven Preise und Unkosten bei der Veräußerung der Anlagewerte, der Schließungskosten und der noch nicht amortisierten Gründungskosten), zwangsweise zurücknehmen. Die Gesellschaft schickt den Anteilhabern des betroffenen Teilfonds oder der betroffenen Anteilskategorie oder -klasse vor dem effektiven Datum der Zwangsrücknahme einen Bescheid. Dieser Bescheid erklärt die Gründe für diesen Rückkauf sowie das Verfahren, nach dem er abläuft, und ist Gegenstand einer Mitteilung an die Anteilinhaber gemäß Prospekt. Vorbehaltlich einer anders lautenden Entscheidung des Verwaltungsrates können die Anteilinhaber des betroffenen Teilfonds oder der betroffenen Anteilsklasse oder -kategorie in Erwartung der Vollstreckung des Abwicklungsbeschlusses die Rücknahme oder Umwandlung ihrer Anteile nicht mehr beantragen. Wenn der Verwaltungsrat die Rücknahme oder die Umwandlung der Anteile genehmigt, erfolgen diese Rücknahmen und Umwandlungen ohne Rücknahme- oder Umtauschaufschläge (jedoch unter Berücksichtigung der effektiven Preise und Unkosten bei der Veräußerung der Anlagen sowie der Schließungs- und der noch nicht amortisierten Gründungskosten) gemäß den vom Verwaltungsrat festgelegten und im Prospekt veröffentlichten Bedingungen bis zum Stichtag der Zwangsrücknahme.

Die Vermögenswerte, die bei der Rücknahme nicht an ihre Bezugsberechtigten verteilt werden konnten, werden für einen Zeitraum von sechs Monaten nach der Rücknahme bei der Depotbank hinterlegt; nach dieser Frist werden diese Vermögenswerte bei der Caisse des Consignations (staatliche Hinterlegungs- und Konsignationskasse) für Rechnung der Bezugsberechtigten eingezahlt.

B) Unter denselben Umständen wie unter Punkt A) des vorliegenden Artikels kann der Verwaltungsrat im Interesse der Anteilinhaber beschließen, die Vermögenswerte eines Teilfonds, einer Anteilskategorie und/oder -klasse in die eines anderen Teilfonds, einer anderen Anteilsklasse oder -kategorie der Gesellschaft einzubringen. Diese Entscheidung wird - wie unter Punkt A) dieses Artikels beschrieben - veröffentlicht (in der Veröffentlichung werden außerdem die Merkmale des neuen Teilfonds, der Anteilskategorie oder Anteilsklasse angegeben). Jeder Anteilinhaber der betroffenen Teilfonds, Anteilskategorien oder -klassen hat während eines Monats vor dem effektiven Verschmelzungsdatum die Möglichkeit, die Rücknahme oder den Umtausch seiner Anteile ohne Rücknahme- oder Umtauschaufschlag zu beantragen. Nach Ablauf dieses Zeitraums von einem Monat gilt die Entscheidung für alle Anteilinhaber, die von dieser Möglichkeit der Rücknahme oder des Umtauschs ohne entsprechende Aufschläge keinen Gebrauch gemacht haben.

Nach denselben, unter Punkt A) des vorliegenden Artikels beschriebenen Bedingungen kann der Verwaltungsrat, wenn dies im Interesse der Anteilinhaber eines Teilfonds, einer Anteilsklasse und/oder -kategorie ist, beschließen, Vermögenswerte oder Verbindlichkeiten eines Teilfonds, einer Anteilskategorie und/oder -klasse in einen anderen Organismus für gemeinsame Anlagen luxemburgischen Rechts, der in den Anwendungsbereich von Teil I des Gesetzes fällt,

oder in einen Teilfonds, eine Anteilskategorie und/oder -klasse eines solchen Organismus für gemeinsame Anlagen einzubringen. Eine solche Entscheidung muss in der oben beschriebenen Weise veröffentlicht werden, wobei diese Veröffentlichung Informationen über den betroffenen Organismus für gemeinsame Anlagen enthalten muss. Eine solche Veröffentlichung erfolgt im Lauf des Monats, bevor die Beteiligung rechtswirksam wird, um den Anteilhabern Gelegenheit zu geben, die Rücknahme ihrer Anteile ohne Rücknahme- oder Umtauschzuschlag zu beantragen. Die Beteiligung wird Gegenstand eines Bewertungsberichts, der durch den Abschlussprüfer der Gesellschaft nach den Forderungen erstellt wird, die das luxemburgische Gesetz für Fusionen von Handelsgesellschaften vorsieht.

Im Fall der Beteiligung an einem anderen Organismus für gemeinsame Anlagen der Kategorie «Investmentfonds» bindet die Beteiligung nur die Anteilhaber des betroffenen Teilfonds, der betroffenen Kategorie oder Klasse, die ausdrücklich dieser Beteiligung zugestimmt haben.

C) Sind - gemäß Artikel 5 - innerhalb eines Teilfonds verschiedene Kategorien/Klassen geschaffen worden, kann der Verwaltungsrat beschließen, dass die Anteile einer Kategorie/Klasse in Anteile einer anderen Kategorie/Klasse umgetauscht werden, wenn die für eine bestimmte Anteilskategorie/-klasse geltenden Besonderheiten ihre Gültigkeit für diese Kategorie/Klasse eingebüßt haben. Ein solcher Umtausch erfolgt für die Anteilhaber ohne Umtauschzuschlag auf der Basis der gültigen Nettowerte. Jeder Anteilhaber hat während des Monats vor dem effektiven Umtausch die Möglichkeit, die Rücknahme seiner Anteile ohne Rücknahmeaufschlag zu beantragen.

Art. 13. Nettoinventarwert. Der Nettoinventarwert und der Nettowert der Anteile der einzelnen Teilfonds und Anteilskategorien und -klassen der Gesellschaft sowie der Ausgabe- und Rücknahmepreis werden von der Gesellschaft oder einer zu diesem Zweck von ihr bevollmächtigten Stelle in vom Verwaltungsrat festzulegenden Abständen, jedoch mindestens zweimal pro Monat ermittelt. Der Nettowert wird in der Währung des jeweiligen Teilfonds und/oder jeder anderen Währung, die vom Verwaltungsrat festgelegt wird, angegeben. Er wird ermittelt, indem die Nettovermögenswerte des jeweiligen Teilfonds durch die Anzahl der für diesen Teilfonds ausgegebenen Anteile geteilt wird, wobei gegebenenfalls die Aufteilung der Vermögenswerte dieses Teilfonds auf die verschiedenen Anteilskategorien und -klassen dieses Teilfonds (siehe Artikel 5 der vorliegenden Satzung) zu berücksichtigen ist. Der Nettoinventarwert pro Anteil der Kategorien/Klassen jedes Teilfonds kann bis auf vier Dezimalstellen gerundet werden; die genaue Anzahl der Dezimalstellen wird im Prospekt angegeben.

Der Tag, an dem der Nettoinventarwert ermittelt wird, ist in der vorliegenden Satzung als «Bewertungsstichtag» bezeichnet.

Für die Bewertung der Vermögenswerte der einzelnen Teilfonds gelten folgende Grundsätze:

1. Die Anteile an Organismen für gemeinsame Anlagen werden zu ihrem zuletzt bekannten amtlichen Nettoinventarwert zum Bewertungsstichtag bewertet (d.h. zum Börsenkurs, wenn der Organismus für gemeinsame Anlagen börsennotiert ist, oder zu dem von der Verwaltungsgesellschaft des OGA mitgeteilten Nettoinventarwert) oder zu einem nicht amtlichen Nettoinventarwert, wenn dieser neueren Datums ist (in diesem Fall auf der Basis eines wahrscheinlichen Nettoinventarwerts, der vom Verwaltungsrat nach dem Grundsatz von Vorsicht und Treu und Glauben geschätzt wurde oder auf der Basis anderer Quellen wie der Mitteilung des Managers des Organismus für gemeinsame Anlagen).

2. Der Wert der Kassenbestände oder Bareinlagen, der Sichtpapiere und -wechsel und aller Geldforderungen, der vorausgezahlten Kosten und der fällig gewordenen, aber noch nicht vereinnahmten Dividenden und Zinsen entspricht dem Nennwert dieser Vermögenswerte, es sei denn, dass es sich als unwahrscheinlich erweist, dass dieser Wert erzielt werden kann. In diesem Fall wird der Wert ermittelt, indem ein bestimmter Betrag in Abzug gebracht wird, der angemessen erscheint, um den tatsächlichen Wert dieser Vermögenswerte widerzuspiegeln.

3. Die Bewertung von Wertpapieren, die (i) an einem im Sinne des Gesetzes geregelten Markt notiert und gehandelt werden, oder die (ii) an einem anderen geregelten, ordnungsgemäß funktionierenden, anerkannten und für das Publikum offenen Markt eines Mitgliedstaates der Europäischen Union gehandelt werden, oder (iii) in einem Land, das nicht Mitglied der Europäischen Union ist, zur amtlichen Notierung zugelassen sind oder auf einem anderen geregelten, ordnungsgemäß funktionierenden, anerkannten und für das Publikum offenen Markt eines Nicht-Mitgliedstaates der Europäischen Union gehandelt werden, (wobei alle drei als «geregelte Märkte» bezeichnet werden können), basiert auf dem letzten zum Bewertungsstichtag bekannten Schlusskurs, und wenn diese Wertpapiere auf mehreren Märkten gehandelt werden, auf dem letzten zum Bewertungsstichtag bekannten Kurs des Hauptmarktes für diese Wertpapiere. Falls der zum Bewertungsstichtag bekannte Schlusskurs nicht repräsentativ ist, basiert die Bewertung auf dem wahrscheinlichen Realisationswert, der mit Vorsicht und nach dem Grundsatz von Treu und Glauben geschätzt wird.

4. Die Wertpapiere, die nicht an einem geregelten Markt notiert sind oder gehandelt werden, werden auf der Grundlage des wahrscheinlichen Realisationswertes, der mit Vorsicht und nach dem Grundsatz von Treu und Glauben geschätzt wird, bewertet.

5. Der Liquidationswert von Terminkontrakten und Optionen, die nicht auf geregelten Märkten gehandelt werden, entspricht dem in Übereinstimmung mit der Politik des Verwaltungsrates ermittelten Nettoliquidationswert, und zwar unter Zugrundelegung eines in Bezug auf die jeweilige Art von Kontrakten kohärenten Basiswertes. Der Liquidationswert von Termin- oder Optionskontrakten, die auf geregelten Märkten gehandelt werden, basiert auf dem zuletzt bekannten Kurs für die Regelung dieser Kontrakte auf den geregelten Märkten, auf denen die Gesellschaft mit den Options- oder Terminkontrakten handelt; wenn ein Options- oder Terminkontrakt nicht am Bewertungsstichtag des Nettovermögens liquidiert werden kann, wird der bei der Bestimmung des Liquidationswertes zugrunde gelegte Basiswert vom Verwaltungsrat in korrekter und angemessener Weise festgelegt.

6. Zinsswaps werden zu ihrem Marktwert bewertet, der unter Zugrundelegung der betreffenden Zinskurve ermittelt wird. Swaps auf Indizes oder Finanzinstrumente werden zu ihrem Marktwert bewertet, der unter Zugrundelegung des betreffenden Index oder des betreffenden Finanzinstruments ermittelt wird. Die Bewertung der sich auf diese Indizes oder Finanzinstrumente beziehenden Swapkontrakte erfolgt auf der Grundlage des Marktwertes dieser Swapoperationen entsprechend den vom Verwaltungsrat festgelegten Methoden.

7. Wenn die Praxis dies zulässt, können flüssige Guthaben, Geldmarktinstrumente und sonstige Finanzinstrumente zum am Bewertungsstichtag zuletzt bekannten Schlusskurs oder nach der linearen Abschreibungsmethode bewertet werden. Im Falle der linearen Abschreibung werden die Positionen des Portfolios regelmäßig unter der Leitung des Verwaltungsrates revidiert, um festzustellen, ob eine Differenz zwischen der Bewertung nach dem Verfahren des zuletzt bekannten Schlusskurses und der Bewertung nach dem linearen Abschreibungsverfahren besteht. Wenn eine Differenz besteht, die zu einer beträchtlichen Verwässerung führen oder Nachteile für die Anteilinhaber nach sich ziehen könnte, können geeignete Korrekturmaßnahmen ergriffen werden, falls nötig einschließlich der Ermittlung des Nettoinventarwerts unter Zugrundelegung der zuletzt bekannten Schlusskurse.

8. Werte, die auf eine andere Währung als die des jeweiligen Teilfonds lauten, werden zum Wechselkurs des Bewertungsstichtags umgerechnet. Wenn die Wechselkurse nicht vorliegen, werden sie mit Vorsicht und nach dem Grundsatz von Treu und Glauben sowie unter Anwendung der vom Verwaltungsrat festgelegten Methoden bestimmt.

9. Alle anderen Vermögenswerte werden auf der Grundlage des wahrscheinlichen Realisationswertes bewertet, der mit Vorsicht und nach dem Grundsatz von Treu und Glauben zu schätzen ist.

10. Der Verwaltungsrat kann nach eigenem Ermessen die Anwendung einer anderen Bewertungsmethode gestatten, wenn er der Meinung ist, dass eine derartige Bewertung den tatsächlichen Wert eines Vermögenswertes der Gesellschaft besser widerspiegelt.

Die Bewertung der Verpflichtungen jedes Teilfonds der Gesellschaft erfolgt auf der Grundlage der folgenden Prinzipien:

Im Hinblick auf die von der Gesellschaft zu tätigen Ausgaben werden angemessene Abzüge vorgenommen, und die Verbindlichkeiten der Gesellschaft werden nach dem Grundsatz von Billigkeit und Vorsicht berücksichtigt. Die Gesellschaft übernimmt alle Betriebskosten. Die Gesellschaft zahlt insbesondere die Vergütungen für die Verwaltungsgesellschaft, den(die) Fondsmanager, den(die) beauftragten Fondsmanager, den(die) Anlageberater, die Hauptvertriebsstelle und/oder die Vertriebsstellen, die Depotbank und gegebenenfalls für die Korrespondenzbanken und übernimmt die Provisionen der Verwaltungsgesellschaft, der Übertragungsstelle, des Registerführers und der Zahlstelle sowie diejenigen ihrer Beauftragten, die Domizilierungsgebühren; die Aufwendungen und Honorare des Wirtschaftsprüfers sowie die Kosten für Rechtsschutz; die Gewinnbeteiligungen und Kostenerstattungen für die Verwaltungsratsmitglieder, die Kosten für die Veröffentlichungen und Verteilung von Kurszetteln, Einladungen und anderen Bescheiden, und ganz allgemein alle Kosten bezüglich der Information der Anteilinhaber, insbesondere die Druck- und Vertriebskosten der Prospekte und vereinfachten Prospekte, periodischen Berichte und sonstigen Dokumente, alle anderen Sekretariats- und/oder Vermarktungskosten der Gesellschaft in allen Ländern, wo die Gesellschaft die notwendige Zulassung von der jeweiligen Aufsichtsbehörde erhalten hat; sie übernimmt die Gründungskosten, worunter ebenfalls die Druckkosten für die Zertifikate und die Verfahrenskosten zu verstehen sind, die bei der Auflegung und Schließung von Teilfonds der Gesellschaft anfallen, die Kosten für die Börsenzulassung und ihre Zulassung durch die zuständigen Behörden, die Maklergebühren und Provisionen für Geschäfte mit dem Wertpapierbestand, alle möglicherweise auf Erträge erhobene Steuern und Abgaben, die Abonnementsteuer (taxe d'abonnement) sowie die Abgaben an Aufsichtsbehörden, die Aufwendungen im Zusammenhang mit Ausschüttungen von Dividenden, die Betriebskosten, einschließlich der Kosten für den Kauf- und Verkauf von Vermögenswerten, Zinsen, Finanzierungskosten, Bank- oder Maklergebühren sowie Aufwendungen für Porto, Telefon und Fax; die Aufwendungen des Verwaltungsrates und andere Kosten im Zusammenhang mit außerordentlichen Maßnahmen, insbesondere Gutachten oder Verfahren zur Wahrung der Interessen der Anteilinhaber, die jährlichen Börsennotierungsgebühren, die Beiträge für die Berufsverbände und sonstigen Organisationen des Finanzplatzes Luxemburg, bei denen die Gesellschaft Mitglied ist oder werden will.

Der Verwaltungsrat legt für jeden Teilfonds ein bestimmtes Nettovermögen fest. Im Innenverhältnis der Anteilinhaber untereinander und gegenüber Dritten werden diese Vermögenswerte nur den für diesen Teilfonds ausgegebenen Anteilen zugeordnet, wobei gegebenenfalls die Aufteilung dieser Vermögenswerte auf die verschiedenen Anteilskategorien dieses Teilfonds in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des vorliegenden Artikel zu berücksichtigen ist.

Um getrennte Nettovermögen für jeden Teilfonds oder für zwei oder mehrere Kategorien und/oder Klassen von Anteilen eines bestimmten Teilfonds zu erhalten, werden die folgenden Regeln angewendet:

a) Wenn sich zwei oder mehrere Anteilskategorien und/oder -klassen auf einen bestimmten Teilfonds beziehen, werden die diesen Kategorien und/oder Klassen zugeordneten Vermögenswerte gemeinsam nach der für diesen Teilfonds definierten Anlagepolitik investiert, und zwar vorbehaltlich der Besonderheiten dieser Anteilskategorien und/oder -klassen.

b) Die Erträge aus der Ausgabe von Anteilen einer bestimmten Anteilskategorie und/oder -klasse werden in den Büchern der Gesellschaft dem Teilfonds zugeordnet, der diese Anteilskategorie und/oder -klasse anbietet, wobei als vereinbart gilt, dass bei Ausgabe mehrerer Anteilskategorien und/oder -klassen für diesen Teilfonds der entsprechende Betrag anteilig die Vermögenswerte der jeweiligen Anteilskategorie und/oder -klasse dieses Teilfonds erhöht.

c) Die Vermögenswerte, Verbindlichkeiten, Erträge und Aufwendungen eines Teilfonds werden der (den) entsprechenden Anteilskategorie(n) und/oder -klasse(n) dieses Teilfonds zugeordnet.

d) Wenn sich ein Vermögenswert aus einem anderen Vermögenswert ergibt, wird dieser in den Büchern der Gesellschaft dem Teilfonds zugeordnet, zu dem der Vermögenswert gehört, aus dem er abgeleitet wurde; bei jeder Neubewertung eines Vermögenswertes wird die Erhöhung oder Herabsetzung des Wertes dem entsprechenden Teilfonds zugeordnet.

e) Wenn die Gesellschaft eine Verbindlichkeit übernimmt, die dem Vermögenswert eines bestimmten Teilfonds zuzuordnen ist oder sich aus einem Geschäft in Verbindung mit einem Vermögenswert eines bestimmten Teilfonds ergibt, so wird diese Verbindlichkeit diesem Teilfonds zugeordnet.

f) Falls ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft keinem bestimmten Teilfonds zugeordnet werden kann, wird dieser Vermögenswert oder diese Verbindlichkeit allen Teilfonds zugeordnet, und zwar abhängig vom

Nettoinventarwert der jeweiligen Anteilskategorien und/oder -klassen, oder auf jede andere Weise, die der Verwaltungsrat guten Glaubens bestimmt.

g) Im Anschluss an die Ausschüttung von Dividenden an Besitzer von Anteilen einer Kategorie und/oder Klasse, verringert sich der Nettoinventarwert dieser Anteilskategorie und/oder -klasse um den Ausschüttungsbetrag.

Alle Bewertungsvorschriften und -bestimmungen werden in Übereinstimmung mit den allgemein üblichen Buchhaltungsgrundsätzen ausgelegt und angewandt.

Liegt weder Böswilligkeit, grobe Fahrlässigkeit noch ein offensichtlicher Fehler vor, sind alle die Ermittlung des Nettoinventarwerts betreffenden Entscheidungen des Verwaltungsrates oder irgendeiner Bank, Gesellschaft oder einer anderen vom Verwaltungsrat mit der Ermittlung des Nettoinventarwerts beauftragten Organisation endgültig und für die Gesellschaft und die gegenwärtigen, früheren und zukünftigen Anteilinhaber verbindlich.

Ist der Verwaltungsrat davon überzeugt, dass der für einen bestimmten Tag berechnete Nettoinventarwert dem tatsächlichen Wert der Gesellschaftsanteile nicht entspricht bzw. sind seit Berechnung des Nettoinventarwertes die betroffenen Börsenmärkte starken Bewegungen ausgesetzt, so kann er beschließen, mit der gebotenen Vorsicht und in gutem Glauben noch am selben Tag den Nettoinventarwert zu aktualisieren. Unter diesen Umständen werden alle an diesem Tag eingegangenen Zeichnungs-, Rücknahme- und Umtauschanträge auf der Basis dieses aktualisierten Nettoinventarwertes honoriert.

Art. 14. Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwerts und von Ausgabe, Umtausch und Rücknahme von Anteilen. Unbeschadet der rechtlichen Gründe für die Aussetzung kann der Verwaltungsrat der Gesellschaft jederzeit die Bewertung der Nettowerte der Anteile eines oder mehrerer Teilfonds sowie die Ausgabe, die Rücknahme und den Umtausch von Anteilen in den folgenden Fällen aussetzen:

a) Wenn ein geregelter Markt, der Notierungen für einen wesentlichen Teil der Vermögenswerte eines oder mehrerer Teilfonds der Gesellschaft liefert, während anderer Zeiten als den üblichen Feiertagen geschlossen ist oder der Handel dort ausgesetzt oder Einschränkungen unterworfen ist.

b) Wenn der Markt für eine Devisen, auf die ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte eines oder mehrerer Teilfonds der Gesellschaft lautet, während anderer Zeiten als den üblichen Feiertagen geschlossen ist oder der Handel dort ausgesetzt oder Einschränkungen unterworfen ist.

c) Wenn die Kommunikationsmittel, die in der Regel angewandt werden, um den Wert der Aktiva eines oder mehrerer Teilfonds der Gesellschaft zu ermitteln, ausgesetzt oder unterbrochen sind oder wenn der Wert einer Anlage der Gesellschaft aus einem anderen Grund nicht mit der wünschenswerten Genauigkeit und Schnelligkeit ermittelt werden kann.

d) Wenn Einschränkungen des Devisen- oder Kapitalverkehrs die Abwicklung der Geschäfte für Rechnung der Gesellschaft verhindern oder der Kauf oder Verkauf für Rechnung der Gesellschaft nicht zu normalen Wechselkursen durchgeführt werden kann.

e) Wenn die Gesellschaft, unter anderem auf Grund der politischen, wirtschaftlichen, militärischen, währungspolitischen oder steuerlichen Lage, die sich der Kontrolle, der Verantwortung und der Einflussnahme der Gesellschaft entzieht, daran gehindert wird, über die Vermögenswerte eines oder mehrerer Teilfonds der Gesellschaft zu verfügen oder den Nettovermögenswert eines oder mehrerer Teilfonds der Gesellschaft ordnungsgemäß und angemessen zu ermitteln.

f) Im Anschluss an einen möglichen Beschluss zur Liquidation oder Auflösung der Gesellschaft oder eines oder mehrerer Teilfonds.

Wird diese Ermittlung ausgesetzt, unterrichtet die Gesellschaft unverzüglich die Anteilinhaber, die Zeichnungs-, Rücknahme- oder Umtauschanträge für diesen oder diese Teilfonds gestellt haben, in angemessener Weise.

Jede Aussetzung der Ermittlung des Nettoinventarwertes der Anteile eines oder mehrerer Teilfonds, die länger als 3 Arbeitstage dauert, wird in angemessener Form und insbesondere in den Zeitungen, in denen diese Werte normalerweise veröffentlicht werden, bekannt gegeben.

Während des Aussetzungszeitraums können die Anteilinhaber, die einen Zeichnungs-, Rücknahme- oder Umwandlungsantrag für Anteile gestellt haben, diesen zurücknehmen. Wenn sie dies unterlassen, werden die Anteile unter Zugrundelegung der ersten Berechnung des Nettoinventarwertes nach Ablauf des Aussetzungszeitraums ausgegeben, zurückgenommen oder umgewandelt.

Liegt weder Böswilligkeit, grobe Fahrlässigkeit noch ein offensichtlicher Fehler vor, ist jede Entscheidung des Verwaltungsrates oder eines Beauftragten des Verwaltungsrates bezüglich der Ermittlung des Nettoinventarwertes sowohl für die Gesellschaft als auch für ihre Anteilinhaber endgültig und verbindlich.

Art. 15. Hauptversammlungen der Anteilinhaber. Die ordnungsgemäß konstituierte Versammlung der Anteilinhaber der Gesellschaft vertritt alle Anteilinhaber der Gesellschaft. Sie verfügt über die weitestgehenden Befugnisse, um Handlungen im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft anzuordnen, durchzuführen oder zu billigen.

Alle Versammlungen werden vom Vorsitzenden des Verwaltungsrates geleitet oder - in seiner Abwesenheit und sofern vorhanden - vom ältesten stellvertretenden Vorsitzenden oder - in seiner Abwesenheit und sofern vorhanden - vom geschäftsführenden Mitglied des Verwaltungsrates oder - in seiner Abwesenheit - von einem Verwaltungsratsmitglied oder jeder anderen Person, die vom Rat dazu bestellt worden ist.

Die Jahreshauptversammlung der Anteilinhaber findet in Luxemburg am Gesellschaftssitz oder an jedem anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg, der im Einberufungsschreiben festzulegen ist, am dritten Donnerstag des Monats Juni um 11.00 Uhr statt. Falls dieser Tag kein Bankgeschäftstag in Luxemburg ist, findet die Jahreshauptversammlung an dem darauf folgenden Bankgeschäftstag statt. Die Jahreshauptversammlung kann im Ausland stattfinden, falls der Verwaltungsrat nach eigenem Ermessen feststellt, dass außerordentliche Umstände diese Verlegung erforderlich machen.

Über Fragen allgemeinen Interesses, die alle Anteilhaber der Gesellschaft betreffen, wird anlässlich einer Hauptversammlung aller Anteilhaber befunden, und zwar unter Einhaltung aller Anwesenheits- und Mehrheitsbedingungen gemäß dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, wohingegen die Entscheidungen über besondere Ansprüche der Anteilhaber eines bzw. mehrerer Teilfonds oder einer bzw. mehrerer Anteilkategorie(n)/-klasse(n) anlässlich einer Hauptversammlung dieses bzw. dieser Teilfonds oder dieser Anteilkategorie(n)/-klasse(n) getroffen werden.

Die anderen Hauptversammlungen der Anteilhaber finden zu den im Einberufungsschreiben angegebenen Terminen, Zeiten und an den festgelegten Orten statt.

Die gesetzlich vorgesehenen Bestimmungen bezüglich Beschlussfähigkeit und Fristen gelten für die Einberufungsschreiben und die Durchführung der Versammlungen der Anteilhaber der Gesellschaft, soweit keine anders lautenden Bestimmungen in der vorliegenden Satzung vorgesehen sind.

Um zur Hauptversammlung zugelassen zu werden, hat jeder Inhaber von Anteilen seine Inhaberschaft nachzuweisen, indem er seine Inhaberanteile fünf volle Tage vor dem Termin der Versammlung am Gesellschaftssitz oder bei den im Einberufungsschreiben angegebenen Stellen hinterlegt oder im Falle von anderen Anteilen als Inhaberanteilen mit Zertifikat den Verwaltungsrat schriftlich (Schreiben oder Vollmacht) über seine Absicht zur Teilnahme an der Versammlung unterrichtet und dabei die Anzahl der Anteile angibt, mit denen er an den Abstimmungen teilzunehmen beabsichtigt.

Jeder ganze Anteil jedes Teilfonds und jeder Kategorie/Klasse hat - unabhängig vom Wert des Anteils - eine Stimme. Jeder Anteilhaber kann an den Versammlungen der Anteilhaber teilnehmen, indem er einen Dritten schriftlich dazu bevollmächtigt, wobei dieser Dritte nicht selbst Anteilhaber zu sein braucht.

Miteigentümer, Nutzungsberechtigte und bloße Eigentümer, Gläubiger und Pfandschuldner müssen sich jeweils durch ein und dieselbe Person vertreten lassen.

Vorbehaltlich anders lautender Bestimmungen des Gesetzes oder der vorliegenden Satzung werden die Beschlüsse der Hauptversammlung der Anteilhaber mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Anteilhaber gefasst.

Der Verwaltungsrat kann alle anderen von den Anteilhabern zur Teilnahme an der Hauptversammlung zu erfüllenden Voraussetzungen festlegen.

Die Anteilhaber treten auf Einberufung des Verwaltungsrates zusammen; die Einberufung erfolgt im Anschluss an eine Mitteilung, in der der Ort, das Datum, die Anwesenheitsbedingungen und die Bedingungen für die Beschlussfähigkeit sowie die Tagesordnung gemäß den gesetzlichen Bestimmungen veröffentlicht werden und die mindestens vierzehn Tage vor der Versammlung per Einschreiben an alle Inhaber von Namensanteilen an die im Verzeichnis der Anteilhaber eingetragene Anschrift versandt wird.

Die Tagesordnung wird vom Verwaltungsrat vorbereitet, der, falls die Versammlung auf schriftlichen Antrag der Anteilhaber einberufen wird, wie es das Gesetz vorschreibt, den Punkten Rechnung tragen muss, deren Vorlegung beantragt worden ist.

Wenn jedoch alle Anteilhaber anwesend oder vertreten sind und wenn sie erklären, dass ihnen die Tagesordnung bekannt ist, kann die Versammlung ohne vorherige Veröffentlichung tagen.

Die Versammlung der Anteilhaber kann sich nur mit den Punkten befassen, die auf der Tagesordnung stehen.

Die Protokolle der Hauptversammlungen werden von den Mitgliedern des Präsidiums und den Anteilhabern unterzeichnet, die dies wünschen. Die Abschriften oder Auszüge, die vor Gericht oder anderswo vorzulegen sind, werden

- entweder von zwei Mitgliedern des Verwaltungsrates
- oder von vom Verwaltungsrat dazu befugten Personen unterzeichnet.

Art. 16. Mitglieder des Verwaltungsrates. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat verwaltet, der sich mindestens aus drei Mitgliedern zusammensetzt. Die Mitglieder des Verwaltungsrates müssen nicht unbedingt Anteilhaber der Gesellschaft sein.

Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden von der Hauptversammlung der Anteilhaber für einen Zeitraum von höchstens sechs Jahren gewählt. Sie können wiedergewählt werden.

Wenn eine juristische Person zum Mitglied des Verwaltungsrates ernannt wird, kann sie eine natürliche Person benennen, über die sie ihre Funktionen als Mitglied des Verwaltungsrates wahrnimmt. In diesem Zusammenhang können Dritte keinen Nachweis der Vertretungsvollmacht verlangen; der einfache Hinweis auf die Eigenschaft als Vertreter oder Beauftragter der juristischen Person ist ausreichend.

Das Mandat der ausscheidenden, nicht wiedergewählten Mitglieder des Verwaltungsrates endet unmittelbar nach der Hauptversammlung, in deren Verlauf sie ersetzt worden sind.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann durch Beschluss der Hauptversammlung jederzeit mit oder ohne Begründung abberufen oder ersetzt werden.

Jeder Kandidat für den Posten eines Verwaltungsratsmitglieds, der nicht auf die Tagesordnung der Hauptversammlung der Anteilhaber gesetzt wurde, muss mit Zweidrittelmehrheit der anwesenden oder vertretenen Anteilhaber gewählt werden.

Die als Mitglieder des Verwaltungsrates zur Wahl gestellten Personen, deren Namen auf der Tagesordnung der Jahreshauptversammlung aufgeführt sind, werden mit der Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Anteilhaber gewählt.

Falls ein Posten eines Verwaltungsratsmitglieds durch Tod, Rücktritt oder aus anderen Gründen frei wird, können die übrigen von der Hauptversammlung ernannten Verwaltungsratsmitglieder mehrheitlich ein Mitglied wählen, das vorläufig und bis zur nächsten Hauptversammlung der Anteilhaber, die diese Ernennung ratifiziert, die Funktionen des unbesetzten Postens übernimmt.

Art. 17. Vorsitz und Sitzungen des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat wählt unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden und kann unter seinen Mitgliedern einen oder mehrere stellvertretende Vorsitzende wählen. Er kann

ebenfalls einen Sekretär ernennen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrates zu sein braucht. Der Verwaltungsrat tritt auf Einladung des Vorsitzenden oder von zwei Mitgliedern des Verwaltungsrates an dem in der Einladung angegebenen Ort und Tag zu der gewünschten Zeit zusammen. Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann für jede Verwaltungsratsitzung ein anderes Mitglied als Bevollmächtigten entweder schriftlich oder per Telegramm, Telex oder Telefax oder durch jedes andere geeignete Übertragungsmittel, das auf einem schriftlichen Dokument basiert, benennen. Ein Verwaltungsratsmitglied kann einen oder mehrere Kollegen vertreten.

Der Verwaltungsrat tritt unter dem Vorsitz des Vorsitzenden oder, in dessen Abwesenheit, des ältesten stellvertretenden Vorsitzenden, sofern sie benannt sind, oder, in dessen Abwesenheit, des geschäftsführenden Verwaltungsratsmitglieds, sofern es benannt ist, oder des ältesten bei der Sitzung anwesenden Verwaltungsratsmitglieds zusammen.

Der Verwaltungsrat kann nur dann beraten und handeln, wenn die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder vertreten ist. Die Beschlüsse werden mit der Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Wenn bei einer Sitzung des Verwaltungsrates Stimmgleichheit für oder gegen einen Beschluss besteht, ist die Stimme des Verwaltungsratsvorsitzenden ausschlaggebend.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann an der Verwaltungsratsitzung über eine Telefonkonferenz oder andere ähnliche Kommunikationsmittel, bei der alle an der Sitzung teilnehmenden Personen sich gegenseitig verständigen können, teilnehmen. Die Teilnahme an einer Sitzung mit Hilfe dieser Mittel gilt als persönliche Teilnahme an der Sitzung.

Unbeschadet der vorstehenden Bestimmungen kann ein Beschluss des Verwaltungsrates ebenfalls per Rundschreiben gefasst werden. Bei diesem Beschluss wird die Zustimmung aller Mitglieder des Verwaltungsrates eingeholt, indem die Unterschriften entweder auf einem einzigen Dokument oder auf Durchschriften dieses Dokuments angebracht werden. Ein derartiger Beschluss hat dieselbe Gültigkeit und Wirkung, als ob er bei einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Sitzung des Verwaltungsrates gefasst worden wäre, und sein Nachweis kann per Schreiben, Faxschreiben, Telegramm, Telefax oder sonstige gleichwertige Mittel erfolgen.

Die Protokolle der Verwaltungsratsitzungen werden von dem Vorsitzenden oder der Person, die in seiner Abwesenheit den Vorsitz geführt hat, unterzeichnet.

Die Abschriften der Protokolle oder die Protokollauszüge, die vor Gericht oder anderswo vorzulegen sind, werden von dem Vorsitzenden oder dem Sekretär oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder von jeder anderen vom Verwaltungsrat ermächtigten Person unterzeichnet.

Art. 18. Befugnisse des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat verfügt über weitestgehende Befugnisse, um alle verwaltungstechnischen Handlungen oder Maßnahmen im Interesse der Gesellschaft durchzuführen. Alle Befugnisse, die nicht per Gesetz oder vorliegender Satzung ausdrücklich der Hauptversammlung vorbehalten sind, stehen dem Verwaltungsrat zu.

Art. 19. Anlagepolitik. Unter Einhaltung des Grundsatzes der Risikostreuung hat der Verwaltungsrat die Befugnis, (i) die Anlagepolitik eines jeden Teilfonds der Gesellschaft zu bestimmen, (ii) die Techniken zur Deckung der Risiken, die bei einer spezifischen Anteilskategorie Anwendung finden sollen, festzulegen sowie (iii) die bei der Verwaltung der Gesellschaft zu befolgenden Leitlinien festzulegen, und zwar vorbehaltlich der Anlagebeschränkungen, die der Verwaltungsrat in Übereinstimmung mit den geltenden Gesetzen und Verordnungen beschlossen hat.

In allen Teilfonds ist unter Einhaltung der gesetzlichen Anforderungen, insbesondere hinsichtlich der Art des Marktes, an dem diese Vermögenswerte erworben werden, oder in Bezug auf den Status des Emittenten oder der Gegenpartei, zu investieren:

- (i) In Wertpapiere und Geldmarktinstrumente;
- (ii) In Anteile an Organismen für gemeinsame Anlagen;
- (iii) Sichteinlagen bei Kreditinstituten oder kündbare Einlagen mit einer Laufzeit von höchstens 12 Monaten;
- (iv) In Derivate, insbesondere solche, deren zugrunde liegende Werte Finanzindizes, Zinssätze, Wechselkurse oder Devisen sind.

Gegenstand der Anlagepolitik der Gesellschaft oder eines Teilfonds kann es sein, einen bestimmten von den Kontrollbehörden anerkannten Aktien- oder Anleihenindex abzubilden.

Der Gesellschaft ist es ferner gestattet, Anlagetechniken und Finanzinstrumente zu verwenden, die sich auf Wertpapiere und Finanzinstrumente des Geldmarktes beziehen, vorausgesetzt, die betreffenden Techniken und Instrumente werden mit dem Ziel eines effizienten Portfoliomanagements eingesetzt.

Die Gesellschaft kann ebenfalls in neu ausgegebene Wertpapiere und Geldmarktinstrumente investieren, unter dem Vorbehalt, dass die Ausgabebedingungen die Verpflichtung enthalten, dass der Zulassungsantrag zu einem oben genannten regulierten Markt gestellt und die Zulassung spätestens vor Ende des ersten Jahres nach der Ausgabe erhalten wird.

Die Gesellschaft kann insbesondere die oben genannten Wertpapiere auf jedem regulierten Markt eines europäischen Staates erwerben, unabhängig davon, ob er Mitglied der Europäischen Union («EU») ist oder nicht, sowie auf jedem regulierten Markt Amerikas, Afrikas, Asiens, Australiens und Ozeaniens.

Der Gesellschaft ist es gestattet, unter Einhaltung des Grundsatzes der Risikostreuung bis zu 100% der jedem einzelnen Teilfonds zuzuordnenden Vermögenswerte in Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente, die von einem Mitgliedstaat der EU, ihren öffentlichen Gebietskörperschaften, von einem anderen Mitgliedstaat der Organisation für Wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung («OECD») oder von einer internationalen Organisation mit öffentlich-rechtlichem Charakter, der ein oder mehrere Mitgliedstaaten der EU angehören, ausgegeben oder garantiert werden, zu investieren, wobei die Gesellschaft, wenn sie die in dieser Bestimmung vorgesehenen Möglichkeiten in Anspruch nimmt, dafür Sorge zu tragen hat, dass diese für die Rechnung des betreffenden Teilfonds gehaltenen Werte mindestens zu sechs verschiedenen Emissionen gehören, wobei die Werte einer Emission 30% des diesem Teilfonds zugeordneten Gesamtvermögens nicht überschreiten dürfen.

Art. 20. Geschäftsführung. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft kann seine Befugnisse bezüglich der Geschäftsführung der Gesellschaft (einschließlich des Rechts, als bevollmächtigter Unterzeichner der Gesellschaft zu handeln) sowie ihrer Vertretung einem Generaldirektor, einem Generalsekretär und/oder einer oder mehreren natürlichen oder juristischen Personen übertragen, die nicht notwendigerweise Verwaltungsratsmitglieder sein müssen. Diese Personen erhalten die Befugnisse, die ihnen vom Verwaltungsrat übertragen werden. Sie können, sofern der Verwaltungsrat sie dazu ermächtigt, ihre Befugnisse weiter delegieren. Der Verwaltungsrat kann ebenfalls spezielle Mandate durch eine glaubwürdige oder eine nicht notariell beurkundete Handlungsvollmacht erteilen.

Zu Zwecken einer effizienten Geschäftsführung kann der Verwaltungsrat beschließen, dass die gesamten Aktiva eines Teilfonds oder ein Teil derselben auf einer gemeinsamen Basis verwaltet werden, wenn diese Verwaltungsart mit der Anlagepolitik der betreffenden Teilfonds vereinbar ist. In diesem Falle werden die Vermögenswerte der verschiedenen Teilfonds gemeinsam verwaltet. Die Aktiva, die Gegenstand einer derartigen gemeinsamen Verwaltung sind, werden als «Pools» bezeichnet, wobei diese Pools nur zu betriebsinternen Verwaltungszwecken gebildet werden. Die Pools stellen keine separaten Einheiten dar und sind den Anlegern nicht direkt zugänglich. Jedem gemeinsam verwalteten Teilfonds werden spezifische Vermögenswerte zugeordnet.

Wenn die Vermögenswerte aus mehr als einem Teilfonds in einem Pool zusammengefasst werden, werden die Aktiva, die jedem der betreffenden Teilfonds zugeordnet werden können, durch Bezugnahme auf die ursprüngliche Zuteilung der Aktiva dieses Teilfonds zu diesem Pool bestimmt und ändern sich bei zusätzlichen Zuteilungen oder Entnahmen.

Die Rechte des betreffenden Teilfonds an den gemeinsam verwalteten Vermögenswerten beziehen sich auf alle Anlagen des Pools. Die zusätzlichen Anlagen, die auf Rechnung der gemeinsam verwalteten Teilfonds getätigt werden, werden den betreffenden Teilfonds ausgehend von ihren jeweiligen Rechten zugewiesen. Desgleichen werden verkaufte Vermögenswerte anteilig zu den Vermögenswerten der jeweiligen Teilfonds gemäß ihren jeweiligen Verpflichtungen entnommen.

Dividenden, Zinsen und andere, eine Form von Einkommen darstellende Ausschüttungen, die für Rechnung einer Vermögensmasse eingehen, werden den Teilfonds bei Eingang sofort im Verhältnis zu ihrer jeweiligen Beteiligung an der Vermögensmasse gutgeschrieben. Bei der Auflösung der Gesellschaft werden die Guthaben aus einer Vermögensmasse den Teilfonds im Verhältnis zu ihrer jeweiligen Beteiligung an der Vermögensmasse zugewiesen.

Art. 21. Verwaltungsgesellschaft und Geschäftsführer. Die Gesellschaft schließt einen Verwaltungsvertrag mit einer in Luxemburg ansässigen Verwaltungsgesellschaft («die Verwaltungsgesellschaft»), die über eine Genehmigung gemäß Artikel 13 des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 verfügt und die in Anhang II des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 aufgeführten Funktionen ausüben kann.

Die Verwaltungsgesellschaft kann einen oder mehrere Verwaltungs- oder Beratungsverträge mit jedweder luxemburgischen oder ausländischen Gesellschaft (die «Geschäftsführer») abschließen, kraft derer der oder die Verwalter für die Verwaltungsgesellschaft Beratungen, Empfehlungen und Verwaltungsdienste bezüglich der Anlagepolitik der Gesellschaft entsprechend Artikel 19 der vorliegenden Satzung leisten.

Art. 22. Vertretung und Gerichtsverfahren - Verpflichtungen der Gesellschaft. Die Gesellschaft wird in Urkunden, einschließlich derjenigen, an denen ein Beamter oder ein Urkundsbeamter bzw. ein Vollstreckungsbeamter beteiligt sind:

- entweder durch den Verwaltungsratsvorsitzenden,
- oder durch zwei gemeinschaftlich handelnde Mitglieder des Verwaltungsrates,
- oder durch den oder die geschäftsführenden Verwaltungsratsmitglieder, und/oder den Generaldirektor, und oder den Generalsekretär, die gemeinschaftlich oder allein im Rahmen ihrer vom Verwaltungsrat festgelegten Befugnisse handeln, vertreten.

Die Sonderbevollmächtigten können im Übrigen im Rahmen ihrer Vollmachten Verpflichtungen für die Gesellschaft eingehen.

Gerichtsverfahren werden von einem Mitglied des Verwaltungsrates oder von einem Beauftragten dieses Verwaltungsrates sowohl als Klägerin als auch als Beklagte im Namen der Gesellschaft betrieben.

Die Gesellschaft ist durch die Handlungen gebunden, die vom Verwaltungsrat, von Verwaltungsratsmitgliedern mit Vertretungsvollmacht oder dem/den geschäftsführenden Mitglied(ern) des Verwaltungsrates vorgenommen werden.

Art. 23. Interessenkonflikte. Kein Vertrag und keine Geschäft der Gesellschaft mit anderen Gesellschaften oder Firmen kann durch die Tatsache, dass ein oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrates oder Direktoren der Gesellschaft irgendeine Beteiligung an einer solchen anderen Gesellschaft oder Firma haben, oder durch die Tatsache, dass sie in dieser anderen Gesellschaft oder Firma Mitglieder des Verwaltungsrates, Gesellschafter, Direktoren oder Angestellte sind, beeinträchtigt oder unwirksam werden. Dem Mitglied des Verwaltungsrates oder dem Direktor der Gesellschaft, das bzw. der Verwaltungsratsmitglied, Direktor oder Angestellter einer Gesellschaft oder Firma ist, mit der die Gesellschaft Verträge abschließt oder mit der sie in sonstiger geschäftlicher Beziehung steht, wird dadurch nicht das Recht aberkannt, über Angelegenheiten im Zusammenhang mit einem solchen Vertrag oder solchen Geschäften zu beraten, abzustimmen und tätig zu werden.

Falls ein Mitglied des Verwaltungsrates oder ein Direktor sich bezüglich eines Geschäfts der Gesellschaft in einem Interessenkonflikt befindet, hat dieses Mitglied des Verwaltungsrates oder dieser Direktor den Verwaltungsrat davon zu unterrichten und darf sich nicht an der Beratung und Abstimmung über dieses Geschäft beteiligen; bei der nächsten Versammlung der Anteilhaber ist darüber Bericht zu erstatten.

Art. 24. Entschädigung von Verwaltungsratsmitgliedern und Direktoren. Abgesehen von grober Fahrlässigkeit oder schweren Fehlern entschädigt die Gesellschaft jede Person, die Direktor oder Mitglied des Verwaltungsrates ist oder gewesen ist, für alle angemessenen Aufwendungen, die aufgrund von Verfahren oder Prozessen, an denen

die betreffende Person in ihrer Eigenschaft als Mitglied des Verwaltungsrates oder Direktor der Gesellschaft beteiligt ist, entstanden sind.

Im Falle einer von dem betreffenden Verwaltungsratsmitglied oder Direktor abgeschlossenen außergerichtlichen Vereinbarung wird eine derartige Entschädigung nur gewährt, wenn die Gesellschaft von ihrem Rechtsanwalt dahingehend informiert wird, dass das betreffende Mitglied des Verwaltungsrates oder der betreffende Direktor seine Pflichten nicht verletzt hat. Das Recht auf Entschädigung schließt andere Rechtsansprüche des Verwaltungsratsmitglieds oder des Prokuristen nicht aus.

Art. 25. Wirtschaftsprüfer. Gemäß den gesetzlichen Bestimmungen werden die Buchführung und die Erklärungen, die vom luxemburgischen Gesetz vorgesehen sind, von einem anerkannten Wirtschaftsprüfer überprüft, der von der Hauptversammlung für die von ihr festgelegte Amtszeit ernannt und von der Gesellschaft bezahlt wird.

Der im Amt befindliche Wirtschaftsprüfer kann jederzeit von der Hauptversammlung abberufen werden.

Art. 26. Hinterlegung der Vermögenswerte der Gesellschaft. Gemäß den Forderungen des Gesetzes schließt die Gesellschaft mit einer Bank oder Sparkasse im Sinne des geänderten Gesetzes vom 5. April 1993 bezüglich der Überwachung des Finanzsektors (die «Depotbank») einen Hinterlegungsvertrag.

Die Depotbank verfügt über die laut Gesetz vorgesehenen Befugnisse und Pflichten.

Wenn die Depotbank auf ihr Mandat verzichten möchte, wird sich der Verwaltungsrat bemühen, innerhalb von 2 Monaten ab dem Datum der effektiven Mandatsniederlegung einen Ersatz zu finden. Der Verwaltungsrat kann den Hinterlegungsvertrag kündigen, kann die Depotbank aber erst abberufen, wenn ein Ersatz gefunden ist.

Art. 27. Geschäftsjahr - Jahres- und Zwischenberichte. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. März und endet im folgenden Jahr mit dem letzten Tag des Monats Februar. Die Konten der Gesellschaft lauten auf EUR.

Sollte es - wie im Artikel 5 der vorliegenden Satzung vorgesehen - verschiedene Teilfonds geben und sollte die Rechnungslegung dieser Teilfonds auf verschiedene Währungen lauten, so werden diese Rechnungslegungen in EUR umgerechnet und zur Feststellung der Rechnungslegung der Gesellschaft zusammengerechnet.

Art. 28. Verteilung des Jahresergebnisses. Auf Vorschlag des Verwaltungsrates und im Rahmen der gesetzlichen Auflagen beschließt die Hauptversammlung der Anteilinhaber der Anteilskategorie(n)/-klasse(n) eines Teilfonds über die Verwendung des Jahresergebnisses dieses Teilfonds und kann in regelmäßigen Abständen Ausschüttungen ankündigen bzw. den Verwaltungsrat ermächtigen, Ausschüttungen anzukündigen.

Für jede einzelne Kategorie/Klasse oder für alle Kategorien/Klassen von Anteilen, die einen Anspruch auf Ausschüttungen eröffnen, kann der Verwaltungsrat beschließen, unter Einhaltung der gesetzlichen Bestimmungen Abschlagsdividenden zu zahlen.

Dividendenausschüttungen erfolgen entsprechend den vom Verwaltungsrat beschlossenen Modalitäten.

Die Ausschüttungen können in allen vom Verwaltungsrat ausgewählten Währungen zu dem von ihm festgelegtem Datum und am von ihm festgelegten Ort erfolgen.

Der Verwaltungsrat kann beschließen, unter Einhaltung der vom ihm festgelegten Modalitäten und Bedingungen die Dividenden in Form von neuen Anteilen anstatt von Bargeld auszuschütten.

Alle angekündigten Dividenden, die von ihrem Anspruchsberechtigten nicht innerhalb von fünf Jahren nach ihrer Zuteilung eingefordert worden sind, können nicht mehr eingefordert werden und fallen an den Teilfonds der betreffenden Anteilskategorie(n)/-klasse(n) zurück.

Der Verwaltungsrat verfügt über alle Befugnisse und kann alle notwendigen Maßnahmen ergreifen, um diese Bestimmung durchzuführen.

Auf die angekündigten Dividenden, die von der Gesellschaft für ihre Anteilinhaber gehalten werden, werden keine Zinsen gezahlt.

Die Auszahlung der Erträge ist nur dann fällig, wenn die geltenden Devisenbestimmungen ihre Ausschüttung in dem Land, in dem der Anspruchsberechtigte seinen Wohnsitz hat, zulassen.

Art. 29. Auflösung. Die Gesellschaft kann jederzeit durch einen Beschluss der Hauptversammlung, die gemäß den in Artikel 30 der vorliegenden Satzung vorgesehenen Bedingungen bezüglich Beschlussfähigkeit und Mehrheit entscheidet, aufgelöst werden.

Im Fall der Auflösung der Gesellschaft erfolgt die Liquidation der Gesellschaft über einen oder mehrere Liquidatoren, die natürliche oder juristische Personen sein können; juristische Personen werden ihrerseits durch natürliche Personen vertreten; sie werden von der Hauptversammlung der Anteilinhaber, die ihre Befugnisse und ihre Vergütung festlegt, ernannt.

Falls das Gesellschaftskapital weniger als zwei Drittel des gesetzlichen Mindestkapitals beträgt, müssen die Verwaltungsratsmitglieder die Frage der Auflösung der Gesellschaft der Hauptversammlung vorlegen, die ohne Anwesenheitsvoraussetzung und mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Anteile beschließt. Macht das Kapital weniger als ein Viertel des gesetzlichen Mindestkapitals aus, beschließt die Hauptversammlung ebenfalls ohne Anwesenheitsvoraussetzung; die Auflösung kann jedoch von den Anteilhabern, die ein Viertel der bei der Versammlung vertretenen Anteile besitzen, beschlossen werden.

Die Einberufung dieser Versammlungen hat so zu erfolgen, dass die Hauptversammlungen innerhalb einer vierzig-tägigen Frist ab der Feststellung erfolgen, dass das Nettovermögen unter zwei Drittel bzw. ein Viertel des Mindestkapitals gesunken ist.

Der Nettoliquidationserlös der einzelnen Teilfonds wird von den Liquidatoren im Verhältnis der Anrechte der jeweiligen Anteilskategorie/-klasse an die Anteilinhaber des Teilfonds verteilt.

Art. 30. Satzungsänderung. Die vorliegende Satzung kann von einer Hauptversammlung der Anteilhaber geändert werden, soweit die vom luxemburgischen Gesetz und den Bestimmungen der vorliegenden Satzung vorgegebenen Voraussetzungen in Bezug auf Beschlussfähigkeit und Abstimmung erfüllt sind.

Art. 31. Gesetzliche Bestimmungen. Für alle Angelegenheiten, die nicht durch die vorliegende Satzung geregelt werden, beziehen sich die Parteien auf die Bestimmungen des Gesetzes vom zehnten August Neunzehnhundertfünfzehn über Handelsgesellschaften und die entsprechenden Gesetzesänderungen sowie auf das Gesetz vom zwanzigsten Dezember Zweitausendzwei über Organismen für gemeinsame Anlagen und seine Änderungen.

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist wird die Versammlung geschlossen.

Der amtierende Notar, der der englischen und der deutschen Sprache kundig ist, stellt hiermit fest, dass auf Ersuchen der Erschienenen, diese Urkunde in französischer Sprache verfasst ist, gefolgt von einer Übersetzung in englischer und deutscher Sprache und im Falle von Abweichung zwischen dem französischen, englischen und dem deutschen Text, die französische Fassung maßgebend ist.

Worüber Urkunde aufgenommen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, dem beurkundenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, haben die Erschienenen mit dem Verwaltungsvorstand und dem beurkundenden Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: V. Glane, C. Steimes, M.-H. Poncelet, H. Hellinckx.

Enregistré à Mersch, le 17 février 2006, vol. 435, fol. 52, case 12. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): A. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 22 mars 2006.

H. Hellinckx.

(031777/242/2255) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2006.

PARVEST, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R. C. Luxembourg B 33.363.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 22 mars 2006.

H. Hellinckx.

(031778/242/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2006.

TARIEL HOLDING, S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Registered office: L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller.

R. C. Luxembourg B 114.093.

STATUTES

In the year two thousand six, on the thirtieth of January.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Mersch.

There appeared:

LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A., having its registered office in L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller, R.C. Luxembourg B 37.974,

here represented by Mr Michel van Krimpen, lawyer, residing professionally at Luxembourg and Mr Marc Torbick, lawyer, residing professionally at Luxembourg, acting jointly in their respective capacities as Director and attorney-in-fact B.

Such appearing party, represented as thereabove mentioned, has requested the undersigned notary to inscribe as follows the articles of association of a société à responsabilité limitée unipersonnelle:

Art. 1. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the «Company»), and in particular the law dated 10th August 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the «Law»), as well as by the articles of association (hereafter the «Articles»), which specify in the articles 7, 10, 11 and 14 the exceptional rules applying to one member company.

Art. 2.

2.1. The object of the Company is the acquisition of participations, interests and units, in Luxembourg or abroad, in any form whatsoever, and the management of such participations, interests and units. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever.

2.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company. It may also give guarantees and grant securities in favour of third parties to secure its obligations or the obli-

gations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets.

2.3. The Company may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents and/or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

2.4. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

2.5. The Company may carry out any commercial and/or financial transactions with respect to direct or indirect investments in movable and immovable property including but not limited to acquiring, owning, hiring, letting, leasing, renting, dividing, draining, reclaiming, developing, improving, cultivating, building on, selling or otherwise alienating, mortgaging, pledging or otherwise encumbering movable or immovable property.

2.6. The above description is to be understood in the broadest senses and the above enumeration is not limiting.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. The Company will have the name TARIEL HOLDING, S.à r.l.

Art. 5. The registered office is established in Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its partners deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the manager or in case of plurality of managers, by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 6. The capital is set at twelve thousand five hundred Euro (12,500.- EUR) divided into one hundred (100) share quotas of one hundred and twenty-five Euro (125.- EUR) each.

Art. 7. The capital may be changed at any time by a decision of the single partner or by decision of the partners' meeting, in accordance with article 14 of these Articles.

Art. 8. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 9. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 10. In case of a single partner, the Company's shares held by the single partner are freely transferable.

In the case of plurality of partners, the shares held by each partner may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Law.

Art. 11. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single partner or of one of the partners.

Art. 12. The Company is managed by one or more managers who need not to be shareholders.

If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers («conseil de gérance»).

The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of shareholders holding a majority of votes.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects.

All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the single signature of any of the members of the board of managers.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his powers for specific tasks to one or more ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine any such agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of this agency.

The board of managers may elect a chairman from among its members. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by election among managers present at the meeting.

The board of managers may elect a secretary from among its members.

The meetings of the board of managers are convened by any manager.

The board of managers may validly debate without prior notice if all the managers are present or represented.

A manager can be represented at a meeting by another member of the board of managers.

The board of managers can only validly debate and take decisions if a majority of its members is present or represented by proxies. Any decisions by the board of managers shall be adopted by a simple majority. The minutes of the meeting will be signed by all the managers present at the meeting.

One or more managers may participate in a meeting by means of a conference call or by any similar means of communication initiated from Luxembourg enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members having participated.

A written decision, signed by all the managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the board of managers, which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members of the board of managers.

Art. 13. The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 14. The single partner assumes all powers conferred to the general partner meeting.

In case of a plurality of partners, each partner may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares which he owns. Each partner has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by partners owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the Articles of the Company may only be adopted by the majority of the partners owning at least three quarter of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

Art. 15. The Company's year starts on the 1st of January and ends on the 31st of December, with the exception of the first year, which shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on the 31st of December 2006.

Art. 16. Each year, with reference to 31st of December, the Company's accounts are established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 17. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

The balance of the net profits may be distributed to the partner(s) commensurate to his/their share holding in the Company.

The manager or, in case of plurality of managers, the board of managers is authorized to decide and to distribute interim dividends at any time, under the following conditions:

1. The manager or, in case of plurality of managers, the board of managers will prepare interim statement of accounts which are the basis for the distribution of interim dividends;

2. These interim statement of accounts shows that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits as per the end of the last fiscal year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve in accordance with the Law or these Articles.

Art. 18. At the time of winding-up the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, partners or not, appointed by the partners who shall determine their powers and remuneration.

Art. 19. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Subscription - Payment

The share quotas have been subscribed by LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A., prenamed, which is the sole partner of the company.

The share quotas have been fully paid up in cash, so that the sum of twelve thousand five hundred Euro (12,500.- EUR) is now available to the company, proof of which has been given to the undersigned notary who acknowledges it.

Estimate

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the subscriber as a result of its formation are estimated at approximately one thousand two hundred and fifty Euro (1,250.- EUR).

Resolutions of the sole partner

1) The company will be administered by one manager:
LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A., prenamed.

The duration of its mandate is unlimited and it has the power to bind the company by its sole signature.

2) The address of the corporation is in L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille six, le trente janvier.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Mersch.

A comparu:

LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A., ayant son siège social à L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller, R.C. Luxembourg B 37.974,

ici représentée par Monsieur Michel van Krimpen, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg et Monsieur Marc Torbick, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg, agissant en leurs qualités respectives d'Administrateur et de fondé de pouvoirs B.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée unipersonnelle dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après «La Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après «La Loi»), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après «les Statuts»), lesquels spécifient en leurs articles 7, 10, 11 et 14, les règles exceptionnelles s'appliquant à la société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Art. 2.

2.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par voie de souscription, achat, échange ou de toute autre manière des actions, parts et autres valeurs mobilières, obligations, bons de caisse, certificats de dépôt et autres instruments de dettes et plus généralement toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée.

2.2. La Société pourra emprunter, sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de titres, obligations, bons de caisse et tous titres de dettes et/ou de valeurs mobilières. La Société pourra accorder tous crédits, y compris les intérêts de prêts et/ou par l'émission de valeurs mobilières à ses filiales, sociétés affiliées ou toute autre société. Elle peut aussi apporter des garanties en faveur de tiers afin d'assurer ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou toute autre société. La Société pourra en outre mettre en gage, transférer, encombrer ou autrement créer une garantie sur certains de ses actifs.

2.3. La Société pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets et/ou autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

2.4. La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de crédit, change, taux d'intérêt et autres risques.

2.5. La Société peut faire toutes opérations commerciales et/ou financières en relation directe ou indirecte avec des investissements de propriété mobiliers et immobiliers y compris mais non limité à l'acquisition, la possession, le louage, la location, le leasing, le bail, la division, le drainage, la réclamation, le développement, l'amélioration, la culture, la construction, la vente ou toute autre aliénation, hypothèque, gage ou toute autre obstruction de propriété mobilière ou immobilière.

2.6. L'énumération qui précède est purement énonciative et non limitative.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société aura la dénomination TARIEL HOLDING, S.à r.l.

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

L'adresse du siège sociale peut être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (125,- EUR) chacune.

Art. 7. Le capital peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, en conformité avec l'article 14 des présents Statuts.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 9. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 10. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par l'article 189 de la Loi.

Art. 11. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants qui ne doivent pas obligatoirement être associés.

Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent un conseil de gérance.

Les gérants peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans justification, par une résolution des associés titulaires de la majorité des votes.

Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) a (ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société est valablement engagée par la signature individuelle du gérant unique et, en cas de pluralité de gérants, par la signature individuelle de l'un des membres du conseil de gérance.

Le gérant ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de leurs pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, détermine les responsabilités et la rémunération quelconques (s'il y en a) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de son mandat.

Le conseil de gérance peut élire un président parmi ses membres. Si le président est empêché, un remplaçant sera élu parmi les membres présents à la réunion.

Le conseil de gérance peut élire un secrétaire parmi ses membres.

Les réunions du conseil de gérance seront convoquées par tout gérant.

Le conseil de gérance pourra valablement délibérer sans convocation lorsque tous les gérants seront présents ou représentés.

Un gérant peut être représenté à une réunion par un autre membre du conseil de gérance.

Le conseil de gérance ne pourra valablement délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée par procurations. Toute décision du conseil de gérance doit être adoptée à une majorité simple. Les résolutions de la réunion seront signées par tous les gérants présents à la réunion.

Un ou plusieurs gérants peuvent participer à une réunion des gérants par conférence téléphonique ou par des moyens de communication similaires à partir du Luxembourg de telle sorte que plusieurs personnes pourront communiquer simultanément. Cette participation sera réputée équivalente à une présence physique lors d'une réunion. Cette décision pourra être documentée par un seul document ou par plusieurs documents séparés ayant le même contenu et signé(s) par les gérants y ayant participé.

Une décision écrite signée par tous les gérants sera aussi valable et efficace que si elle avait été prise lors d'une réunion du conseil dûment convoquée. Cette décision pourra être documentée par un seul document ou par plusieurs documents séparés ayant le même contenu et signé(s) par tous les membres du conseil de gérance.

Les membres du conseil de gérance ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 14. L'associé unique exerce tous pouvoirs qui lui sont conférés par l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quelque soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Art. 15. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le 31 décembre, à l'exception de la première année qui débutera à la date de constitution et se terminera le 31 décembre 2006.

Art. 16. Chaque année, au trente et un décembre, les comptes de la Société sont établis et le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

Art. 17. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société.

Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance est autorisé à décider et à distribuer des dividendes intérimaires, à tout moment, sous les conditions suivantes:

1. Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance préparera une situation intérimaire des comptes de la société qui constituera la base pour la distribution des dividendes intérimaires;

2. Ces comptes intérimaires devront montrer des fonds disponibles suffisants afin de permettre une distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut pas excéder les bénéfices réalisés à la clôture de l'exercice fiscal précédent, augmenté du bénéfice reporté et réserves distribuables et diminué des pertes reportées et montants alloués à la réserve légale, en conformité avec la Loi ou les présents statuts.

Art. 18. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Art. 19. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Souscription - Libération

Les parts sociales ont été souscrites par LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A., préqualifiée, qui est l'associé unique de la société.

Toutes les parts sociales ont été intégralement souscrites et libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) se trouve dès maintenant à la disposition de la société, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant qui le constate expressément.

Frais

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent au souscripteur ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ mille deux cent cinquante euros (1.250,- EUR).

Décisions de l'associé unique

1) La société est administrée par un gérant:
LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY S.A., préqualifiée.

La durée de son mandat est illimitée et il a le pouvoir d'engager la société par sa seule signature.

2) L'adresse du siège social est fixée à L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: M. van Krimpen, M. Torbick, H. Hellinckx.

Enregistré à Mersch, le 2 février 2006, vol. 435, fol. 31, case 11. – Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): A. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 8 février 2006.

H. Hellinckx.

(016057/242/298) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2006.

WATT LUX, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: Strassen.

R. C. Luxembourg B 98.299.

L'an deux mille six, le douze janvier.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1) Monsieur Benoît Digeon, employé privé, demeurant à L-8017 Strassen, 18A, rue de la Chapelle.

2) Monsieur Jörg Temme, gérant de société, demeurant à D-54292 Trèves, 2 Kirchenbungert.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- Qu'ils sont les seuls et uniques associés de la société WATT LUX, S.à r.l., société à responsabilité limitée, constituée suivant acte notarié en date du 6 janvier 2004, publié au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 182 du 13 février 2004.

- Qu'ils ont pris la résolution suivante:

Résolution unique

Les associés décident de changer l'objet social de la société.

En conséquence l'article 4 des statuts est modifié et aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 4.** La Société a pour objet tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger la planification, la construction, l'installation et l'exploitation d'éoliennes ainsi que tout moyen de production d'électricité utilisant les énergies renouvelables (biomasse, photovoltaïque...).

La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers.

La Société a en outre pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, et peut leur prêter tous concours, que ce soit par des prêts, des garanties, des avances ou de toutes autres manières. Elle a en outre pour objet l'acquisition par achat, par voie de participation, d'apport, de prise ferme ou d'option, d'achat de négociation, de souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets, brevets et licences et autres valeurs de toutes espèces, la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet, en restant toutefois dans les limites tracées par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.»

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société à raison des présentes est évalué à environ huit cents euros (800,- EUR).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: B. Digeon, J. Temme, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 13 janvier 2006, vol. 27CS, fol. 23, case 5. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 février 2006.

G. Lecuit.

(014305/220/45) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2006.

WATT LUX, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: Strassen.

R. C. Luxembourg B 98.299.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 février 2006.

G. Lecuit.

(014306/220/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2006.

PHASE ONE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4973 Dippach, 156, route de Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 69.740.

L'an deux mille six, le dix-sept janvier.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme PHASE ONE S.A., avec siège social à L-1718 Luxembourg, 52, rue Haute, constituée par acte du notaire instrumentant alors de résidence à Hesperange, en date du 21 avril 1999, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 549 du 16 juillet 1999 et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire instrumentant de résidence à Luxembourg, en date du 10 octobre 2003, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 77 du 20 janvier 2004.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Mustafa Nezar, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Madame Maggy Strauss, employée privée, demeurant à Garnich.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Marie-Thérèse Bukasa, assistante juridique, demeurant à Fauvillers.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

1. Transfert du siège social de Luxembourg à L-4973 Dippach, 156, route de Luxembourg.

2. Modification de l'article 1^{er} et de l'article 9 des statuts.

3. Divers.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

III.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de transférer le siège social de la société de Luxembourg, 52, rue Haute à L-4973 Dippach, 156, route de Luxembourg.

Deuxième résolution

En conséquence le deuxième alinéa de l'article 1^{er} et l'article 9 des statuts sont modifiés et auront désormais la teneur suivante:

«**Art.1^{er}. (deuxième alinéa).** Le siège social est établi à Dippach.»

«**Art. 9.** L'assemblée générale annuelle se réunit le premier lundi du mois de juin à 14.00 heures dans la commune du siège social à l'endroit indiqué dans les convocations. Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.»

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société à raison des présentes est évalué à environ huit cents euros (800,- EUR).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au membre du bureau et au mandataire des comparants ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. Nezar, M. Strauss, M.-T. Bukasa, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 23 janvier 2006, vol. 152S, fol. 7, case 7. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 février 2006.

G. Lecuit.

(014446/220/55) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2006.

PHASE ONE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4973 Dippach, 156, route de Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 69.740.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 février 2006.

G. Lecuit.

(014447/220/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2006.

HMS LUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 59, rue de Rollingergrund.

R. C. Luxembourg B 10.559.

L'an deux mil six, le six février.

Par-devant Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg-Eich.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire de la société anonyme HMS LUX S.A., anciennement HARLOW MEYER SAVAGE (LUXEMBOURG) S.A., avec siège social à L-2440 Luxembourg, 59, rue de Rollingergrund, constituée suivant acte reçu par Maître André Schwachtgen, notaire, alors de résidence à Pétange, en date du 13 décembre 1972, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 22 du 5 février 1973,

modifiée à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 3 décembre 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 202 du 7 mars 2005, et inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 10.559.

La séance est ouverte à 16.00 heures, sous la présidence de Monsieur Roland Bonnici, managing directeur, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Max Mayer, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg-Eich.

L'assemblée élit comme scrutatrice Madame Florence Devignes, chef d'administration, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée ainsi constitué, le Président déclarait et demandait au notaire instrumentaire de dresser le procès-verbal qui suit:

I.- Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1.- Constatation de l'acquisition par la société de 210 actions propres sans valeur nominale, moyennant réserves disponibles.

2.- Annulation des actions rachetées.

3.- Modification de l'article 5 des statuts, pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital social est fixé à six cent vingt mille euros (620.000,- EUR) représenté par quatre mille deux cent dix (4.210) actions sans désignation de valeur nominale.»

4.- Divers.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les procurations des actionnaires représentés et le nombre de leurs actions sont précisés sur une liste de présence; que cette liste signée par les actionnaires, par les porteurs des procurations des actionnaires représentés et par le bureau de l'assemblée, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui en même temps.

Que les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur resteront également annexées au présent acte.

III.- Qu'aucune convocation n'étant nécessaire alors que le capital social est intégralement représenté à la présente assemblée et que tous les actionnaires présents ou représentés déclarent avoir été informés et avoir pris connaissance de l'ordre du jour avant l'assemblée.

IV.- Que la présente assemblée, qui représente l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement tous les sujets portés à l'ordre du jour.

Puis l'assemblée générale, après avoir délibéré, prenait à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée constate l'acquisition faite par la société, conformément à l'article 49-2 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, de 210 actions propres entièrement libérées sans désignation de valeur nominale, représentant 4,75 % du capital souscrit, moyennant les réserves disponibles au prix de 43.050,- EUR, ces réserves résultent du bilan

de l'exercice au 31 mars 2005 dûment approuvé et dont la disponibilité a été certifiée par le conseil d'administration. La déclaration afférente du conseil d'administration, restera, après avoir été paraphée ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, annexée au présent acte.

Deuxième résolution

L'assemblée décide d'annuler les actions rachetées, numérotées de 2.232 à 2.431 et 3.166 à 3.175, comme dit ci-dessus.

Troisième résolution

L'assemblée décide, en conséquence des résolutions précédentes, d'adapter l'article 5 des statuts comme suit:

«**Art. 5.** Le capital social est fixé à six cent vingt mille euros (620.000,- EUR) représenté par quatre mille deux cent dix (4.210) actions sans désignation de valeur nominale.»

Frais

Les dépenses, frais et charges de toutes espèces, qui incombent à la société pour le présent acte s'élèvent approximativement à 950,- EUR. Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, Monsieur le Président lève la séance à 16.40 heures.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg-Eich.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, les comparants ont tous signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: R. Bonnici, M. Mayer, F. Devignes, P. Decker.

Enregistré à Luxembourg, le 9 février 2006, vol. 152S, fol. 29, case 12. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Eich, le 14 février 2006.

P. Decker.

(016260/206/70) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2006.

HMS LUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 59, rue de Rollingergrund.
R. C. Luxembourg B 10.559.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

P. Decker

Le notaire

(016262/206/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2006.

ACQUA MARCIA INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 52.869.

L'an deux mille cinq, le vingt décembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Mersch (Luxembourg).

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme ACQUA MARCIA INTERNATIONAL S.A., ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 52.869, constituée suivant acte reçu par Maître Camille Hellinckx, alors notaire de résidence à Luxembourg, le 13 novembre 1995, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 30 du 17 janvier 1996, et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 12 août 2002, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 1614 du 11 novembre 2002.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Luisella Moreschi, licenciée en sciences économiques appliquées, demeurant à Luxembourg.

La Présidente désigne comme secrétaire Madame Solange Wolter-Schieres, employée privée, demeurant à Schouweiler.

L'assemblée élit comme scrutateur Madame Rita Biltgen, employée privée, demeurant à Luxembourg.

La présidente déclare et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentant. Ladite liste de présence restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Qu'il appert de cette liste de présence que toutes les trois cents (300) actions représentant l'intégralité du capital social, sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, les actionnaires présents ou représentés se reconnais-

sant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

- Modification du premier alinéa de l'article cinq des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

«Le Conseil d'Administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de la compétence du conseil d'administration, à l'exclusion de la gestion extraordinaire concernant la cession de participations.»

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée cette dernière à pris à l'unanimité des voix la résolution suivante:

Résolution

L'assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article cinq des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

Art. 5. premier alinéa. «Le Conseil d'Administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de la compétence du conseil d'administration, à l'exclusion de la gestion extraordinaire concernant la cession de participations.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les comparantes prémentionnées ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: L. Moreschi, S. Schieres, R. Biltgen, H. Hellinckx.

Enregistré à Mersch, le 28 décembre 2005, vol. 434, fol. 69, case 11. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): A. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 27 janvier 2006.

H. Hellinckx.

(014195/242/51) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2006.

ACQUA MARCIA INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 52.869.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 27 janvier 2006.

H. Hellinckx.

(014196/242/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2006.

CAPITALPOST LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 9, rue Schiller.

R. C. Luxembourg B 96.976.

Extrait des Résolutions de l'Associé Unique qui ont été prises le 4 janvier 2006

L'Associé Unique de CAPITALPOST LUXEMBOURG, S.à r.l. (la «Société») a décidé comme suit:

- de transférer le siège social de la société du 9B, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg au 9, rue Schiller, L-2519 Luxembourg;

- d'accepter la démission de:

Herman Boersen, ayant son adresse professionnelle au 9, rue Schiller, L-2519 Luxembourg, de sa fonction de Gérant et ce avec effet immédiat;

- de nommer:

Hille Paul Schut, ayant son adresse professionnelle au 9, rue Schiller, L-2519 Luxembourg, en qualité de Gérant de la société et ce avec effet immédiat.

Luxembourg, le 4 janvier 2006.

R. Kimmels

Manager

Enregistré à Luxembourg, le 18 janvier 2006, réf. LSO-BM04585. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(010947/710/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 2006.

WESTCORP, S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-4973 Dippach, 156, route de Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 106.008.

L'an deux mille six, le dix-sept janvier.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

MCA GROUP, S.à r.l., société à responsabilité limitée unipersonnelle, ayant son siège social à Dippach, 156, route de Luxembourg, R.C.S Luxembourg B 60.879,

ici représentée par Madame Marie-Thérèse Bukasa, assistante de direction, demeurant à Fauvillers,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, le 6 janvier 2006.

Laquelle procuration restera ci-annexée pour être enregistrée avec le présent acte.

Laquelle comparante a requis le notaire instrumentant de documenter ce qui suit:

- Qu'elle est la seule associée de la société à responsabilité limitée WESTCORP, S.à r.l., ayant son siège social à Luxembourg, constituée par acte reçu par le notaire soussigné, en date du 27 janvier 2005, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 330 du 14 avril 2005 et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire soussigné, en date du 9 juin 2005, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1196 du 12 novembre 2005.

- L'associée unique a pris la résolution suivante:

Résolution unique

L'associée unique décide de transférer le siège social de la société de Luxembourg à L-4973 Dippach, 156, route de Luxembourg.

En conséquence le premier alinéa de l'article 3 des statuts est modifié et aura désormais la teneur suivante:

Art. 3. Le siège social est établi à Dippach.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société en raison des présentes est évalué à environ huit cents euros (800,- EUR).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celle-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M.-T. Bukasa, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 23 janvier 2006, vol. 152S, fol. 7, case 11. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 février 2006.

G. Lecuit.

(014107/220/37) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2006.

WESTCORP, S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-4973 Dippach, 156, route de Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 106.008.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 février 2006.

G. Lecuit.

(014108/220/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2006.

SENSES S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 52-54, avenue du X Septembre.
R. C. Luxembourg B 98.076.

Extrait des décisions prises en date du 13 octobre 2005 par le Conseil d'Administration de la société

L'assemblée décide d'enregistrer le siège social de la société au 52-54, avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg avec effet immédiat.

Signature.

Enregistré à Luxembourg, le 30 janvier 2006, réf. LSO-BM07523. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(011163/984/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 2006.

AMARALIS HOLDINGS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.
Capital social: EUR 55.000.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 10A, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 100.290.

—
Extrait sincère et conforme du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue à Luxembourg le 25 janvier 2005 à 10.00 heures

Il résulte dudit procès-verbal que:

- Le transfert de 40 actions ordinaires détenues par AMARALIS HOLDING S.A. vers CAMBURI PARTICIPAÇÕES LTD., une société de droit des Iles Vierges Britanniques avec siège social à Marcy Building 2nd Floor, Purcell Estate, Road Town, Tortola, Iles Vierges Britanniques, enregistrée au Registrar of Companies sous le numéro 77302, est accepté avec effet à partir du 30 décembre 2005.

Luxembourg, le 25 janvier 2006.

AMARALIS HOLDINGS, S.à r.l.

Représenté par A. Bernardo

Gérant Class B

Enregistré à Luxembourg, le 27 janvier 2006, réf. LSO-BM07281. – Reçu 14 euros.

Le Releveur (signé): D. Hartmann.

(011306/1084/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 2006.

MONT BLANC INVESTMENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 99.782.

—
Le 26 janvier 2006, le Conseil d'Administration, à l'unanimité, a pris la résolution suivante:

- Transférer le siège social de la société au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 janvier 2006.

Pour MONT BLANC INVESTMENT S.A.

MeesPierson INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.

Ch. Agata / G. Birchen

Enregistré à Luxembourg, le 27 janvier 2006, réf. LSO-BM07230. – Reçu 14 euros.

Le Releveur (signé): D. Hartmann.

(011334/029/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 2006.

ARTBAU S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 52, rue Charles Martel.
R. C. Luxembourg B 31.927.

—
Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 30 janvier 2006, réf. LSO-BM07781, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 janvier 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(010771/574/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 janvier 2006.
